

Limbe 2 Juin 2026

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

-----  
MINISTERE DES FINANCES

-----  
COMITE ITIE

-----  
Secrétariat Permanent

Tél/Fax : (237) 222 22 08 67

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

BP : Yaoundé



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
EITI COMMITTEE

---

**RAPPORT ITIE SUR LA CONFERENCE-DEBAT SUR LE  
THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE  
DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS  
LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES  
ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA  
LE 18 MAI 2026**

PAR DR. BLASIUS NGOME (P.h.D.) EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION, SPECIALITE  
COMMUNICATION DES ORGANISATIONS

**RAPPORT ITIE SUR LA CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE  
POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS  
LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A  
L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026**

**Le présent rapport porte sur les axes suivants :**

- 1) CONTEXTE
- 2) PROBLEMATIQUE
- 3) OBJECTIFS
- 4) CIBLES
- 5) PHASE PREPARATIVE
- 6) PREPARATION MATERIELLE
- 7) DEROULEMENT
- 8) RESULTATS ET IMPACT

**1)-CONTEXTE**

La norme ITIE 2023 dans son exigence 7.1 consacre le débat public et en fait l'une des conditions sine qua non de son implémentation. Par ailleurs lors de plusieurs réunions du groupe multipartite (GMP) il a été convenu de sortir le débat public hors de la capitale politique Yaoundé abritant le siège social de l'ITIE Cameroun. L'idée donc de l'organisation de la conférence débat ci-dessus précisément à l'Université de Douala y trouve son fondement. Mais s'en tenir à cette vision unique demeure limitatif. La conférence débat dans ce milieu universitaire va forcément au-delà de ces considérations pour embrasser aussi bien la communication globale sur l'ITIE qui reste peu connue à ce jour (21 ans après l'adhésion du Cameroun) et la communication spécifique s'inscrivant dans le sillage du débat public.

**2)-PROBLEMATIQUE**

- 1) L'ITIE auquel le Cameroun a adhéré depuis 2005 est-il connu des camerounais ?
- 2) Quelle est le pourcentage de Camerounais qui connaissent l'ITIE ?
- 3) La tranche des citoyens qui la connaisse connaît-elle sa raison d'être ?

- 4) Est-ce qu'elle en tire bon profit de l'existence de l'ITIE ?
- 5) Les Camerounais savent-ils que le débat y afférant est de nature à impulser un changement radical au profit des parties prenantes?
- 6) Savent-ils que les étudiants peuvent faire de l'activité extractive en général leur sujet de recherche au niveau des mémoires et thèses?

## **1)-OBJECTIFS**

Cette conférence débat s'est donné les objectifs suivants :

- 1) Poser les bases d'une communication globale visant à faire connaître l'ITIE aux étudiants et au corps enseignant de l'Université de Douala
- 2) Provoquer un débat public concernant les activités phares de l'ITIE en s'appuyant sur les informations contenues dans les rapports ITIE particulièrement celui de 2023
- 3) Aller au-delà des chiffres pour embrasser d'autres préoccupations de l'ITIE parmi lesquelles la transparence, la recevabilité, la lutte contre la corruption dans ce milieu.
- 4) Expliquer les notions clés tels que les bénéficiaires effectifs, les contrats, les transferts infranationaux etc.
- 5) Sensibiliser les étudiants chercheurs à s'intéresser au secteur des industries extractives
- 6) Former une nouvelle génération des étudiants et medias à communiquer sur ce secteur

## **4)-CIBLES**

- 1) Les étudiants de l'université de Douala
- 2) Le corps enseignant
- 3) Les medias
- 4) L'administration
- 5) Les sociétés extractives
- 6) La Société Civile

## **5)-PREPARATION DE LA CONFERENCE-DEBAT**

Mise en place d'une équipe pluri-acteurs au niveau de l'ITIE composée ainsi qu'il suit :

**PRESIDENT :**

1. Dr. Blasius NGOME Ph.D. en communication des Organisations, Représentant de l'Union des Journalistes du Cameroun (UJC) au sein du Comité ITIE [Collège de la Société Civile]

**2. MEMBRES :**

3. Mme Jessica LENGHA ABEGA, Membre du comité ITIE, Directeur Général Adjoint d'Addax Petroleum Cameroon [sous collège des hydrocarbures]
4. Mme Irène MORIKANG, Membre du comité ITIE, Directeur de communication de la Commission Nationale Anti-Corruption (CONAC) [Collège de l'Administration]
5. Monsieur Jules WACK MBALLA, Membre du comité ITIE, Directeur des Relations Publiques a COTCO [sous collège des hydrocarbures]
6. Monsieur Eric FOU DA ETOGA, Membre du comité ITIE, Représentant du Centre pour l'Environnement et du Développement [collège de la Société Civile]

**7. SECRETARIAT**

8. Mme Corine AHOUE, Chargée de la Communication et de la Sensibilisation au Secrétariat Permanent du Comité ITIE
9. Michel BISSOU, Cadre au Secrétariat Permanent du Comité ITIE

**PERSONNES RESSOURCES INVITEES PAR LE PRESIDENT DU GPA :**

1. Mme Line TCHANKOUE (Addax Petroleum Cameroon)
2. Monsieur Emile Martial NKODO (Point Focal MINMIDT)

Mise en place d'un comité d'organisation à l'Université de Douala sous la coordination du Laboratoire de l'Analyse des conjonctures de la Communication (LACOCOM)

1. Président : Dr. Blasius NGOME

**MEMBRES**

2. Professeur Thomas ATENGA, chef du département de communication
3. Professeur Georges MADIBA
4. Dr. Marcelline MESHI
5. Dr. Jean WANGUE EDIMO
6. Mme Anne Marie AMAGNE

7. Monsieur Martin EYANGO
8. Dr. NJOYA

#### **6)-PREPARATION MATERIELLE**

- 1) Rédaction d'un dossier de presse / Participant décrivant les informations de base sur l'évènement dans ses différentes articulations et devant servir de guide aux médias et participants
- 2) Elaboration de la liste des Medias invites à couvrir l'évènement (presse écrite, en ligne, Radio et Télévision)
- 3) Elaboration d'un guide/Check-list exhaustive comprennent toutes les détails relativement aux activités de l'évènement, le chronogramme, les responsables d'actions, les délais d'exécution
- 4) Conception d'un post contenant les conférenciers, titres, fonctions ainsi que les thèmes concernant chaque intervenant avec déclinaison de leurs domaines de compétence
- 5) Rédaction d'une brève biographie de chaque intervenant
- 6) Conception des posts de sensibilisation publiés sur les réseaux sociaux à l'effet de mobiliser les participants (un post par jour pendant plus de deux mois avant la conférence débat
- 7) Conception et réalisation des posts pour le compte à rebours publié pendant 3 semaines jusqu'au Jour dit.
- 8) Conceptions des banderoles en anglais et français
- 9) Impression de Roll ups dans les deux langues (anglais/français)
- 10) Impression de 1000 dépliants portant sur ce qu'est l'ITIE, son historique, la publication des rapports de validation depuis l'adhésion en 2005, la norme ITIE et ses différentes exigences, la gouvernance la transparence, la lutte anti-corruption, les bénéficiaires effectifs, les contrats etc.
- 11) Conception et impression d'un programme dans les deux langues
- 12) Elaboration des fiches de présence
- 13) Production d'un fond de scène dans les deux langues

- 14) Mise à disposition d'un groupe électrogène,**
- 15) Propreté de l'Amphi Théâtre et des commodités annexes**
- 16) Organisation des réunions de suivi**
- 17) Sélection et formation des hôtesse**
- 18) Conception de chevaliers**

## **7)-DEROULEMENT DES ASSISES**

**Quatre exposés publiés au total ont été présentés dans une salle pleine à craquer malgré les pluies diluviennes qui se sont abattues dans la ville de Douala en matinée avec pour modérateur Professeur Georges MADIBA, professeur des Universités, enseignant à l'Université de Douala**

### **Premier expose par Professeur Thomas ATENGA**

Son exposé a porté sur les défis de la communication sur l'extractivisme. Selon lui Le concept d'extractivisme a été introduit par des chercheurs et militants d'Amérique du Sud pour analyser de manière critique l'exploitation des ressources naturelles par des acteurs majoritairement établis au Nord. La notion permet aussi d'analyser les résistances qu'elle a suscitées et les alternatives post-extractivistes qu'il est possible d'envisager (Gudynas 2015, 2021 ; Syampa 2013). Historiquement, ces processus extractifs s'inscrivent dans la continuité des politiques de développement (post) colonial et de l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale, en étroite articulation avec le développement des sociétés industrielles du Nord global.

Il a ajouté que l'extractivisme se rapporte ainsi à la production de valeur, par le biais de processus d'extraction (exploitation minière, industrie pétrolière, agriculture industrielle, etc). Dans la mesure où il conduit à l'épuisement des ressources, il impacte durablement les moyens de subsistance des populations affectées par ces processus. A la fin il encourage les étudiants chercheurs à s'intéresser dans ce domaine surtout au plan communicationnel afin d'éviter les dysfonctionnements constatés dans d'autres pays

### **Deuxième expose par Dr. Blasius NGOME**

Selon lui **Les travaux au sujet de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations (RSO),**

s'inspirent de la pensée de Voltaire et son aînée philosophique à savoir Socrate selon qui *« L'ignorance est un fléau, un obscurantisme entravant la liberté et l'humanité, mais aussi un point de départ de la connaissance.*

A titre d'illustration, l'ITIE a réalisé un vox pop dont les résultats étaient révélateurs à plusieurs égards. La question posée était : Connaissez-vous l'ITIE ? 70 % ne connaissent pas, 20% en ont entendu parler et largement moins de 10 % en savent quelque chose mais quoi exactement. Partant de l'hypothèse que cette entité serait peu connue par les camerounais et par conséquent ils ne peuvent pas tirer profit de son existence, sa démarche a consisté à :

- 1) Expliquer ce qu'est l'ITIE d'abord, ensuite
- 2) Convoquer les concepts de la RSO, et enfin comme diraient les mathématiciens
- 3) Trouver le dénominateur commun entre l'ITIE et la RSO.

Le but est d'apporter plus de lumière à cet organisme international auquel le Cameroun a adhéré depuis 2005 pour l'intérêt de ses citoyens. Il espère que la conférence débat pourraient non seulement provoquer le débat académique au sein de l'Université de Douala mais aussi motiver la recherche scientifique relative l'apport de l'ITIE sur l'échiquier national.

### **Troisième expose par Monsieur Jules WACH MBALLA**

L'intéressé a décliné la vision sociale de la RSE en faisant une distinction entre les dépenses volontaires et obligatoires. Par la suite, en s'appuyant sur le rapport annuel 2023 il a présenté les chiffres desdites contributions en s'étendant sur celles de COTCO.

Toutefois il est allé au-delà des seules contributions de ladite année pour embrasser la responsabilité sociale en générale donnant par la des bases de réflexion sur le débat publique

### **Quatrième exposé par Jean Camille TONJE**

Il met en avant que l'industrie extractive peut être une source importante de revenus et d'emplois, en particulier dans les régions riches en ressources naturelles. Cependant, elle est souvent confrontée à des défis tels que la gestion durable des ressources, la réduction des impacts environnementaux, la protection des droits des travailleurs et des communautés locales, et la lutte contre la corruption et la mauvaise gouvernance.

Pour relever ces défis, de nombreuses entreprises extractives mettent en œuvre des pratiques de développement durable, telles que l'adoption de normes environnementales et sociales strictes, la consultation des parties prenantes et l'investissement dans des projets de développement communautaire.

## **8)-RESULTATS ET IMPACT**

**La moisson était abondante dans les domaines ci-après :**

- 1. La production et distribution des supports de communications parmi lesquels 1000 dépliants**
- 2. L'association des étudiants et enseignants a l'organisation de la conférence débat (source de pratique de la communication des organisations)**
- 3. La mobilisation de plus de 600 étudiants**
- 4. La mobilisation du corps enseignant**
- 5. La production de 17 articles de presse écrite, en ligne et trois chaînes de télévision notamment CRTV, STV, et DASH TV.**
- 6. La participation des sociétés extractives et leur sensibilisation au travers des activités RSE sur la base du rapport 2023 et au-delà.**
- 7. L'engagement pris par les étudiants et enseignants d'orienter leurs recherches académiques sur les sociétés extractives et l'ITIE en général.**

**En conclusion cette activité gagnerait à s'étendre dans d'autres universités camerounaises dans lesquels le débat public et académiques trouvent un terrain fertile. Par ailleurs, l'ITIE gagnerait à promouvoir la recherche académique dans ce domaine phare surtout à l'heure où le Cameroun est en phase de devenir un pays minier.**

### **PISTES DE SUJETS DE MEMOIRES ET DE THESES**

- 1) L'effectivité des obligations sociales et environnementales dans les industries extractives au Cameroun : entre norme, déclaration et impact territorial.
- 2) Lecture critique des dépenses sociales volontaires des entreprises pétrolières.
- 3) Transparence extractive et redevabilité budgétaire : que révèle la contribution des recettes extractives aux finances publiques ?
- 4) Propriété effective, gouvernance et lutte contre l'opacité dans les industries extractives.

- 5) Débat public et communication institutionnelle ITIE : comment améliorer l'appropriation universitaire et citoyenne des données extractives ?
- 6) Paiements infranationaux, communes et populations riveraines : quels enjeux de justice.
- 7) Transition énergétique, : l'ITIE peut-elle devenir un support d'analyse climatique ?

**EITI REPORT ON THE ROUND TABLE CONFERENCE ON THE THEME: THE EXTRACTIVE INDUSTRIES TRANSPARENCY INITIATIVE (EITI) THROUGH THE LENS OF CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY (CSR) AT THE UNIVERSITY OF DOUALA ON 18 MAY 2026**

---

This report covers the following headings:

1. CONTEXT
2. PROBLEM STATEMENT
3. OBJECTIVES
4. TARGET GROUPS
5. PREPARATORY PHASE
6. MATERIAL PREPARATION
7. PROGRAMME / FLOW OF EVENTS
8. RESULTS AND IMPACT

**1) CONTEXT**

The EITI 2023 standard, in requirement 7.1, establishes public debate and makes it one of the essential conditions for its implementation. Furthermore, during several meetings of the Multi-Stakeholder Group (MSG), it was agreed to move the public debate out of the political capital, Yaoundé, which hosts the EITI Cameroon headquarters.

The idea of organising the above conference precisely at the University of Douala therefore finds its basis here. However, limiting the initiative to this single vision is still restrictive. The conference in an academic environment must necessarily go beyond these considerations, covering both general communication about the EITI—still relatively unknown to date (21 years after Cameroon’s accession)—and specific communication, building on the public debate.

---

## **2) PROBLEM STATEMENT**

1. Is EITI—Cameroon having acceded to it since 2005—known to Cameroonians?
2. What percentage of Cameroonians knows about EITI?
3. Do those who know about it understand its purpose?
4. Are they able to benefit properly from the existence of EITI?
5. Do Cameroonians know that the related debate can drive radical change in favour of stakeholders?
6. Do they know that students can make extractive activity the subject of their research at the level of dissertations and theses?

## **3) OBJECTIVES**

This conference set out the following objectives:

1. To lay the foundations for comprehensive communication aimed at making the EITI known to students and academic staff at the University of Douala.
2. To stimulate a public debate on EITI’s key activities, based on the information contained in EITI reports, particularly the 2023 report.
3. To go beyond figures and embrace other EITI concerns, including transparency, accountability, and the fight against corruption in this sector.
4. To explain key concepts such as beneficial owners, contracts, subnational transfers, etc.
5. To raise students’ awareness—encouraging student researchers to take an interest in the extractive industries sector.

6. To train a new generation of students and media practitioners to communicate on this sector.

#### **4) TARGET GROUPS**

1. Students of the University of Douala
2. Academic staff
3. The media
4. The administration
5. Extractive companies
6. Civil society

#### **5) PREPARATION OF THE CONFERENCE**

A multi-actor team was set up under EITI, as follows:

##### **CHAIRPERSON:**

1. Dr. Blasius NGOME, PhD in Organisational Communication, Representative of the Union of Journalists of Cameroon (UJC) within the EITI Committee [Civil Society College].

##### **MEMBERS:**

2. Ms. Jessica LENGHA ABEGA, Member of the EITI Committee, Deputy General Manager at Addax Petroleum Cameroon [Hydrocarbons College].
3. Ms. Irène MORIKANG, Member of the EITI Committee, Director of Communication at the National Anti-Corruption Commission (CONAC) [Administration College].
4. Mr. Jules WACK MBALLA, Member of the EITI Committee, Director of Public Relations at COTCO [Hydrocarbons College].
5. Mr. Eric FOU DA ETOGA, Member of the EITI Committee, Representative of the Centre for Environment and Development [Civil Society College].

##### **SECRETARIAT:**

6. Ms. Corine AHOUE, Communications and Sensitisation Officer at the Permanent Secretariat of the EITI Committee.
7. Michel BISSOU, Staff member at the Permanent Secretariat of the EITI Committee.

**RESOURCE PERSONS INVITED:**

1. Mrs. Line TCHANKOUE (Addax Petroleum Cameroon)
2. Mr. Emile Martial NKODO (Focal Point, MINMIDT)

A conference organisation committee was set up at the University of Douala under the coordination of the Laboratory for Analysis of Communication Conjunctures (LACOCOM):

1. Chairperson: Dr. Blasius NGOME
2. Members:
  - Professor Thomas ATENGA, Head of the Communication Department
  - Professor Georges MADIBA
  - Dr. Marceline MESHI
  - Dr. Jean WANGUE EDIMO
  - Ms. Anne Marie AMAGNE
  - Mr. Martin EYANGO
  - Dr. NJOYA

**6) MATERIAL PREPARATION**

1. Drafting a press kit / participant pack describing basic information about the event in its various aspects, to serve as a guide for the media and participants.
2. Developing the list of media outlets invited to cover the event (print media, online media, radio and television).
3. Preparing an exhaustive guide/checklist including all details related to the event activities: timetable, responsible persons for actions, and execution deadlines.
4. Designing a post featuring the speakers, titles, positions, and the themes related to each speaker, broken down according to their areas of expertise.
5. Writing a short biography of each speaker.

6. Designing sensitisation posts to be published on social networks in order to mobilise participants (one post per day for more than two months prior to the debate conference).
7. Designing and producing countdown posts published over the three weeks leading up to the event day.
8. Designing banners in both English and French.
9. Printing roll-up banners in both languages (English/French).
10. Printing 1,000 leaflets explaining what the EITI is: its history; publication of validation reports since accession in 2005; the EITI standard and its various requirements; governance; transparency; the anti-corruption fight; beneficial owners; contracts; etc.
11. Designing and printing the programme in both languages.
12. Preparing attendance forms.
13. Producing stage backdrops in both languages.
14. Providing a power generator.
15. Ensuring cleanliness in the auditorium and related facilities.
16. Organising follow-up meetings.
17. Selecting and training the hostesses.
18. Designing certificates/“chevaliers”.

## **7) THE CONFERENCE PROPER**

A total of four presentations were delivered in a room packed to capacity, despite the heavy rains that fell in the morning in Douala. The moderator was Professor Georges MADIBA, a University Professor and lecturer at the University of Douala.

### **First presentation by Professor Thomas ATENGA**

His presentation focused on the challenges of communication about extractivism. According to him, the concept of extractivism was introduced by researchers and activists from South America to critically analyse the exploitation of natural resources by actors mainly based in the Global North. The notion also makes it possible to analyse the resistance it has generated and the post-extractivist alternatives that could be considered (Gudynas 2015, 2021; Syampa 2013). Historically, these extractive processes form part of the continuity of (post-) colonial

development policies and the expansion of capitalism at a global scale, closely linked to the development of industrial societies in the Global North.

He added that extractivism therefore relates to the production of value through extraction processes (mining, oil industry, industrial agriculture, etc.). Since it leads to the depletion of resources, it has a lasting impact on the livelihoods of communities affected by these processes. In conclusion, he encouraged student researchers to take an interest in this field—particularly from a communication perspective—in order to avoid the malfunctions observed in other countries.

### **Second presentation by Dr. Blasius NGOME**

In his view, work on the Extractive Industries Transparency Initiative (EITI), through the lens of corporate social responsibility (CSR), draws on Voltaire’s thinking and his philosophical predecessor, namely Socrates, who said: “Ignorance is a scourge, an obscurantism that hinders freedom and humanity, but also a starting point for knowledge.”

By way of illustration, EITI conducted a vox pop, the results of which were revealing in several respects. The question asked was: “Do you know EITI?” Seventy per cent did not know it, 20% had heard of it, and fewer than 10% knew something about it—yet not exactly what. Starting from the hypothesis that this initiative is not widely known by Cameroonians and, consequently, they cannot benefit properly from its existence, the approach consisted of:

1. Explaining what EITI is first, and then
2. Introducing the concepts of CSR, and finally, as mathematicians would say
3. Finding the common denominator between EITI and CSR.

The aim is to shed more light on this international organisation to which Cameroon has been a signatory since 2005, for the benefit of its citizens. He hopes that the debate conference will not only stimulate academic debate within the University of Douala, but also motivate scientific research related to EITI’s contribution in Cameroon’s national context.

### **Third presentation by Mr. Jules Wach MBALLA**

The speaker outlined the social vision of corporate social responsibility (CSR) by distinguishing between voluntary and mandatory spending. Subsequently, based on the 2023 annual report, he presented the figures for these contributions, particularly those of COTCO.

However, he went beyond the contributions of that year alone, embracing social responsibility in general and, through this, laying foundations for reflection on public debate.

#### **Fourth presentation by Jean Camille TONJE**

He highlighted that the extractive industry can be an important source of revenue and jobs, particularly in regions rich in natural resources. However, it is often faced with challenges such as the sustainable management of resources, reducing environmental impacts, protecting workers' rights and local communities, and combating corruption and poor governance.

To meet these challenges, many extractive companies implement sustainable development practices, such as adopting strict environmental and social standards, consulting stakeholders, and investing in community development projects.

### **8) RESULTS AND IMPACT**

The outcomes were substantial in the following areas:

1. Production and distribution of communication materials, including 1,000 leaflets.
2. Involving students and academic staff in the organisation of the conference (a practical learning opportunity for organisational communication).
3. Mobilisation of more than 600 students.
4. Mobilisation of the academic staff.
5. Production of 17 press articles (print and online) and three television channels, including CRTV, STV, and DASH TV.
6. Participation of extractive companies and their sensitisation through CSR activities, based on the 2023 report and beyond.
7. The commitment made by students and academic staff to direct their academic research towards extractive companies and EITI in general.

In conclusion, this activity should be expanded to other Cameroonian universities where public and academic debate can flourish. Furthermore, EITI should promote academic research in this key field, especially at a time when Cameroon is moving towards becoming a mining country.

#### TOPICS FOR DISSERTATIONS AND THESES

1. The effectiveness of social and environmental obligations in the extractive industries in Cameroon: between standards, reporting, and territorial impact.
2. A critical reading of voluntary social spending by oil companies.
3. Extractive transparency and budget accountability: what do extractive revenues reveal about public finances?
4. Effective ownership, governance and the fight against opacity in extractive industries.
5. Public debate and EITI institutional communication: how can university and citizen ownership of extractive data be improved?
6. Subnational payments, municipalities and neighbouring populations: what justice-related issues are at stake?
7. Energy transition: can EITI become a platform for climate analysis?

# DOSSIER DE PRESSE/PARTICIPANT

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**

PAIX – TRAVAIL – PATRIE  
-----

MINISTERE DES FINANCES  
-----

**COMITE ITIE**  
-----

**Secrétariat Permanent**

**Tél/Fax : (237) 222 22 08 67**



**REPUBLIC OF CAMEROON**

Peace – Work – Fatherland  
-----

MINISTRY OF FINANCE  
-----

**EITI COMMITTEE**  
-----

E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)  
BP : Yaoundé

---

## COMITÉ ITIE

# DOSSIER DE PRESSE/PARTICIPANT

## Conférence-débat à l'Université de Douala

### L'ITIE sous le prisme de la Responsabilité Sociale des organisations (RSO)

*Faire des données ITIE un matériau de réflexion, de recherche et de production académique*

<b>Date</b>	<b>Mardi 12 mai 2026</b>
<b>Horaire</b>	<b>11h00 - 13h00</b>
<b>Lieu</b>	<b>Université de Douala, Douala</b>

## TABLE DES MATIÈRES

1. Note de présentation	3
2. Fiche signalétique de l'activité	3
3. Fondement institutionnel et justification	3
3.1. Repère pédagogique : comprendre l'ITIE en quelques mots	4
4. Ce que le Rapport ITIE 2023 permet de dire et de questionner	4
5. Données ITIE 2023 à valoriser pendant la conférence	4
6. Pourquoi les étudiants doivent se saisir des rapports ITIE	5
7. Programme de la conférence-débat	6
8. Profil synthétique de quelques intervenants	7
9. Messages clés de la conférence	8
10. Questions probables des journalistes et éléments de réponse	8
11. Communiqué de presse	9
12. Contact presse et suivi média	9

## 1. Note de présentation

Le présent dossier de presse a été conçu comme un outil de communication institutionnelle, d'information média et de mobilisation intellectuelle autour de la conférence-débat que le Comité ITIE organise **le 12 mai 2026 à l'Université de Douala**. Son ambition n'est pas seulement d'annoncer un événement : il vise à repositionner les données ITIE comme une matière première pour l'analyse, la critique, la recherche et la production académique.

Le thème officiellement retenu : « **L'ITIE sous le prisme de la Responsabilité Sociale organisations (RSO)** », offre un point d'entrée utile, mais le présent dossier élargit volontairement la focale. Au-delà de la RSO et des dépenses sociales, les rapports ITIE contiennent une multitude d'informations sur la gouvernance, la fiscalité, l'environnement, les transferts infranationaux, l'emploi, les exportations, l'octroi des titres, la propriété effective, les coûts des projets et les mécanismes de redevabilité publique.

En gardant à l'esprit l'expression reprise par le Président de la République, S.E.M PAUL BIYA, selon laquelle la jeunesse constitue « le fer de lance de la nation », ce dossier propose un cadrage susceptible d'inciter les étudiants, enseignants-chercheurs et jeunes chercheurs à transformer la donnée publique en sujets de mémoires, de thèses, de dissertations, de communications scientifiques et de travaux appliqués sur la gouvernance extractive au Cameroun.

## 2. Fiche signalétique de l'activité

<b>Intitulé</b>	Conférence-débat : « L'ITIE sous le prisme de la Responsabilité Sociale des Organisations (RSO) »
<b>Date</b>	Mardi 12 mai 2026
<b>Horaire</b>	11h00 - 13h00
<b>Lieu</b>	Université de Douala, Douala
<b>Organisateur</b>	Comité ITIE Cameroun
<b>Public cible</b>	Étudiants, enseignants, chercheurs, médias, administrations publiques, société civile, entreprises extractives et partenaires.
<b>Finalité</b>	Faire des données ITIE un support de débat public et un déclencheur de recherches académiques sur la gouvernance extractive.

## 3. Fondement institutionnel et justification

La présente activité se rattache à l'exigence 7.1 de la Norme ITIE 2023 relative au débat public. La conférence-débat apparaît comme un levier d'amélioration de l'appropriation publique des rapports ITIE. Le support primaire de l'animation doit être le Rapport ITIE 2023 et l'un des

objectifs centraux consiste à encourager le débat dans le milieu universitaire et à provoquer la recherche académique dans ces domaines.

La Conférence-débat vise donc à porter le débat dans les milieux universitaires afin de faire connaître l'ITIE sur le plan de la communication globale, de l'incitation à la recherche scientifique et de la diffusion des bonnes pratiques de transparence dans les industries extractives. Cette orientation justifie pleinement un dossier de presse qui ne soit pas seulement événementiel, mais aussi pédagogique et intellectuellement exigeant.

### **3.1. Repère pédagogique : comprendre l'ITIE en quelques mots**

L'ITIE, ou Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, est une norme internationale de transparence et de redevabilité. Elle vise à rendre publiques, compréhensibles et discutables les informations essentielles sur la gouvernance des ressources extractives : cadre légal, contrats, licences, revenus, transferts, participation de l'État, contribution économique, dépenses sociales et environnementales. Pour les étudiants, l'ITIE présente donc un double intérêt : elle fournit des données utilisables pour la recherche, mais elle apprend aussi à lire les politiques publiques avec esprit critique.

**Positionnement éditorial retenu : transformer la conférence-débat en passerelle entre communication institutionnelle, culture de la transparence et production scientifique universitaire.**

## **4. Ce que le Rapport ITIE 2023 permet de dire et de questionner**

Le Rapport ITIE Cameroun 2023 montre que le secteur extractif conserve un poids économique significatif, avec une contribution de 21,95 % des recettes extractives dans les recettes totales de l'État, 4,15 % du PIB, 32,04 % des exportations et 0,62 % de l'emploi moderne recensé (*Rapport ITIE Cameroun 2023*, pp. 249-250).

Un point de vigilance méthodologique mérite toutefois d'être signalé dès l'ouverture de la conférence : la page 249 du rapport mentionne dans le texte 22,05 % des recettes totales de l'État, tandis que le tableau 125 de la même page fait apparaître 21,95 %. Le présent dossier retient 21,95 %, car il correspond à la valeur détaillée du tableau. Cette mention illustre utilement la posture critique que la conférence veut transmettre aux étudiants : lire les données, mais aussi vérifier leur cohérence interne.

Le chapitre 6 du rapport offre ensuite une entrée directe sur la thématique RSO à travers les dépenses sociales et environnementales (pp. 233-239). Mais il rappelle aussi une limite importante : ces dépenses sont déclarées unilatéralement par les entreprises, sans seuil de matérialité et sans validation croisée avec les bénéficiaires. Autrement dit, l'ITIE rend visible un pan de la réalité ; elle ne dispense pas du travail d'analyse, de vérification et d'évaluation de l'impact.

## 5. Données ITIE 2023 à valoriser pendant la conférence

### 5.1. Extraits du Rapport ITIE 2023 : dépenses sociales et environnementales

Le chapitre 6 du Rapport ITIE 2023 du Cameroun est consacré aux dépenses sociales et économiques. Les sections utiles pour cette fiche se situent principalement entre les pages 233 et 240, avec un complément important sur l'impact environnemental aux pages 253 à 258 et un tableau de consolidation des paiements à la page 264.

#### 5.1.1. Repères généraux dans le rapport

Rubrique	Pages de référence
Dépenses sociales	p. 233
Dépenses sociales – secteur des hydrocarbures	p. 233-234
Dépenses sociales – secteur mines et carrières	p. 234-236
Dépenses environnementales	p. 236
Cadre juridique environnemental	p. 236-237
Types de paiements environnementaux	p. 237-238
Dépenses environnementales – hydrocarbures	p. 238-239
Dépenses environnementales – mines	p. 239
Impact environnemental et accessibilité des documents	p. 253-257
Paiements sociaux et environnementaux par entités perceptrices	p. 264

#### 5.1.2. Dépenses sociales

##### Définition retenue par le Comité ITIE – page 233

Le rapport distingue deux catégories : les dépenses sociales obligatoires, imposées par la réglementation, une convention minière ou un contrat pétrolier ; et les dépenses sociales volontaires, réalisées par les entreprises au titre de leur politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise, sans obligation contractuelle ou légale.

Le rapport précise que les bénéficiaires de ces dépenses sont généralement des tiers : collectivités, communautés, associations, ONG, etc. Le Comité ITIE a donc considéré que leur rapprochement avec les bénéficiaires n'était pas réalisable dans le contexte camerounais. En conséquence, ces dépenses sont déclarées unilatéralement par les entreprises, sans seuil de matérialité et sans validation croisée avec les bénéficiaires.

##### Point de vigilance méthodologique

Ces données sont utiles, mais elles ne doivent pas être interprétées comme des dépenses vérifiées auprès des bénéficiaires finaux. Pour un mémoire ou une thèse, il faut distinguer clairement déclaration, vérification et impact réel.

##### 5.1.2.1. Dépenses sociales dans les hydrocarbures – pages 233-234

Le rapport indique que le Code pétrolier de 2019 ne comporte aucune disposition spécifique relative aux dépenses sociales obligatoires. L'examen des modèles de contrats pétroliers n'a pas non plus révélé de clause imposant ce type de dépenses. Toutefois, COTCO a déclaré des dépenses sociales obligatoires liées à son plan de gestion environnemental.

Société	Nature	Montant déclaré	Page
COTCO	Dépenses sociales obligatoires liées au plan de gestion environnemental	4 374 000 FCFA	p. 233

Les dépenses sociales volontaires déclarées par les sociétés pétrolières pour 2023 sont présentées dans le tableau 118 du rapport.

Société	Contributions en numéraire	Contributions en nature	Total
APCC	—	727 986 925	727 986 925
APCL	—	28 161 938	28 161 938
COTCO	49 512 040	—	49 512 040
GDC	62 039 473	—	62 039 473
PERCAM	2 773 433	—	2 773 433
PRDR	154 992 906	—	154 992 906
Total	269 317 852	756 148 863	1 025 466 715

Référence : Rapport ITIE 2023, tableau 118, p. 234. Le texte introductif mentionne 1 013,23 millions FCFA, tandis que le total du tableau donne 1 025 466 715 FCFA. Cette différence doit être signalée dans toute analyse académique rigoureuse.

### 5.1.2.2. Dépenses sociales dans les mines et carrières – pages 234-236

Deux types de dépenses sociales obligatoires sont identifiés dans le secteur minier : la contribution au Compte spécial de développement des capacités locales (CSDCL) et les contributions sociales prévues dans les conventions minières.

Type d'obligation	Contenu	Constat 2023	Pages
Contribution au CSDCL	Contribution annuelle comprise entre 0,5 % et 1 % du chiffre d'affaires hors taxes, selon la convention minière ou le cahier des charges.	Aucune contribution reportée par les entreprises du périmètre ITIE.	p. 234
Contributions prévues dans les conventions minières	Engagements communautaires : infrastructures sanitaires, éducatives, programmes sociaux, eau, logement, santé, formation, cogestion avec les communautés.	Aucune société n'a reporté de contribution obligatoire en 2023.	p. 235-236

Le rapport ITIE 2023 cite les conventions de **C&K Mining**, **G-Stones Resources**, **CIMENCAM**, **CODIAS**, **SINOSTEEL** et **GEOVIC**. Ces conventions prévoient divers engagements sociaux : construction ou amélioration d'infrastructures médicales et scolaires, centre de formation minière, programmes de développement communautaire, logements, santé, éducation, loisirs, eau et accès aux infrastructures sous conditions.

#### Constat à relever

Le secteur minier présente un écart notable entre l'existence d'obligations sociales dans les conventions et l'absence de contribution obligatoire reportée en 2023. Cet écart constitue un excellent angle de recherche sur l'effectivité des obligations conventionnelles.

Concernant les dépenses sociales volontaires minières, une seule entreprise a déclaré une contribution en 2023.

Société	Nature	Montant	Page
DANGOTE Cameroun	Contribution sociale volontaire en nature	67 000 000 FCFA	p. 236

### 5.1.2.3. Total des paiements sociaux – page 264

Secteur	Montant en millions FCFA	Lecture
Hydrocarbures	975,95	Principal poste social dans les paiements en numéraire consolidés.
Transport pétrolier	53,89	Correspond principalement aux dépenses déclarées par COTCO.
Minier	67,00	Correspond à la contribution volontaire en nature déclarée par DANGOTE Cameroun.
Total paiements sociaux	1 096,84	Part marginale dans les paiements consolidés.

Référence : Rapport ITIE 2023, tableau des paiements par entités perceptrices, p. 264.

### 5.1.3. Dépenses environnementales

#### 5.1.3.1. Cadre juridique – pages 236-237

Les paiements environnementaux du secteur extractif sont encadrés par plusieurs textes qui fixent les obligations de prévention, de suivi et de réparation des impacts environnementaux.

Texte	Objet principal
Loi n°96/12 du 5 août 1996	Loi-cadre relative à la gestion de l'environnement ; principe pollueur-payeur ; obligation d'études d'impact.
Décret n°2001/78/PM du 3 septembre 2001	Organisation du Comité interministériel de l'environnement.
Décret n°2005/0577/PM du 23 février 2005	Modalités de réalisation des Études d'Impact Environnemental et Social.
Décret n°2008/064 du 4 février 2008	Gestion du Fonds National de l'Environnement et du Développement Durable.
Décret n°2013/0171/PM du 14 février 2013	Modalités de réalisation des EIES.
Décret n°2013/0172/PM du 14 février 2013	Procédures de réalisation des audits environnementaux et sociaux.
Code minier 2023 et Code pétrolier 2019	Obligation de prévoir et financer la réhabilitation des sites après exploitation.
Loi de finances 2020	Création du Compte d'Affectation Spéciale FNEDD.

#### 5.1.3.2. Types de paiements environnementaux – pages 237-238

Catégorie	Exemples
Taxes et redevances environnementales	Frais d'examen et d'approbation des EIES ; frais de permis environnementaux ; frais d'examen des audits ; frais de suivi et de contrôle.
Amendes et sanctions	Amendes pour non-respect des obligations légales et réglementaires ; pénalités en cas d'exploitation illégale.
Contributions aux fonds environnementaux	FNEDD ; fonds de réhabilitation des sites miniers et pétroliers ; sommes recouvrées pour remise en état des sites ; contributions volontaires et subventions.

### 5.1.3.3. Dépenses environnementales du secteur des hydrocarbures – pages 238-239

En 2023, aucun paiement environnemental obligatoire n'a été déclaré directement par les sociétés pétrolières du périmètre. Toutefois, le MINEPDED a rapporté un montant imputé à Perenco Cameroon.

Société	Nature	Montant	Page
Perenco Cameroon	Frais liés aux termes de référence d'une EIES	3 500 000 FCFA	p. 238

Le rapport présente également les provisions pour abandon et réhabilitation constituées par certaines sociétés pétrolières. Ces montants sont importants, mais ils ne sont pas encore déposés sur des comptes séquestres.

Société	Permis	Montant USD	Montant FCFA	Observation
APCC	Dissoni North	111 750	67 533 403	Provision non encore déposée sur compte séquestre.
APCC	Mokoko Abana & Rio Del Rey	22 718 188	13 729 186 002	Provision prévue par le contrat d'association ; pas de dépôt sur compte séquestre.
APCL	Iroko	196 000	118 447 847	Provision non encore déposée sur compte séquestre.
Total	—	23 025 938	13 915 167 252	Montant provisionné, non assimilable à une dépense réellement versée.

*Référence : Rapport ITIE 2023, tableau 120, p. 238. Point clé : une provision comptable n'est pas équivalente à une dépense environnementale effective.*

Deux sociétés pétrolières ont déclaré des paiements environnementaux volontaires.

Société	Nature	Montant	Page
COTCO	Paiement destiné à la Fondation pour l'Environnement et le Développement au Cameroun (FEDEC).	302,7 millions FCFA	p. 239
PRDR	Soutien à l'initiative WORD CLEAN DAY, recyclage des déchets plastiques, accompagnement de la JME 2023, achat de plantes pour reboisement.	7,77 millions FCFA	p. 239

### 5.1.3.4. Dépenses environnementales du secteur des mines – page 239

Les sociétés minières incluses dans le périmètre de conciliation n'ont déclaré aucun paiement au titre des dépenses environnementales obligatoires en 2023. Toutefois, le MINEPDED a rapporté des paiements correspondant principalement à des frais d'examen et d'audit environnementaux.

Société	Description du paiement	Montant FCFA
BOCOM Petroleum SA	TDR d'étude d'impact environnemental et social	9 500 000
RAZEL	Examen de rapports d'EIES et audit environnemental	5 000 000
E&M Global Mining SARL	Examen de rapports d'EIES et audit	5 000 000

	environnemental	
Société MIRA	Examen de rapports d'EIES et audit environnemental	5 000 000
Total	—	24 500 000

### Réhabilitation des sites miniers

L'article 233 du Code minier prévoit un Fonds de restauration, de réhabilitation et de fermeture des sites miniers et carrières. En 2023, ce fonds n'était pas encore opérationnel faute de décret d'application. Le rapport précise qu'aucune dépense réelle ni paiement n'a été effectué au titre de 2023.

#### 5.1.3.5. Total des paiements environnementaux – pages 17 et 264

Catégorie	Montant	Lecture
Paiements environnementaux	328,50 millions FCFA	Paiements environnementaux identifiés dans le tableau consolidé.
FNEDD	28,00 millions FCFA	Montants liés au Fonds National de l'Environnement et du Développement Durable.
Total environnemental élargi	356,50 millions FCFA	Paiements environnementaux + FNEDD.

#### 5.1.4. Complément : impact environnemental et transparence – pages 253-257

La section 6.5 du rapport complète l'analyse des dépenses en décrivant le cadre de gestion des impacts environnementaux et sociaux. Elle rappelle que les projets extractifs doivent réaliser une EIES avant exploitation, consulter les populations affectées et prévoir un plan de gestion environnementale et sociale.

##### 5.1.4.1. Sanctions environnementales

Infraction	Sanction indiquée dans le rapport	Page
Non-réalisation d'une EIES	Amende de 2 à 5 millions FCFA et/ou emprisonnement de 6 mois à 2 ans	p. 256
Pollution du sol, de l'air ou des eaux	Amende de 1 à 5 millions FCFA et/ou emprisonnement de 6 mois à 1 an	p. 256
Infraction commise par un agent public	Peines doublées	p. 256

Le rapport indique qu'en 2023, aucun paiement d'amende environnementale n'a été signalé.

##### 5.1.4.2. Accessibilité des évaluations et permis environnementaux

Document	Situation de divulgation dans la pratique	Page
Termes de référence des EIES ou audits	Non divulgué	p. 256
Rapports d'EIES	Non divulgué	p. 256
Audits environnementaux et sociaux	Non divulgué	p. 256
Rapports sur les audiences publiques	Non divulgué	p. 256
Certificats de conformité environnementale	Non divulgué	p. 256-257
Délibérations du Comité interministériel de l'environnement	Non divulgué	p. 257
Rapports d'audit environnemental	Non divulgué	p. 257

### 5.1.4.3. Gestion de l'impact social et environnemental par les entreprises

Politique déclarée	Sociétés minières	Sociétés pétrolières	Page
Politique spécifique de gestion des impacts environnementaux	2	8	p. 257
Politique spécifique en matière d'impacts sociaux	2	8	p. 257
Politique en faveur du genre	2	6	p. 257

*Le rapport précise que les entreprises ne rendent pas systématiquement ces informations accessibles au public.*

## 5.2. Commentaire institutionnel proposé

Le Rapport ITIE 2023 met en évidence une avancée importante dans la transparence des dépenses sociales et environnementales du secteur extractif camerounais. En rendant publiques les contributions sociales, les paiements environnementaux, les provisions de réhabilitation et les informations relatives aux obligations de gestion des impacts, le Cameroun consolide progressivement son engagement en faveur d'une gouvernance extractive plus responsable.

Cependant, les données publiées appellent une lecture équilibrée. Les montants sociaux et environnementaux demeurent marginaux (faibles) au regard des paiements globaux du secteur extractif. En 2023, les paiements sociaux s'élèvent à environ 1,097 milliard FCFA, tandis que les paiements environnementaux élargis atteignent environ 356,5 millions FCFA. Ces chiffres montrent que la contribution sociale et environnementale existe, mais reste marginale par rapport au poids financier des hydrocarbures dans les revenus extractifs.

L'autre enseignement majeur concerne la qualité de la redevabilité. Plusieurs dépenses sociales sont déclarées unilatéralement par les entreprises, sans rapprochement direct avec les bénéficiaires. De même, les documents essentiels de suivi environnemental — études d'impact, audits, certificats de conformité et rapports d'audiences publiques — ne sont pas systématiquement accessibles au public. La transparence progresse donc, mais elle doit désormais franchir une nouvelle étape : passer de la simple déclaration des montants à la vérification de leur effectivité, de leur traçabilité et de leur impact réel sur les communautés riveraines.

L'année 2023 révèle ainsi une double dynamique : d'un côté, un effort notable de publication et de structuration des données ; de l'autre, des marges d'amélioration importantes en matière de contrôle, de divulgation des documents environnementaux, de fonctionnement des fonds de réhabilitation et de suivi des engagements communautaires. Pour les pouvoirs publics, les entreprises et la société civile, l'enjeu n'est plus seulement de savoir combien a été déclaré, mais de démontrer ce que ces dépenses changent concrètement pour les territoires, les populations et l'environnement.

Synthèse finale pour les étudiants

L'intérêt scientifique n'est pas de recopier les chiffres ITIE, mais de les questionner : qui paie, à qui, pourquoi, selon quelle obligation, avec quelle preuve et avec quel impact réel ?

Synthèse finale pour les étudiants

L'intérêt scientifique n'est pas de recopier les chiffres ITIE, mais de les questionner : qui paie, à qui, pourquoi, selon quelle obligation, avec quelle preuve et avec quel impact réel ?

### Synthèse finale pour les étudiants

L'intérêt scientifique n'est pas de recopier les chiffres ITIE, mais de les questionner : qui paie, à qui, pourquoi, selon quelle obligation, avec quelle preuve et avec quel impact réel ?

## 6. Pourquoi les étudiants doivent se saisir des rapports ITIE

Réduire l'ITIE aux seules dépenses sociales serait une mauvaise lecture. Le Rapport ITIE 2023 montre qu'il aborde beaucoup d'autres sujets importants : le cadre légal et institutionnel, l'attribution des licences, la publication des contrats, la propriété effective, la participation de l'État, l'exploration, la production, les exportations, les émissions de gaz à effet de serre, la collecte des revenus, les transferts aux collectivités, les dépenses quasi-budgétaires, la contribution à l'économie, l'impact environnemental et le contenu local. En d'autres termes, l'ITIE offre un large champ d'étude. Un étudiant en droit, en économie, en science politique, en sociologie, en géographie, en journalisme, en management, en communication, en environnement, en finances publiques ou en relations internationales peut y trouver une base concrète pour travailler. Les rapports ITIE apportent des données, posent des questions, révèlent des écarts entre les règles et la pratique, et ouvrent des pistes de réflexion utiles pour la recherche académique.

### 6.1. Pistes de sujets de mémoires et de thèses

- 8) L'effectivité des obligations sociales et environnementales dans les industries extractives au Cameroun : entre norme, déclaration et impact territorial.
- 9) Lecture critique des dépenses sociales volontaires des entreprises pétrolières.
- 10) Transparence extractive et redevabilité budgétaire : que révèle la contribution des recettes extractives aux finances publiques ?
- 11) Propriété effective, gouvernance et lutte contre l'opacité dans les industries extractives.
- 12) Débat public et communication institutionnelle ITIE : comment améliorer l'appropriation universitaire et citoyenne des données extractives ?
- 13) Paiements infranationaux, communes et populations riveraines : quels enjeux de justice.
- 14) Transition énergétique: l'ITIE peut-elle devenir un support d'analyse climatique ?

### 6.2. Résultat recherché à l'issue de la conférence

Le but de cette conférence ne se limite pas à avoir une bonne couverture dans les médias. Le vrai objectif est d'amener les étudiants à aller plus loin : ne pas seulement écouter ou regarder, mais aussi réfléchir, analyser et produire eux-mêmes des travaux sur la gestion des ressources extractives. Cette conférence doit leur donner envie de lire les rapports ITIE avec un regard de chercheur, c'est-à-dire en se posant de vraies questions, et pas seulement par simple curiosité.

## 7. Programme de la conférence-débat

Horaire	Séquence	Contenu / finalité
10h30 - 11h00	Accueil des invités, presse et participants	Accueil, installation, remise du dossier de presse et orientation du public.
11h00 - 11h10	Mots d'ouverture	Allocution du représentant du MINFI,

		suivie du mot de bienvenue du Recteur de l'Université de Douala ou de son représentant. Rappel du contexte, de l'exigence de débat public et des objectifs de la rencontre.
11h10 - 11h20	<i>Exposé 1</i> : La communication des Organisations <b>Pr. Thomas Hirenee Atenga</b>	Intervention d'un professeur de l'Université de Douala sur les liens entre espace public, gouvernance, communication et responsabilité des organisations.
11h20 - 11h50	<i>Exposé principal</i> : L'ITIE sous le Prisme de la Responsabilité Sociale des Organisations- <b>Dr. Blasius NGOME</b>	Qu'est-ce que l'ITIE, la RSO et leur dénominateur commun
11h50 - 12h00	Exposé 2 : <b>Reporting de la RSE par les entreprises extractives dans le cadre du rapport ITIE 2023 - Mme Jessica ABEGA, DGA ADDAX</b> , membre du Groupe Multipartite, Société extractive	<b>Importance des dépenses sociales et environnementales des entreprises du secteur des hydrocarbures et du secteur minier à la lumière des données du Rapport ITIE 2023</b>
12h05 - 12h25	<i>Exposé 3</i> : <b>La contribution du secteur minier à l'économie nationale- M. Aristide MIMBANG, Directeur des Mines.</b>	Importance des données ITIE pour le secteur minier à l'heure des grands projets miniers et de la mise en place de la mine industrielle au Cameroun.
12h25 - 12h45	Échanges avec les étudiants et le public	Discussion sur les pistes de mémoire et de thèse, les disciplines concernées, les méthodes de recherche possibles et les enjeux de gouvernance extractive.
12h45 - 12h55	Point presse / questions des médias	Réponses aux préoccupations des médias, clarification des messages clés et mise en perspective institutionnelle de la conférence.
12h55 - 13h00	Clôture et consignes de suivi	Synthèse finale, remerciements, invitation à l'appropriation des rapports ITIE et encouragement à la recherche académique.

## 8. Profil synthétique de quelques intervenants

**Pr. Thomas Hirenee Atenga** : Professeur à l'Université de Douala

Sa biographie souligne un parcours académique de haut niveau, une expertise en sciences de l'information et de la communication, ainsi qu'un travail de recherche centré sur l'espace public médiatique, l'autoritarisme dans le champ politico-médiatique, la globalisation et les changements sociaux en Afrique. Sa présence crédibilise l'ancrage scientifique et universitaire de la conférence.

**M. Aristide MIMBANG** : Directeur des Mines au Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique

La présentation de ce profil fait apparaître une expertise technique fondée sur une formation d'ingénieur des mines et sur une expérience approfondie du terrain. En tant que Directeur des Mines, il joue un rôle important dans l'accompagnement des orientations du ministère en matière de développement du secteur minier, notamment dans la perspective de la mise en place de la mine industrielle, axe majeur de la politique sectorielle inscrite dans la SND30 et portée par le Chef de l'État. Son intervention permettra d'apporter une lecture technique, stratégique et institutionnelle des mutations en cours dans le secteur minier camerounais.

**Dr. Blasius Ngome (Ph.D.)** : Membre de la Société civile, représentant de l'Union des Journalistes du Cameroun au sein du Comité ITIE/MINFI

Le profil combine expérience universitaire : enseignant à l'Université de Douala et l'Université de Buea, expertise en communication des organisations, expérience de haut niveau en relations publiques et communication d'entreprise, ainsi qu'une forte expérience média. (ancien directeur des relations publiques, communication et traduction dans une entreprise pétrolière notamment la SONARA) Son intervention est particulièrement utile pour articuler communication institutionnelle, débat public et vulgarisation stratégique des données ITIE.

## 9. Messages clés de la conférence

- **L'ITIE ne se limite pas à la publication de chiffres.** Elle permet aussi de mieux comprendre comment les ressources naturelles sont gérées et d'alimenter un débat public fondé sur des faits.
- **Le Rapport ITIE Cameroun 2023 constitue une base utile pour réfléchir à la responsabilité sociale des entreprises.** Il montre toutefois que les déclarations des entreprises ne suffisent pas à elles seules : une attention particulière doit être portée aux effets réels sur les populations et sur l'environnement.
- **L'université a un rôle essentiel à jouer.** Elle peut aider à transformer les données publiques en connaissances, en analyses critiques et en travaux de recherche.
- **Les rapports ITIE offrent de nombreuses pistes de recherche.** Les étudiants de plusieurs disciplines, notamment le droit, l'économie, les sciences sociales, l'environnement, le journalisme, la gouvernance et le management, peuvent y trouver des sujets de mémoire et de thèse.
- Cette conférence-débat vise à encourager une appropriation durable des données ITIE par les étudiants. L'objectif est de faire des rapports ITIE de véritables outils d'apprentissage, de réflexion et de production scientifique pour la jeunesse universitaire camerounaise.

## 10. Questions probables des journalistes et éléments de réponse

**Q. Pourquoi avoir choisi l'Université de Douala ?**

**R.** Parce qu'il s'agit d'un espace de production du savoir, de débat public et de formation des futurs cadres. La conférence vise à faire des données ITIE un objet de recherche et non un simple support de communication.

### **Q. Pourquoi parler de RSE à partir de l'ITIE ?**

**R.** Parce que le rapport 2023 contient des données sur les dépenses sociales et environnementales. L'intérêt du thème est justement de tester ce que ces données permettent de dire et ce qu'elles ne permettent pas encore de prouver.

### **Q. Au-delà de la RSE, que peuvent faire les étudiants avec les rapports ITIE ?**

**R.** Ils peuvent y puiser des sujets sur la fiscalité extractive, les contrats, la propriété effective, les transferts aux collectivités, l'emploi, le contenu local, l'impact environnemental, la gouvernance institutionnelle ou encore l'informalité minière.

### **Q. Le rapport 2023 est-il suffisamment fiable pour des travaux académiques ?**

**R.** Il est une base utile, mais il doit être lu avec méthode. Le rapport lui-même mentionne des limites d'assurance, des déclarations unilatérales et des incohérences chiffrées ponctuelles. C'est précisément pourquoi il constitue un excellent matériau académique.

### **Q. Quel résultat attendez-vous après cette conférence ?**

**R.** Une meilleure appropriation des données ITIE, une couverture médiatique qualifiée et, surtout, l'émergence de travaux de mémoires et de thèses qui exploitent ces données dans une perspective de gouvernance publique.

## **11. Communiqué de presse**

Le Comité ITIE Cameroun organise, **le mardi 12 mai 2026 de 11h00 à 13h00 à l'Université de Douala**, une conférence-débat sur le thème « L'ITIE sous le prisme de la Responsabilité Sociale des Organisations (RSO) »

Au-delà d'une lecture limitée à la RSE, cette rencontre entend montrer aux étudiants, aux chercheurs et aux médias que les rapports ITIE constituent une source riche pour l'analyse de la gouvernance extractive, des finances publiques, de l'environnement, de l'emploi, des territoires et de la redevabilité publique.

À partir des données du Rapport ITIE Cameroun 2023, les échanges porteront notamment sur les dépenses sociales et environnementales, les écarts entre obligations normatives et déclarations effectives, ainsi que sur les nombreuses pistes de mémoires et de thèses que ces données permettent d'ouvrir.

La conférence réunira des intervenants issus du monde universitaire, des médias et du dispositif ITIE. Elle s'inscrit dans une logique de débat public, d'appropriation citoyenne de l'information et de stimulation de la recherche académique.

Les médias, étudiants et partenaires institutionnels sont invités à participer à cette rencontre qui ambitionne de faire des données ITIE un outil de réflexion, de débat et de production scientifique au service de la nation.

(é) LE MINISTRE DES

FINANCES,

*Président du COMITE ITIE*

## **12. Contact presse et suivi média**

Pour toute demande d'interview, de précision documentaire, de prise de contact avec les intervenants ou de suivi post-événement, les médias peuvent se rapprocher du Secrétariat Permanent du Comité ITIE Cameroun.

Contact : Secrétariat Permanent - E-mail : [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com).

**Mme Corinne AHOUE , responsable Communication du Comité ITIE : 674 07 36 05**

**Mme BONGA Jeanette, DIVCOM/MINFI : 696 95 79 49**

# PRESS KIT/PARTICIPANT

**REPUBLIC OF CAMEROON**  
PEACE – WORK – HOMELAND

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
**EITI COMMITTEE**

-----  
Permanent Secretariat

Tel/Fax: (237) 222 22 08 67

Email: [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com)

P.O. Box: Yaoundé



**REPUBLIC OF CAMEROON**  
Peace – Work – Fatherland

-----  
MINISTRY OF FINANCE

-----  
**EITI COMMITTEE**

---

## **EITI COMMITTEE**

# **PRESS KIT/PARTICIPANT**

## **Conference and Panel Discussion at the University of Douala**

### **The EITI through the Lens of Corporate Social Responsibility (CSR)**

*Using EITI data as a resource for reflection, research, and academic work*

<b>Date</b>	<b>Tuesday, May 12, 2026</b>
<b>Time</b>	<b>11:00 AM – 1:00 PM</b>
<b>Location</b>	<b>University of Douala, Douala</b>

## TABLE OF CONTENTS

1. Introduction	
2. Activity Fact Sheet	
3. Institutional Basis and Rationale	
3.1. Educational Guide: Understanding the EITI in a Nutshell	4
4. What the 2023 EITI Report allows us to say and question	
5. EITI 2023 data to highlight during the conference	
6. Why students should engage with EITI reports	5
7. Conference-debate program	6
8. Brief profiles of some speakers	7
9. Key messages from the conference	8
10. Anticipated questions from journalists and suggested responses	8
11. Press release	
12. Press contact and media monitoring	9

## 1. Presentation Note

This press kit has been designed as a tool for institutional communication, media outreach, and intellectual engagement surrounding the conference-debate organized by the EITI Committee **on May 12, 2026, at the University of Douala**. Its aim is not merely to announce an event: it seeks to reposition EITI data as a raw material for analysis, critique, research, and academic production.

The officially selected theme—“**The EITI Through the Lens of Corporate Social Responsibility (CSR)**”—provides a useful starting point, but this report deliberately broadens the scope. Beyond CSR and social spending, EITI reports contain a wealth of information on governance, taxation, the environment, subnational transfers, employment, exports, land titling, beneficial ownership, project costs, and public accountability mechanisms.

Bearing in mind the phrase coined by the President of the Republic, H.E. PAUL BIYA, that youth constitute “the spearhead of the nation,” this dossier proposes a framework designed to encourage students, faculty members, and young researchers to transform public data into topics for theses, dissertations, research papers, scientific presentations, and applied studies on extractive governance in Cameroon.

## 2. Activity Overview

<b>Title</b>	Conference-debate: “The EITI through the Lens of Corporate Social Responsibility (CSR)”
<b>Date</b>	Tuesday, May 12, 2026
<b>Time</b>	11:00 AM – 1:00 PM
<b>Location</b>	University of Douala, Douala
<b>Organizer</b>	EITI Cameroon Committee
<b>Target audience</b>	Students, teachers, researchers, media, public administrations, civil society, extractive companies, and partners.
<b>Objective</b>	To use EITI data as a basis for public debate and a catalyst for academic research on extractive governance.

## 3. Institutional Basis and Rationale

This activity aligns with Requirement 7.1 of the EITI Standard 2023 regarding public debate. The conference-debate serves as a lever to improve public engagement with EITI reports. The primary focus of the event should be the 2023 EITI Report, and one of the central objectives is to

encourage debate within the academic community and stimulate academic research in these areas.

The conference-debate therefore aims to bring the discussion into academic circles in order to raise awareness of the EITI in terms of overall communication, the promotion of scientific research, and the dissemination of best practices for transparency in the extractive industries. This focus fully justifies a press kit that is not merely event-based, but also educational and intellectually rigorous.

### **3.1. Educational Guide: Understanding the EITI in a Nutshell**

The EITI, or Extractive Industries Transparency Initiative, is an international standard for transparency and accountability. It aims to make essential information on the governance of extractive resources public, understandable, and open to discussion: legal framework, contracts, licenses, revenues, transfers, state participation, economic contribution, and social and environmental expenditures. For students, the EITI is therefore of dual interest: it provides data usable for research, but it also teaches them to read public policies with a critical eye.

**Editorial approach adopted: transforming the conference-debate into a bridge between institutional communication, a culture of transparency, and academic research.**

## **4. What the EITI Report 2023 Allows Us to Say and Question**

The EITI Cameroon Report 2023 shows that the extractive sector retains significant economic weight, contributing 21.95% of extractive revenues to total government revenues, 4.15% of GDP, 32.04% of exports, and 0.62% of recorded formal employment (*EITI Cameroon Report 2023*, pp. 249–250).

However, a methodological point of caution warrants mention at the outset of the conference: page 249 of the report states 22.05% of total government revenue in the text, while Table 125 on the same page shows 21.95%. This report uses 21.95%, as it corresponds to the value detailed in the table. This discrepancy usefully illustrates the critical approach the conference aims to convey to students: read the data, but also verify its internal consistency.

Chapter 6 of the report then provides a direct introduction to the CSR theme through social and environmental expenditures (pp. 233–239). But it also highlights a significant limitation: these expenditures are reported unilaterally by companies, without a materiality threshold and without cross-validation with the beneficiaries. In other words, the EITI reveals a part of reality; it does not eliminate the need for analysis, verification, and impact assessment.

## 5. EITI 2023 data to be highlighted during the conference

### 5.1. Excerpts from the 2023 EITI Report: Social and Environmental Expenditures

Chapter 6 of Cameroon’s 2023 EITI Report is devoted to social and economic expenditures. The sections relevant to this fact sheet are primarily found on pages 233–240, with significant additional information on environmental impact on pages 253–258 and a consolidated table of payments on page 264.

#### 5.1.1. General highlights in the report

Section	Reference Pages
Social Expenditures	p. 233
Social expenditures – hydrocarbons sector	pp. 233–234
Social Expenditures – Mining and Quarrying Sector	pp. 234–236
Environmental expenditures	p. 236
Environmental legal framework	pp. 236–237
Types of environmental payments	pp. 237–238
Environmental Expenditures – Hydrocarbons	pp. 238–239
Environmental expenditures – mining	p. 239
Environmental Impact and Document Accessibility	pp. 253–257
Social and environmental payments by recipient entities	p. 264

#### 5.1.2. Social expenditures

##### Definition adopted by the EITI Committee – page 233

The report distinguishes between two categories: mandatory social expenditures, imposed by regulations, a mining agreement, or an oil contract; and voluntary social expenditures, made by companies as part of their Corporate Social Responsibility policy, without any contractual or legal obligation.

The report specifies that the beneficiaries of these expenditures are generally third parties: local authorities, communities, associations, NGOs, etc. The EITI Committee therefore considered that reconciling these expenditures with the beneficiaries was not feasible in the Cameroonian context. Consequently, these expenditures are reported unilaterally by companies, without a materiality threshold and without cross-validation with the beneficiaries.

##### Methodological Consideration

These data are useful, but they should not be interpreted as expenditures verified with the final beneficiaries. For a thesis or dissertation, a clear distinction must be made between reporting, verification, and actual impact.

#### 5.1.2.1. Social Expenditures in the Hydrocarbons Sector – pages 233–234

The report indicates that the 2019 Petroleum Code contains no specific provisions regarding mandatory social expenditures. A review of petroleum contract templates also did not reveal any clauses requiring such expenditures. However, COTCO reported mandatory social expenditures related to its environmental management plan.

Company	Type	Reported Amount	Page
COTCO	Mandatory social expenditures related to the environmental management plan	4,374,000 CFA francs	p. 233

The voluntary social expenditures reported by oil companies for 2023 are presented in Table 118 of the report.

Company	Cash contributions	In-kind contributions	Total
APCC	—	727,986,925	727,986,925
APCL	—	28,161,938	28,161,938
COTCO	49,512,040	—	49,512,040
GDC	62,039,473	—	62,039,473
PERCAM	2,773,433	—	2,773,433
PRDR	154,992,906	—	154,992,906
Total	269,317,852	756,148,863	1,025,466,715

*Reference: EITI Report 2023, Table 118, p. 234. The introductory text mentions 1,013.23 million CFA francs, while the total in the table is 1,025,466,715 CFA francs. This discrepancy must be noted in any rigorous academic analysis.*

### 5.1.2.2. Social Expenditures in Mines and Quarries – pages 234–236

Two types of mandatory social expenditures are identified in the mining sector: the contribution to the Special Account for Local Capacity Development (CSDCL) and the social contributions stipulated in mining agreements.

Type of Obligation	Content	2023 Findings	Pages
Contribution to the CSDCL	Annual contribution ranging from 0.5% to 1% of revenue excluding taxes, depending on the mining agreement or specifications.	No contributions reported by EITI-covered companies.	p. 234
Contributions provided for in mining agreements	Community commitments: health and educational infrastructure, social programs, water, housing, health, training, and co-management with communities.	No company reported any mandatory contributions in 2023.	pp. 235–236

The 2023 EITI Report cites the agreements of **C&K Mining, G-Stones Resources, CIMENCAM, CODIAS, SINOSTEEL, and GEOVIC**. These agreements include various social commitments: construction or improvement of medical and educational infrastructure, a mining training center, community development programs, housing, health, education, recreation, water, and conditional access to infrastructure.

#### Key finding

The mining sector shows a notable discrepancy between the existence of social obligations in agreements and the absence of mandatory contributions reported in 2023. This discrepancy provides an excellent angle for research on the effectiveness of contractual obligations.

Regarding voluntary social expenditures in the mining sector, only one company reported a contribution in 2023.

Company	Type	Amount	Page
---------	------	--------	------

DANGOTE Cameroon	Voluntary social contribution in kind	67,000,000 CFA francs	p. 236
------------------	---------------------------------------	-----------------------	--------

### 5.1.2.3. Total social payments – page 264

Sector	Amount in millions of FCFA	Reading
Hydrocarbons	975.95	Major social item in consolidated cash payments.
Oil transportation	53.89	Corresponds primarily to expenses reported by COTCO.
Mining	67.00	Corresponds to the voluntary in-kind contribution reported by DANGOTE Cameroon.
Total social payments	1,096.84	Negligible share of consolidated payments.

Reference: EITI Report 2023, table of payments by recipient entities, p. 264.

### 5.1.3. Environmental expenditures

#### 5.1.3.1. Legal framework – pages 236–237

Environmental payments in the extractive sector are governed by several laws that establish obligations regarding the prevention, monitoring, and remediation of environmental impacts.

Text	Main purpose
Law No. 96/12 of August 5, 1996	Framework law on environmental management; polluter-pays principle; requirement for environmental impact assessments.
Decree No. 2001/78/PM of September 3, 2001	Organization of the Interministerial Committee on the Environment.
Decree No. 2005/0577/PM of February 23, 2005	Procedures for conducting Environmental and Social Impact Assessments.
Decree No. 2008/064 of February 4, 2008	Management of the National Fund for the Environment and Sustainable Development.
Decree No. 2013/0171/PM of February 14, 2013	Procedures for conducting ESIA.
Decree No. 2013/0172/PM of February 14, 2013	Procedures for conducting environmental and social audits.
Mining Code 2023 and Petroleum Code 2019	Requirement to plan for and finance the rehabilitation of sites after operations have ceased.
2020 Finance Act	Creation of the FNEDD Special Purpose Account.

#### 5.1.3.2. Types of environmental payments – pages 237–238

Category	Examples
Environmental taxes and fees	EIA review and approval fees; environmental permit fees; audit review fees; monitoring and control fees.
Fines and penalties	Fines for non-compliance with legal and regulatory obligations; penalties for illegal operations.
Contributions to environmental funds	FNEDD; funds for the rehabilitation of mining and oil sites; amounts recovered for site restoration; voluntary contributions and grants.

### 5.1.3.3. Environmental Expenditures of the Hydrocarbons Sector – pages 238–239

In 2023, no mandatory environmental payments were reported directly by the oil companies within the scope of the study. However, MINEPDED reported an amount charged to Perenco Cameroon.

Company	Type	Amount	Page
Perenco Cameroon	Costs related to the terms of reference for an ESIA	3,500,000 CFA francs	p. 238

The report also presents the provisions for abandonment and rehabilitation set aside by certain oil companies. These amounts are significant, but they have not yet been deposited into escrow accounts.

Company	Permit	Amount (USD)	Amount (FCFA)	Comment
APCC	Dissoni North	111,750	67,533,403	Provision not yet deposited in escrow.
APCC	Mokoko Abana & Rio Del Rey	22,718,188	13,729,186,002	Provision provided for in the partnership agreement; no deposit into escrow account.
APCL	Iroko	196,000	118,447,847	Provision not yet deposited in an escrow account.
Total	—	23,025,938	13,915,167,252	Provisioned amount, not equivalent to an actual expenditure.

*Reference: EITI Report 2023, Table 120, p. 238. Key point: An accounting provision is not equivalent to an actual environmental expenditure.*

Two oil companies reported voluntary environmental payments.

Company	Type	Amount	Page
COTCO	Payment to the Foundation for the Environment and Development in Cameroon (FEDEC).	302.7 million CFA francs	p. 239
PRDR	Support for the WORD CLEAN DAY initiative, plastic waste recycling, support for Earth Day 2023, purchase of plants for reforestation.	7.77 million CFA francs	p. 239

### 5.1.3.4. Environmental Expenditures of the Mining Sector – page 239

The mining companies included in the reconciliation scope reported no payments for mandatory environmental expenditures in 2023. However, MINEPDED reported payments corresponding primarily to environmental review and audit fees.

Company	Description of payment	Amount (FCFA)
BOCOM Petroleum SA	Terms of Reference for Environmental and Social Impact Study	9,500,000
RAZEL	Review of ESIA reports and environmental audit	5,000,000
E&M Global Mining LLC	Review of EIA reports and environmental audit	5,000,000
MIRA Company	Review of EIA reports and	5,000,000

	environmental audit	
Total	—	24,500,000

### Mine site rehabilitation

Article 233 of the Mining Code provides for a Fund for the Restoration, Rehabilitation, and Closure of Mining Sites and Quarries. In 2023, this fund was not yet operational due to the lack of an implementing decree. The report specifies that no actual expenditures or payments were made for 2023.

#### 5.1.3.5. Total environmental payments – pages 17 and 264

Category	Amount	Reading
Environmental payments	328.50 million CFA francs	Environmental payments identified in the consolidated table.
FNEDD	28.00 million CFA francs	Amounts related to the National Fund for the Environment and Sustainable Development.
Total environmental expenditure	356.50 million CFA francs	Environmental payments + FNEDD.

#### 5.1.4. Supplement: Environmental Impact and Transparency – pages 253–257

Section 6.5 of the report supplements the analysis of expenditures by describing the framework for managing environmental and social impacts. It notes that extractive projects must conduct an EIA- ation prior to operations, consult with affected communities, and develop an environmental and social management plan.

##### 5.1.4.1. Environmental Sanctions

Violation	Penalty indicated in the report	Page
Failure to conduct an ESIA	Fine of 2 to 5 million CFA francs and/or imprisonment for 6 months to 2 years	p. 256
Soil, air, or water pollution	Fine of 1 to 5 million CFA francs and/or imprisonment for 6 months to 1 year	p. 256
Offense committed by a public official	Penalties doubled	p. 256

The report indicates that in 2023, no payments of environmental fines were reported.

##### 5.1.4.2. Accessibility of Environmental Assessments and Permits

Document	Disclosure status in practice	Page
Terms of reference for ESIA audits	Not disclosed	p. 256
ESIA reports	Not disclosed	p. 256
Environmental and social audits	Not disclosed	p. 256
Reports on public hearings	Not disclosed	p. 256
Environmental Compliance Certificates	Not disclosed	pp. 256–257
Proceedings of the Interministerial Committee on the Environment	Undisclosed	p. 257
Environmental audit reports	Undisclosed	p. 257

##### 5.1.4.3. Corporate Management of Social and Environmental Impact

Stated policy	Mining companies	Oil companies	Page
---------------	------------------	---------------	------

Specific Policy for Managing Environmental Impacts	2	8	p. 257
Specific policy on social impacts	2	8	p. 257
Gender policy	2	6	p. 257

*The report notes that companies do not systematically make this information available to the public.*

## 5.2. Proposed Institutional Comment

The 2023 EITI Report highlights significant progress in the transparency of social and environmental expenditures in Cameroon’s extractive sector. By disclosing social contributions, environmental payments, rehabilitation provisions, and information regarding impact management obligations, Cameroon is gradually strengthening its commitment to more responsible extractive governance.

However, the published data calls for a balanced interpretation. Social and environmental amounts remain marginal (low) relative to the extractive sector’s overall payments. In 2023, social payments amounted to approximately 1.097 billion CFA francs, while expanded environmental payments reached approximately 356.5 million CFA francs. These figures show that social and environmental contributions exist but remain marginal compared to the financial weight of hydrocarbons in extractive revenues.

The other major finding concerns the quality of accountability. Several social expenditures are reported unilaterally by companies, without direct verification with the beneficiaries. Similarly, essential environmental monitoring documents—impact studies, audits, compliance certificates, and public hearing reports—are not systematically accessible to the public. Transparency is thus improving, but it must now take a new step: moving from the simple declaration of amounts to the verification of their effectiveness, traceability, and real impact on local communities.

The year 2023 thus reveals a dual dynamic: on the one hand, a notable effort to publish and structure data; on the other, significant room for improvement in terms of oversight, disclosure of environmental documents, the operation of rehabilitation funds, and the monitoring of community commitments. For public authorities, businesses, and civil society, the challenge is no longer merely to know how much has been reported, but to demonstrate what concrete changes these expenditures bring about for the regions, the people, and the environment.

### Final Summary for Students

The scientific value lies not in simply reproducing EITI figures, but in questioning them: who pays, to whom, why, under what obligation, with what evidence, and with what real impact?

### Final summary for students

The scientific value lies not in simply copying EITI figures, but in questioning them: who pays, to whom, why, under what obligation, with what evidence, and with what real impact?

### Final summary for students

The scientific value lies not in simply copying EITI figures, but in questioning them: who pays, to whom, why, under what obligation, with what evidence, and with what real impact?

## 6. Why students should engage with EITI reports

Reducing the EITI to social spending alone would be a misreading. The 2023 EITI Report shows that it addresses many other important topics: the legal and institutional framework, licensing, contract disclosure, beneficial ownership, state participation, exploration, production, exports, greenhouse gas emissions, revenue collection, transfers to local governments, quasi-fiscal expenditures, contribution to the economy, environmental impact, and local content. In other words, the EITI offers a broad field of study. Students in law, economics, political science, sociology, geography, journalism, management, communication, environmental studies, public finance, or international relations can find a concrete foundation for their work here. EITI reports provide data, raise questions, reveal gaps between rules and practice, and open up useful avenues for academic research.

### 6.1. Suggested Topics for Theses and Dissertations

- 15) The effectiveness of social and environmental obligations in the extractive industries in Cameroon: between standards, declarations, and territorial impact.
- 16) A critical analysis of voluntary social spending by oil companies.
- 17) Extractive transparency and fiscal accountability: what does the contribution of extractive revenues to public finances reveal?
- 18) Beneficial ownership, governance, and the fight against opacity in the extractive industries.
- 19) Public debate and EITI institutional communication: how can academic and public engagement with extractive data be improved?
- 20) Subnational payments, municipalities, and local communities: what are the justice issues?
- 21) Energy transition: Can the EITI become a tool for climate analysis?

### 6.2. Desired outcome of the conference

The goal of this conference is not limited to securing good media coverage. The real objective is to encourage students to go further: not just to listen or watch, but also to reflect, analyze, and produce their own work on the management of extractive resources. This conference should inspire them to read EITI reports with a researcher's eye—that is, by asking meaningful questions, rather than simply out of curiosity.

## 7. Conference-Debate Schedule

Schedule	Session	Content / Objective
10:30 AM – 11:00 AM	Welcome for guests, press, and participants	Welcome, seating, distribution of press kits, and audience orientation.
11:00 AM – 11:10	Opening remarks	Remarks by the MINFI representative,

AM		followed by a welcome address by the Rector of the University of Douala or his representative. Overview of the context, the need for public debate, and the objectives of the meeting.
11:10 a.m. – 11:20 a.m.	<i>Presentation 1:</i> Communication by Organizations <b>Prof. Thomas Hirenee Atenga</b>	Presentation by a professor from the University of Douala on the links between the public sphere, governance, communication, and organizational accountability.
11:20 AM – 11:50 AM	<i>Keynote Presentation:</i> The EITI Through the Lens of Corporate Social Responsibility - <b>Dr. Blasius NGOME</b>	What is the EITI, CSR, and their common denominator
11:50 a.m. – 12:00 p.m.	Presentation 2: <b>CSR Reporting by Extractive Companies in the Context of the 2023 EITI Report - Ms. Jessica ABEGA, Deputy CEO of ADDAX, Member of the Multi-Stakeholder Group, Extractive Company</b>	<b>The significance of social and environmental expenditures by companies in the hydrocarbon and mining sectors in light of data from the 2023 EITI Report</b>
12:05 PM – 12:25 PM	<i>Presentation 3:</i> <b>The mining sector's contribution to the national economy - Mr. Aristide MIMBANG, Director of Mines.</b>	The importance of EITI data for the mining sector in the context of major mining projects and the establishment of industrial mining in Cameroon.
12:25 PM – 12:45 PM	Discussion with students and the public	Discussion on thesis and dissertation topics, relevant disciplines, possible research methods, and issues in extractive governance.
12:45 PM - 12:55 PM	Press briefing / media questions	Addressing media concerns, clarifying key messages, and providing an institutional perspective on the conference.
12:55 PM – 1:00 PM	Closing remarks and follow-up instructions	Final summary, acknowledgments, invitation to engage with EITI reports, and encouragement for academic research.

## 8. Brief profiles of some speakers

**Prof. Thomas Hirenee Atenga:** Professor at the University of Douala

His biography highlights a distinguished academic career, expertise in information and communication sciences, and research focused on the public media sphere, authoritarianism in the political-media field, globalization, and social change in Africa. His presence lends credibility to the conference's scientific and academic foundation.

**Mr. Aristide MIMBANG:** Director of Mines at the Ministry of Mines, Industry, and Technological Development

This profile highlights technical expertise grounded in a background as a mining engineer and extensive field experience. As Director of Mines, he plays a key role in supporting the ministry's policies regarding the development of the mining sector, particularly with regard to the establishment of industrial mining—a major focus of the sectoral policy outlined in the SND30 and championed by the Head of State. His presentation will provide a technical, strategic, and institutional analysis of the ongoing changes in Cameroon's mining sector.

**Dr. Blasius Ngome (Ph.D.):** Civil society member, representative of the Union of Journalists of Cameroon on the EITI/MINFI Committee

His profile combines academic experience—as a professor at the University of Douala and the University of Buea—with expertise in organizational communication, high-level experience in public relations and corporate communication, as well as extensive media experience. (Former Director of Public Relations, Communication, and Translation at an oil company, notably SONARA.) His presentation is particularly valuable for linking institutional communication, public debate, and the strategic dissemination of EITI data.

## 9. Key messages from the conference

- **The EITI is not limited to the publication of figures.** It also helps to better understand how natural resources are managed and to fuel a fact-based public debate.
- **The EITI Cameroon 2023 Report serves as a useful foundation for reflecting on corporate social responsibility.** It shows, however, that corporate disclosures alone are not enough: particular attention must be paid to the actual impacts on communities and the environment.
- **Universities have a vital role to play.** They can help transform public data into knowledge, critical analysis, and research.
- **EITI reports offer numerous avenues for research.** Students in various disciplines, including law, economics, social sciences, environmental studies, journalism, governance, and management, can find topics for their theses and dissertations within them.
- This conference-debate aims to encourage students to make sustainable use of EITI data. The goal is to turn EITI reports into genuine tools for learning, reflection, and scientific research for Cameroonian university students.

## 10. Anticipated questions from journalists and suggested responses

### Q. Why was the University of Douala chosen?

**A.** Because it is a hub for knowledge production, public debate, and the training of future leaders. The conference aims to make EITI data a subject of research rather than merely a communication tool.

### Q. Why discuss CSR through the lens of the EITI?

A. Because the 2023 report contains data on social and environmental expenditures. The significance of this topic lies precisely in examining what these data reveal and what they cannot yet prove.

### Q. Beyond CSR, how can students use EITI reports?

A. They can draw on them for topics such as extractive taxation, contracts, beneficial ownership, transfers to local communities, employment, local content, environmental impact, institutional governance, and informal mining.

### Q. Is the 2023 report reliable enough for academic work?

A. It is a useful resource, but it must be read carefully. The report itself mentions limitations in assurance, unilateral declarations, and occasional discrepancies in figures. That is precisely why it makes for excellent academic material.

### Q. What outcome do you expect following this conference?

A. Greater adoption of EITI data, informed media coverage, and, above all, the emergence of master's theses and dissertations that utilize this data from a public governance perspective.

## 11. Press Release

The EITI Cameroon Committee is organizing a conference-debate **on Tuesday, May 12, 2026, from 11:00 a.m. to 1:00 p.m. at the University of Douala**, on the theme “The EITI through the Lens of Corporate Social Responsibility (CSR)”

Moving beyond a narrow focus on CSR, this event aims to demonstrate to students, researchers, and the media that EITI reports are a rich source for analyzing extractive governance, public finance, the environment, employment, regional development, and public accountability.

Drawing on data from the EITI Cameroon Report 2023, discussions will focus in particular on social and environmental expenditures, the gaps between regulatory obligations and actual disclosures, as well as the numerous avenues for research papers and theses that these data open up.

The conference will bring together speakers from academia, the media, and the EITI initiative. It is designed to foster public debate, promote citizen engagement with information, and stimulate academic research.

The media, students, and institutional partners are invited to participate in this event, which aims to make EITI data a tool for reflection, debate, and scientific research in the service of the nation.

(signed) **THE MINISTER OF FINANCE,**

*Chair of the EITI Committee*

## 12. Press Contact and Media Follow-up

For any requests for interviews, documentary clarification, contact with speakers, or post-event follow-up, the media may contact the Permanent Secretariat of the EITI Committee of Cameroon.

Contact: Permanent Secretariat - Email: [secretariatitiecmr@gmail.com](mailto:secretariatitiecmr@gmail.com) .

**Ms. Corinne AHOUE, Communications Officer of the EITI Committee: 674 07 36 05**

**Ms. Jeanette BONGA, DIVCOM/MINFI: 696 95 79 49**

# **CONTRIBUTION DE L'ITIE DANS L'ECONOMIE CAMEROUNAISE**

**I. INTRODUCTION GENERALE**

**II. L'INDUSTRIE EXTRACTIVE**

**III. CONTRIBUTION DU SECTEUR EXTRACTIF DANS LE  
BUDGET EN 2023**

**IV. GRANDS PROJETS MINIERES ET LEUR IMPACT SUR  
L'ECONOMIE NATIONALE**

**V. PERSPECTIVES**

## I. INTRODUCTION GENERALE

L'Initiative pour la Transparence dans les Industrie Extractive (ITIE) est un mécanisme volontaire visant à renforcer dans les pays riches en ressources pétrolière, gazière et minière, l'ensemble des activités économiques liées à la prospection, à l'extraction et à la valorisation primaire des matières premières présentes à l'état naturel dans le sol et le sous-sol, favoriser la bonne gouvernance des revenus publics issus de l'exploitation des ressources naturelles. Dans le souci de transparences et de bonne gestion de ses activités extractives, le Cameroun a intégré le programme ITIE depuis 2001. Les exigences ITIE obligent les différents pays ayant adhéré à ce modèle de divulguer tous les revenus de l'Etat issus des industries extractives et les différents paiements significatifs versés au gouvernement par les entreprises opérantes dans les hydrocarbures, le gaz et les mines.

## II. L'INDUSTRIE EXTRACTIVE

L'industrie extractive est un secteur économique clé qui englobe un large éventail d'activités visant à extraire et à exploiter les ressources naturelles. Les activités extractives sont réparties en différents sous-secteur notamment : les sous- secteurs des hydrocarbures (pétrolier et gazier), transport pétrolier et minier. L'industrie pétrolière est organisée en deux entités à savoir **le secteur amont** (prospection, exploration, exploitation, transport et stockage des hydrocarbures) et **le secteur aval** (raffinage, distribution des produits pétrolier et commercialisation du gaz naturel), le présent exposé se limitera au secteur amont. La SNH (Société Nationale des Hydrocarbures) est le bras séculier de l'Etat dans le Sous-secteur des hydrocarbures. Elle coordonne la gestion des ressources pétrolières et gazières, depuis la promotion des gisements et la supervision de l'exploration jusqu'à la commercialisation des hydrocarbures sur les marchés internationaux. Quant au sous-secteur minier au Cameroun a connu une réforme majeure avec la Loi no 2023/014 portant Code Minier et ses différents textes d'application (2024-2025). Ce texte a participé à moderniser la gestion du secteur et à renforcer la transparence dans l'octroi et le suivi des titres minier. Également avec l'entrée de la SONAMINES (Société Nationale des Mines) comme opérateur public de référence. Elle gère les intérêts nationaux, soutient la production artisanale, garantit la traçabilité des ressources et veille à la réhabilitation des sites miniers.

L'industrie extractive peut être une source importante de revenus et d'emplois, en particulier dans les régions riches en ressources naturelles. Cependant, elle est souvent confrontée à des défis tels que la gestion durable des ressources, la réduction des impacts environnementaux, la protection des droits des travailleurs et des communautés locales, et la lutte contre la corruption et la mauvaise gouvernance.

Pour relever ces défis, de nombreuses entreprises extractives mettent en œuvre des pratiques de développement durable, telles que l'adoption de normes environnementales et sociales strictes, la consultation des parties prenantes et l'investissement dans des projets de développement communautaire.

### III. CONTRIBUTION DU SECTEUR EXTRACTIF AU BUDGET DE L'ÉTAT EN 2023

En 2023, le budget de l'État a capté **1 035,86 milliards FCFA (1 714,06 millions USD)** de recettes issues du secteur extractif, contre **1 119,58 milliards FCFA en 2022**. Cela correspond à une **baisse de 7,5 %**.

#### ➤ Répartition des revenus budgétaires par secteur

Ces recettes proviennent principalement du sous-secteur des **hydrocarbures**, qui à lui seul représente **95,3 %** des revenus, malgré une baisse par rapport à 2022. Le **transport pétrolier** a connu une légère progression, tandis que les **mines et carrières industrielles** affichent une croissance notable, bien que leur part dans l'ensemble reste marginale.

**Tableau 1 - État des revenus budgétaires par secteur<sup>1</sup>**

(En millions de FCFA)	2022		2023		Évolution	
	Montant	Contribution	Montant	Contribution	Montant	En %
Hydrocarbures	1 074 293,50	95,95%	987 458,92	95,33%	<b>(86 834,58)</b>	<b>(8,08%)</b>
Transport pétrolier	44 330,70	3,96%	47 009,76	4,54%	<b>2 679,05</b>	<b>6,04%</b>
Minier	957,90	0,09%	1 386,16	0,13%	<b>428,26</b>	<b>44,71%</b>
<b>Total</b>	<b>1 119 582,10</b>	<b>100%</b>	<b>1 035 854,84</b>	<b>100%</b>	<b>(83 727,26)</b>	<b>(7,48%)</b>

#### III.1 PRODUCTION ET EXPORTATION DU SECTEUR EXTRACTIF EN 2023

##### ➤ Secteur des hydrocarbures

En 2023, la production du secteur des hydrocarbures est estimée à **1 410,6 milliards FCFA**, pour des **exportations de 1 459,1 milliards FCFA**. Le **pétrole brut** reste la principale ressource (22,9 millions de barils, 1 117,9 milliards FCFA), suivi du **gaz naturel**. Le **condensat** et le **GPL** apportent des contributions plus modestes.

➤ **Secteur des mines et carrières**

En 2023, le secteur minier a eu une **contribution marginale** aux exportations, dominé par l'artisanat et l'absence de projets industriels en production. La production déclarée se limite à **953 kg d'or (dont seulement 22 kg exportés)** et **3 306 carats de diamant**, tandis que les matériaux de construction (argile, calcaire, pouzzolane, sable, granulats, latérites) alimentent surtout le marché intérieur.

## **IV. GRANDS PROJETS MINIERES ET LEUR IMPACT SUR L'ECONOMIE NATIONALE**

### **IV.1 QUELQUES GRANDS PROJETS MINIERES**

Le Cameroun a lancé plusieurs projets miniers majeurs pour dynamiser son économie à savoir :

- L'exploitation de fer de Kribi-Lobé porté par la société Sinosteel avec des réserves de fer estimées à plus de 630 millions de tonnes de minerai (teneur moyenne 33%), la phase pilote prévoit environ 04 millions de concentré de fer enrichi à plus de 60%. Le projet va générer plus de 1000 emplois directs et
- 5000 emplois indirects ;
- L'exploitation du fer Bipindi-Grand Zambé est piloté par la société G-Stones Resources, évalué à 150 millions de tonnes de fer et 1,2 milliard de tonnes prévisionnel à teneur environ de 29% de fer en moyenne. Elle prévoit dans son plan de développement ;
- L'exploitation du minerai de fer de Mbalam est développée par la société Cameroon Mining Company, avec une réserve estimée à plus de 2,3 milliards de tonnes de fer et près de 2000 emplois directs et indirects ;
- Le projet d'exploitation de la mine de bauxite de Minim-Martap porté par la société Camalco dispose de réserves évaluées à près d'un milliard de tonne de bauxite ;
- L'exploitation de la petite mine d'or de Colomine porté par la société Codias SA, prévoit produire 600 kg d'or par an ;

Ces projets sont attendus pour contribuer de manière significative à l'économie nationale.

## **IV.2 IMPACTS DES GRANDS PROJETS MINIERS DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE.**

Durant les phases de négociation des conventions minières, l'Etat exige des compagnies étrangères le développement de la main d'œuvre locale en donnant la priorité à la formation professionnelle et au transfert des compétences.

L'administration en charge des mines encourage la collaboration entre les universités, les écoles techniques et les centres de formation locaux pour élaborer des programmes d'étude et de formation qui répondent aux besoins de l'industrie minière.

## **IV.3 LES DIFFERENTS FONDS D'ETATS POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MINIERE**

- Le fonds de développement du secteur minier ;
- Le fonds de restauration, réhabilitation et de fermeture des sites miniers et des carrières ;
- Le compte spécial pour le développement des capacités locales.

Tableau2 : comparatif des principales dispositions des Codes miniers (2016-2023)

Thématique	Code minier 2016	Code minier 2023
<b>Régime fiscal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Instauration d'une fiscalité minière structurée, combinant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• redevance proportionnelle à la valeur des produits extraits,</li> <li>• impôt sur les sociétés (IS) au taux de droit commun,</li> <li>• imposition des plus-values de cession de titres miniers</li> </ul> </li> <li>- Introduction du principe de pleine concurrence et obligation d'audit pour encadrer les transactions, afin de limiter les pratiques de transfert de prix.</li> <li>- Plafonnement des intérêts déductibles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maintien du principe d'application du droit commun pour l'IS.</li> <li>- Maintien des instruments spécifiques (redevance, fiscalité des transactions).</li> <li>- Renforcement des règles anti-optimisation (plafond intérêts, amortissements, coûts déductibles).</li> <li>- Introduction du <b>partage de production</b> comme nouvel instrument fiscal.</li> </ul>
<b>Transactions minières</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cession soumise à avis des administrations.</li> <li>- Plus-value : prélèvement 10 %.</li> <li>- Cédant &amp; cessionnaire solidairement responsables.</li> <li>- Audit obligatoire, pleine concurrence.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cession soumise à <b>approbation préalable de l'État</b>.</li> <li>- Plus-value : prélèvement 10 % confirmé.</li> <li>- <b>Nouveau permis délivré</b> après cession.</li> <li>- <b>Droit de préemption généralisé</b> à l'État.</li> </ul>
<b>Gouvernance &amp; transparence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ITIE pilier de gouvernance.</li> <li>- Obligation respect ITIE &amp; Kimberley.</li> <li>- Obligation de Traçabilité de l'or &amp; diamant.</li> <li>- Publication des décisions au JO.</li> <li>- Déclaration bénéficiaires effectifs <math>\geq 5\%</math>.</li> <li>- Interdiction pour agents publics.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- ITIE confirmé + Kimberley (diamant précisé).</li> <li>- Obligation Traçabilité or &amp; diamant confirmée.</li> <li>- Déclaration élargie : <b>actionnaires <math>\geq 5\%</math>, filiales, sous-traitants, directeurs et cadres</b>.</li> <li>- Interdiction confirmée + <b>sanctions prévues</b>.</li> <li>- Publication des décisions au JO</li> </ul>
<b>Convention minière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Basée sur un modèle-type réglementaire.</li> <li>- Contenu détaillé : droits, obligations, participation État, contenu local, transformation <math>\geq 15\%</math>.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Négociée dans un <b>cadre géré par un organisme public mandaté</b>.</li> <li>- Intègre : <b>audit recherche, remboursement dépenses, modèle économique &amp; financier, partage de production, clés de répartition, royalties, suivi/contrôle</b>.</li> </ul>
<b>Politique minière &amp;</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trois fonds (développement, réhabilitation, capacités locales).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trois fonds confirmés (gestion Banque centrale, exonération fiscale pour</li> </ul>

Thématique	Code minier 2016	Code minier 2023
<b>développement local</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Compte spécial de développement des capacités locales : contribution 0,5–1 % CA HT (sociétés minières).</li> <li>- Contenu local exigé.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>réhabilitation).</li> <li>- Compte spécial de développement des capacités locales : 0,5–1 % CA HT, <b>étendu aux carrières.</b></li> <li>- Contenu local détaillé : emploi nationaux, formation, PME locales, communautés autochtones.</li> </ul>
<b>Participation de l'État &amp; Partage de production</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Petite mine : 10 % gratuits + 10 % à l'achat.</li> <li>- Mine industrielle : 10 % gratuits + 25 % à l'achat.</li> <li>- Droit de préemption en cas de cession.</li> <li>- Pas de partage de production (sauf artisanal semi-mécanisé : impôt synthétique 25 %).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Petite mine : 10 % gratuits + 10 % à l'achat.</li> <li>- Mine industrielle : 10 % gratuits + 25 % à l'achat.</li> <li>- Gestion centralisée via un organisme public.</li> <li>- <b>Partage de production introduit</b> : 1–5 % (précieuses), 2–15 % (autres).</li> </ul>
<b>Stabilité fiscale &amp; douanière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stabilité garantie (taxe ad valorem, redevances, exonérations).</li> <li>- Durée : permis de recherche = toute la durée ; carrières = durée initiale ; exploitation = durée nécessaire pour TRI 15 %, max. 15 ans.</li> <li>- Interdiction de cumuler des avantages de phases différentes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Même schéma : stabilité confirmée.</li> <li>- Durée et plafonds identiques (TRI 15 %, max. 15 ans).</li> <li>- Interdiction de cumul confirmée.</li> </ul>

## V. PERSPECTIVES

Le projet transfrontalier d'exploitation du champ gazier YOYO-YOLANDA entre le Cameroun et la Guinée Equatoriale (84% et 16%) dont les réserves sont estimées à 2500 milliards de pieds de cubes de gaz naturel et l'investissement est évalué à 4 milliards de dollars.

L'apport dans le PIB des grands projets miniers entrés en production effective depuis la fin de 2025 et le début de 2026.

Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) et Responsabilité sociale des entreprises : enjeux communicationnels AMPHI ENSET 18 MAI 2026 Par Pr Thomas Atenga Plan

Qu'est-ce que l'extractivisme?

Communiquer sur l'extractivisme

Les défis de la communication sur l'extractivisme

Le concept d'extractivisme a été introduit par des chercheur-ses et militant-es d'Amérique du Sud pour analyser de manière critique l'exploitation des ressources naturelles par des acteurs majoritairement établis au Nord. La notion permet aussi d'analyser les résistances qu'elle a suscitées et les alternatives post-extractivistes qu'il est possible d'envisager (Gudynas 2015, 2021 ; Sympa 2013). Historiquement, ces processus extractifs s'inscrivent dans la continuité des politiques de développement (post)colonial et de l'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale, en étroite articulation avec le développement des sociétés industrielles du Nord global.

L'extractivisme se rapporte ainsi à la production de valeur, par le biais de processus d'extraction (exploitation minière, industrie pétrolière, agriculture industrielle, etc). Dans la mesure où il conduit à l'épuisement des ressources, il impacte durablement les moyens de subsistance des populations affectées par ces processus

Aujourd'hui, le concept d'extractivisme tend à être utilisé pour rendre compte de processus plus larges de prédation, de prélèvement et d'exportation qui ne se réduisent ni à l'extraction des ressources naturelles, ni aux relations Nord/Sud L'extractivisme peut ainsi être employé comme un concept exploratoire qui invite à étudier dans une perspective empirique, les processus d'appropriation de la nature, du travail, du savoir et de la culture entre différents centres et périphéries à l'échelle globale, régionale ou locale. Communiquer sur l'extractivisme Quelles sont les pratiques problématiques que l'on essaie souvent de passer sous silence ? Comment les analyser et les comprendre ? Que disent-elles des pratiques, normes et idéologies professionnelles ? Manipulation, mensonge, violence, harcèlement, conflit larvé ou incivilité, ambiguïté et dissimulation Ambivalences, ambiguïtés et non-dits dans les pratiques communicationnelles « Un rapport ambigu au recours à la communication externe : dissonances des registres de valeurs chez des professionnels de la protection de la nature » ☞ Les pratiques communicationnelles entre discrédit et légitimité, dialogue et conflit ☞ Communiquer sur l'extractivisme La communication est non seulement constituée par l'organisation (la communication dans l'organisation) mais aussi constitutive des processus d'organisation (l'organisation par la communication).

La Communication de projet, communication de crise et de risque, communication professionnelle, (inter)culturelle, médiatique, événementielle, Internet/Web/Web2... Jamais, semble-t-il, les organisations n'ont été aussi « communicantes » ☞ Les apports de cette approche pour comprendre comment une stratégie communicationnelle peut s'incarner dans des pratiques langagières écrites et orales variées à différents niveaux de discours organisationnel (opérationnel, institutionnel, commercial...). Communiquer sur l'extractivisme « L'environnement économique évolue rapidement

sous la forme de marchés ouverts, d'une activité de production mobile et d'une abondance d'information. Les ressources sont de plus en plus échangeables, et la sécurité des stratégies d'imitation et de premier entrant est remise en cause. ∞ La communication des organisations (ou communication organisationnelle) désigne l'ensemble des actions, messages et canaux qu'une structure utilise pour interagir avec ses publics internes et externes. Elle permet de transmettre son identité, de valoriser son image et d'atteindre ses objectifs stratégiques. Elle se structure autour de deux axes principaux ∞ Les défis La communication des organisations doit aujourd'hui concilier engagement interne, maîtrise technologique et responsabilité sociétale. Elle sert de levier pour fédérer les équipes et piloter la gestion du changement face aux transitions actuelles.

La transformation digitale et l'Intelligence Artificielle (IA) : l'essor du digital et des outils d'IA transforme la création de contenu et le ciblage. Le défi est d'automatiser les processus tout en conservant une dimension humaine et personnalisée pour éviter la déshumanisation des échanges.

L'engagement et le sens au travail : les collaborateurs exigent plus de transparence et d'alignement entre les discours officiels et la réalité. Le défi est de réussir à donner du sens aux actions de l'entreprise pour limiter le désengagement et renforcer la cohésion d'équipe Les défis La gestion des crises et la réputation : les informations circulent instantanément via les réseaux sociaux. L'organisation doit anticiper, réagir rapidement et maîtriser sa e-réputation face à des crises devenues plus fréquentes et complexes. ∞ La Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) : les parties prenantes sont de plus en plus exigeantes sur les engagements environnementaux et éthiques. La communication doit prouver la véracité des engagements pour éviter toute accusation de greenwashing

Bibliographie D'Almeida, N. et Andonova, Y. (2014). La communication des organisations. Dans S. Olivesi Sciences de l'information et de la communication, Grenoble Presses universitaires de Grenoble, p. 137-153). Gudynas, Eduardo. 2021. Extractivisms: Politics, Economy and Ecology. Nova Scotia, Canada: Fernwood Publishing. ∞ Svampa, M. (2013), « Consensus des matières premières, tournant écoterritorial et pensée critique en Amérique latine », in F. Thomas, Industries minières. Extraire à tout prix ? Paris, Syllepse, p. 33-47

**CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR  
LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES  
(ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE  
DES ORGANISATIONS (RSO)**

**A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026**

## PLAN DE PRESENTATION

- Introduction
- C'est quoi l'ITIE
- C'est quoi la (RSE)
- l'ITIE sous le prisme de la RSE
- Conclusion

## Socrate, Voltaire, Victor Hugo

- *« L'ignorance est un fléau, un obscurantisme entravant la liberté et l'humanité, mais aussi un point de départ de la connaissance »*

**Illustration (Vox Pop ITIE) : *Connaissez-vous l'ITIE ?***

**70%** : ne connaissent pas

**20%** : en ont entendu parler

**<10%** : savent quelque chose mais pas clairement quoi

**Constat** : faible connaissance → faible appropriation.

**Hypothèse / Problème :**

L'ITIE est **peu connue** par les Camerounais

donc ils **ne peuvent pas tirer profit** de son existence

**Notre démarche consiste à :**

**Expliquer l'ITIE**

ce qu'elle est, et son rôle

**Convoquer la RSO (Responsabilité Sociale des Organisations)**

concepts, engagements, impacts

**Trouver le "dénominateur commun" ITIE-RSO**

relier transparence et responsabilité sociale

---

**But :**

apporter plus de **lumière** sur l'ITIE  
(organisme international auquel le **Cameroun a adhéré depuis 2005** pour servir **l'intérêt des citoyens**)

**Retombées attendues :**

susciter le **débat académique** au sein de l'Université de Douala, **motiver la recherche scientifique** sur l'apport de l'ITIE dans le contexte national

**Objectif :**

**Partir de l'ignorance vers la connaissance pour une gouvernance plus responsable et utile au citoyen.**

## C'EST QUOI L'ITIE ?

- **L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)**
- **Standard international** pour une gestion **ouverte et responsable** des ressources :
  - pétrole, gaz et ressources minières
- **Plus de 50 pays sur 4 continents** (Afrique, Europe, Amérique, Asie)
- **Idée clé** : les ressources naturelles **appartiennent aux citoyens**
- **Objectif** : **suivre la chaîne de valeur** du secteur extractif pour que les ressources **profitent à tous**

## **l'ITIE est Mise en œuvre par une Norme qui contient**

- Principes, Exigences, validation, participation de la société civile

### **Concrètement, l'ITIE consiste à :**

- collecter et fiabiliser** des informations sur :
  - exploration, exploitation, exportation des ressources
- publier** ces informations :
  - de façon **détaillée** et **annuelle**
- diffuser largement** pour alimenter le **débat public** sur la gouvernance du secteur extractif

**Norme adoptée : 2013, révisée en 2016, 2019, 2023**

## **Objectifs & axes prioritaires**

Promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité dans la gestion des ressources naturelles au bénéfice de tous les citoyens.

### **Axes majeurs**

Collecte et fiabilisation des données

→ Rapport ITIE annuel

### **Publication des Rapports ITIE**

quinze (15) rapports couvraient les exercices 2001/2004 à 2023

Communication : divulgations compréhensibles et accessibles,

---

**Débat public :**

Libération de la parole, usage des données par la société civile,  
encourager mémoires & thèses

**Axes prioritaires (détails contenus dans le rapport 2023)**

Transferts infranationaux (112 85 milliards)

Fiscalité minière / optimisation

Divulgateion des contrats extractifs

Modernisation et mise en ligne du cadastre minier

Bénéficiaires effectifs (31)-lutte contre les flux financiers illicites

Rôle de la mine solide (SONAMINES)

Traçabilité et gestion de l'or

## **RSE / RSO : DÉFINITION ET REPÈRES**

- **La RSE et la RSO** : notions liées, car **entreprises, organisations et institutions** ont des **responsabilités sociales**
  - . La contribution vise **les effets de l'organisation sur la société** et son **impact positif**.
- **Commission européenne (idée clé)** : la RSE/RSO = responsabilité envers les **effets sociaux** et **environnementaux**, avec un objectif de **développement durable**.
- Repères théoriques :
  - **Friedman (1970)** : maximiser les profits
  - **Freeman (1985)** : priorité aux **parties prenantes**
  - **Elkington (1990)** : **Triple Bottom Line = People, Planet, Profit**

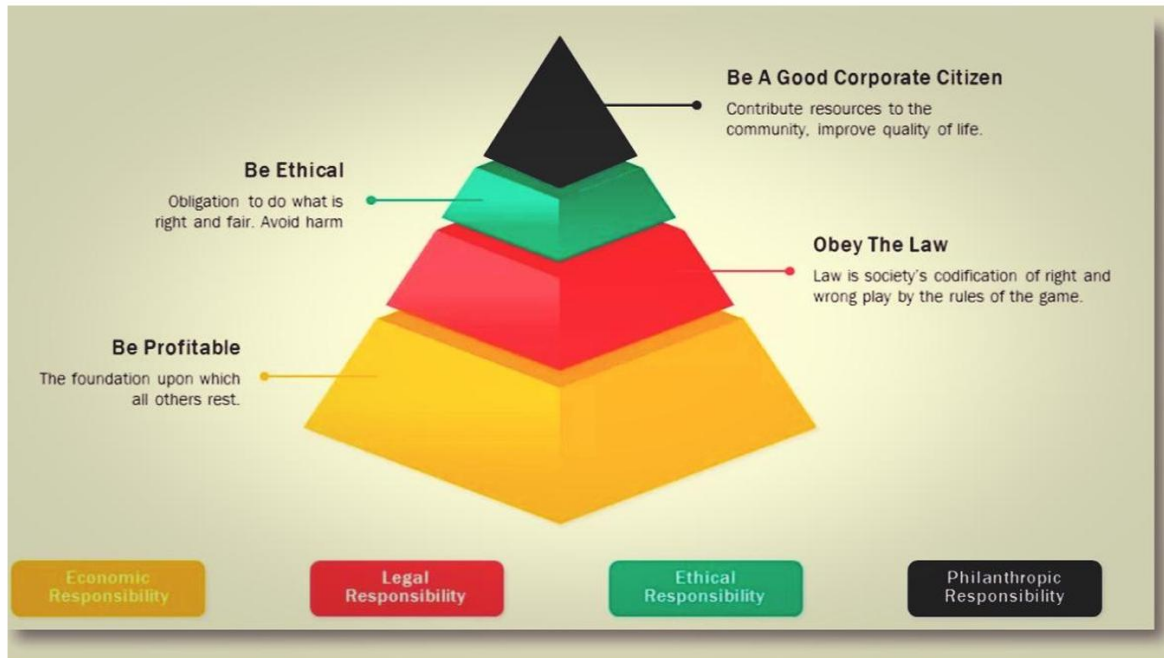
## People , Planet & Profit

- **People (Social)** : Sécurité & santé au travail • Dialogue social (syndicats, prévention des conflits) • Communautés locales (éducation, santé, accès à l'emploi) • Diversité & inclusion (égalité des chances)
- **Planet (Environnement)** : Réduction carbone (sobriété énergétique) • Gestion de l'eau (baisse des prélèvements) • Préservation biodiversité (limiter l'impact) • Économie circulaire (réduire/réutiliser/recycler) • Prévention pollution (air, sol, eau)
- **Profit (Économie)** : Produire de la **valeur ajoutée**

## Gouvernance & utilité de la RSE/RSO (en pratique)

- **Objectifs "Gouvernance" / éthique**
- **Transparence & redevabilité** : reporting, traçabilité, communication honnête
- **Éthique des affaires** : lutte contre la corruption, respect des règles de conformité
- **Protection des consommateurs** : qualité, sécurité, respect des données
- **En pratique : à quoi ça sert ?**
- **Réduire les risques** : sociaux, environnementaux, juridiques, réputationnels
- **Créer de la valeur durable** : bénéfiques à long terme pour l'organisation et ses **parties prenantes**

# La pyramide de Carroll sur la RSE(1991)



## Acteurs de la RSE : national et international

- **1) Au plan national**
  - État & pouvoirs publics / autorités de régulation
  - Entreprises et parties prenantes internes
  - Collectivités territoriales
  - Organismes : normalisation, évaluation, contrôle
  - Société civile
  
- **2) Au plan international**
  - Organisations internationales : ONU, agences spécialisées,
  - Organisations de standardisation et de reporting ONG internationales
  - Syndicats et réseaux internationaux

## 1V-L'ÉTAT DES LIEUX DE LA RSO

- CONCEPTS DE LA RSO
- ResearchGate (2026) : l'engagement volontaire à se comporter de manière appropriée, équitable et responsable envers l'environnement, approche qui prend en compte les aspects économiques, environnementaux et sociaux de manière équilibrée, à long terme et au bénéfice des parties prenantes actuelles et futures
- La norme internationale ISO 26000 (2010) : la responsabilité sociale consiste à agir en tenant compte des intérêts des parties prenantes et à rendre compte de ses impacts.
- .

**Edward Freeman (1984)** : Gestion des relations avec les *parties prenantes* en prenant en compte leurs intérêts. **John Elkington (1997)**, **Commission Européenne (2001)** contrat social et **l'ONU (2011)** sont dans la même logique

## LA RSE/RSO DANS L'ITIE

- **1997** : Tony Blair arrive au pouvoir et met en place un programme politique axé sur **la bonne gouvernance**
- **2002** : **introduction de la gestion des matières premières & gouvernance**
- 2003 : lancement formel de l'initiative (ITIE)
- **2004** : Démarrage des premiers processus de mise en œuvre dans des pays pilotes, cadre de publication / validation.
- **2005** : Adhésion du Cameroun à l'ITIE sur instruction du Chef de l'Etat monsieur le Président de la République
  
- Démarches clés de l'ITIE depuis sa conception et le type de la RSO
- l'Etat s'intéresse au bien-être des populations au travers d'une gestion saine de ses ressources naturelles (RSO)

# LES ATIVITES DE RSE/RSO DANS L'ITIE ET LEUR CATEGORIE

- Les exigences de la norme ITIE 2023
  - Supervision par le groupe multipartite (GMP)
  - Cadre légal et institutionnel, contrats et licences
  - Suivi de la production
  - Collecte des revenus
  - Redistribution des revenus
  - Contributions économiques et sociales
  - Résultats et impact
-

## TABLEAU COMPARATIF DES VALEURS ENTRE RSE ET L'ITIE

Axe	RSE (entreprise)	ITIE (EITI)	Point commun
Transparence	Reporting ESG, pratiques & impacts	Publication paiements/recettes liées aux ressources	Transparence
Intégrité / anti-corruption	Éthique, conformité, lutte anti-fraude	Réduction du risque par divulgation + contrôle	Traçabilité & intégrité
Gouvernance	Systemes internes : politiques, comités, conformité	Processus multi-acteurs + règles de publication	Cadre de décision/contrôle

## PISTES DE SUJETS DE MEMOIRES ET DE THESES

- 1) Effectivité des obligations sociales et environnementales (norme → impact territorial)
  - 2) Lecture critique des dépenses sociales volontaires des entreprises pétrolières
  - 3) Transparence extractive & redevabilité budgétaire
  - 4) Gouvernance & lutte contre l'opacité
  - 5) Communication institutionnelle ITIE : appropriation universitaire et citoyenne
  - 6) Paiements infranationaux : enjeux de justice
  - 7) Transition énergétique : ITIE et analyse climatique
-

## CONCLUSION

Cet exposé a voulu démontrer que depuis le début des travaux en 1997 par Le premier ministre Tony Blair et la société civile sur la gouvernance des ressources pétrolières, gazières et minières, la mise en place de l'ITIE en 2003 et l'adhésion du Cameroun en 2005, toute les activités de l'ITIE se fondent sur la responsabilité sociale.

Il existe donc une convergence entre l'ITIE la RSO aussi bien au niveau des pratiques que des acteurs. Les Etats en sont les principaux acteurs soucieux du bien-être des parties prenantes que sont les citoyens.

**Trusting that we have layed a  
foundation for future academic  
debates, we thank you for your  
keen attention**

The end

CONFÉRENCE-DÉBAT À L'UNIVERSITÉ DE DOUALA

L'ITIE SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO)

RÉALISATIONS RSE DES ENTREPRISES EXTRACTIVES DU PÉRIMÈTRE DE DÉCLARATIONS ITIE  
EN 2023

18 MAI 2026

Par Jules S. WACKMBALLA

Directeur des Relations Publiques et de l'Interface avec l'Administration - Société COTCO

## SOMMAIRE

- DÉFINITION RETENUE PAR LE COMITÉ  
D'ÉVALUATION SUR LES DÉPENSES SOCIALES
- VISION ET STRATÉGIE DE  
RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES  
ENTREPRISES – CAS DE COTCO
- RÉALISATIONS SOCIALES DES  
ENTREPRISES EXTRACTIVES EN 2023
- PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

DÉFINITION RETENUE PAR LE COMITÉ ITIE SUR LES DÉPENSES SOCIALES

## DÉFINITION RETENUE PAR LE COMITÉ ITIE SUR LES DÉPENSES SOCIALES

Deux catégories de dépenses sociales :

- les dépenses sociales obligatoires, imposées par la réglementation, une convention minière ou un contrat pétrolier et
- les dépenses sociales volontaires, réalisées par les entreprises au titre de leur politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise, sans obligation contractuelle ou légale.

## VISION ET STRATÉGIE DE RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES – CAS DE COTCO

Chacune des entreprises extractives a sa propre stratégie de responsabilité sociétale.

### Vision

- COTCO s'engage à être une entreprise citoyenne.
- Elle maintient des normes éthiques élevée, respecte toutes les lois et réglementations applicables, et promeut les cultures locales et nationales.
- Par-dessus tout, son principal engagement est de mener des opérations sûres, fiables, respectueuses de l'environnement et compétitives.

### Stratégie

- COTCO a pour stratégie d'obtenir des résultats de développement positifs, à travers des activités que nous soutenons en faveur des communautés au sein desquelles nous menons nos opérations au Cameroun.
- Ces activités comprennent le renforcement des capacités, des projets, des contributions, des investissements socio-économiques ou des initiatives de développement communautaire financées directement par COTCO, ainsi que par d'autres donateurs.

**Les domaines clés d'action RSE de COTCO sont les suivants :** la santé communautaire; l'accès à l'eau; l'éducation; la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité; l'amélioration des conditions de vie des communautés et le soutien à l'économie locale; le sponsoring des événements culturels et sportifs.

RÉALISATIONS SOCIALES  
DES ENTREPRISES  
EXTRACTIVES EN 2023



RÉALISATIONS SOCIALES  
DES ENTREPRISES  
EXTRACTIVES EN 2023

COTCO – volet santé communautaire



Renovation et équipement du Centre Medical d'Arrondissement de Mvengue



RÉALISATIONS SOCIALES  
DES ENTREPRISES  
EXTRACTIVES EN 2023

COTCO – volet access à l'eau



Forage de Nkoteng

Forages à motricité d'énergie solaire construits en 2023 à Nkoteng et à Bipindi – retroctédés aux Mairies respectivement le 25 avril et 23 mai 2024



Forage de Bipindi

## RÉALISATIONS SOCIALES DES ENTREPRISES EXTRACTIVES EN 2023

### COTCO – volet éducation



Cérémonie de rétrocession d'un bâtiment de trois (3) salles de classe au CES de DOMPLA le 31 janvier 2023



## RÉALISATIONS SOCIALES DES ENTREPRISES EXTRACTIVES EN 2023

### COTCO – volet education



31 mai 2023: ceremonie de primes d'excellence scolaire à 456 élèves (3 premiers classés de chaque classe) des écoles primaires et secondaires publiques de l'Arrondissement de Djohong, département du Mbere



## Réalisations sociales des entreprises extractives en 2023

### COTCO – volet protection de l'environnement et conservation de la biodiversité

Depuis plusieurs années, COTCO apporte un soutien financier annuel volontaire à la Fondation pour l'Environnement et le Développement Economique du Cameroun (FEDEC) pour la mise en œuvre de ses programmes ci-après :

- **Parc de Campo Ma'an** : Lutte anti-braconnage, suivi écologique, réalisation de projet durables au bénéfice du parc ou des populations autochtones Bagyeli riveraines du parc.
- **Parc de Mbam et Djereh (PNMD)** : Lutte anti-braconnage, suivi écologique, réalisation de projets durables au bénéfice du parc ou des populations autochtones Mbororo riveraines du parc.
- **Plan Pour les Peuples Autochtones Vulnérables**: Education, santé, agriculture, citoyenneté des Bakola/Bagyeli vivant dans la zone de mise en œuvre du Plan pour les populations autochtones, réalisation de projets durables au bénéfice des populations autochtones Bakola Bagyeli riveraines du pipeline Tchad-Cameroun.



Bâtiment scolaire construit à l'école publique du quartier Aviation de Mbakaouo (PNMD)



Pensionnaires du foyer de Ngoyang dans la salle d'études



Distribution de PIF à Nnemeyong



Pepinière communautaire d'Efoulan

## RÉALISATIONS SOCIALES DES ENTREPRISES EXTRACTIVES EN 2023

COTCO – volet soutien à l' économie local



Cérémonie officielle de mise en production du projet miel des Pics du Mayo-Rey dans les villages de Yandea et Bakari - le 30 janvier 2023



## RÉALISATIONS SOCIALES DES ENTREPRISES EXTRACTIVES EN 2023

### COTCO – volet soutien à l' économie local



Une vue du désherbage de l'emprise du pipeline au village Nkoayos

Désherbage de l'emprise du pipeline par les comités de développement des villages riverains du pipeline



Une vue du désherbage de l'emprise du pipeline au village Koukouni

# Réalisations sociales des entreprises extractives en 2023

## COTCO – volet événements culturels et sportifs

Soutien à l'organisation du festival culturel Nguma Mabi à kribi et à celle du festival culturel Ngondo a Douala



Festival culturel  
Nguma Mabi 2023 à  
kribi



## • PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

- ✓ Publier des rapports RSE annuels basés sur des indicateurs de performance vérifiables;
- ✓ Faire un suivi de la durabilité des différents projets et leurs appropriations par les communautés bénéficiaires.



**Merci**

# **PREPARATION MATERIELLE DE LA CONFERENCE - DEBAT**

**CAMEROUN**  
**EITI**  
**CAMEROON**



**LACOCOM**  
Laboratoire d'Analyse des  
Conjonctures de Communication



## Conférence Débat sur le thème :

“ L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) sous le prisme de la RSE ”



**Pr. Thomas ATENGA,**  
Professeur  
des universités,  
Intervenant



**Dr. Blasius NGOME,**  
Expert en communication  
des organisations,  
Intervenant



**Victor Aristide MIMBANG,**  
Directeur des Mines,  
Représentant du Ministre des  
Mines, Intervenant



**Pr. Georges MADIBA,**  
Professeur  
des universités,  
Modérateur

### Les travaux

Exposé sur la **Communication des Organisations**  
Par Pr. Thomas ATENGA

**L'ITIE sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations**  
Par Dr Blasius NGOME

**Contribution de l'ITIE à l'économie du Cameroun**  
Par le Directeur des Mines, Représentant le Ministre en charge des Mines (MINMIDT)  
Aristide MIMBANG - Intervenant

Ouvert à tous  
(étudiants, enseignants, professionnels, grand public)

**18** Mai  
**2026**

Université de Douala  
11H00 - 13H00

677 33 33 77

Limbe, 22 Avril 2026

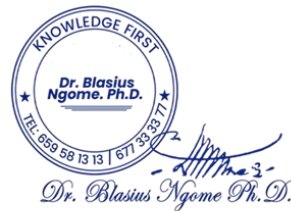
**GUIDE POUR L'ORGANISATION DE LA CONFERENCE-DEBAT A 'UNIVERSITE  
DE DOUALA LE 12 MAI 2026**

<b>ITEM</b>	<b>RESPONSABLE</b>		<b>ETAT</b>
<b>1-COORDINATION GENERALE</b>			
• Veiller au bon déroulement de la cérémonie ;	Pr. Atenga	30/4/2026	
Obtenir les autorisations a UDo	Pr. Atenga	/	
• Assurer le suivi des différentes commissions ;	Dr. Ngome	30/4/2026	
• Apporter toute information complémentaire aux responsables des commissions en cas de besoin ;	Dr. Ngome	30/4/2026	
• Coordonner les réunions préparatoires ;	Dr. Ngome	30/4/2026	
• Veiller au respect du programme ;	Mme Abega	30/4/2026	
<b>11-TRANSPORT ET LOGISTIQUE</b>		30/4/2026	
• Veiller au choix de la salle et à la mise en place des participants à l'événement (chaises, tables)	Pr. Atenga/ Dr. Edimo	30/4/2026	
• S'assurer de la disponibilité du matériel (banderoles, sonorisation, fleurs etc.;		30/4/2026	
• Veiller à la conformité entre les données du contrat de location des matériels et la réalité sur le terrain ;	Anne Amagne	30/4/2026	
• Veiller à la disponibilité d'un groupe électrogène ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
• Veiller à la disponibilité des lieux d'aisance (toilettes, papiers hygiénique) ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
• Veiller à la disponibilité, décapsuleurs et autres consommables utilitaires ;	Dr. Meshi	30/4/2026	
• Veiller à la restitution du matériel en qualité et en quantité après la cérémonie ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
• Organiser le moyen de déplacement	Dr. Meshi	30/4/2026	
<b>111- PROTOCOLE</b>		30/4/2026	

• Sélectionner les hôtesse et stewards pour la cérémonie ;	Dr. Edimo/Meshi/Amagne	30/4/2026	
• Etablir la liste des invités ;	Anne Amagne	30/4/2026	
• Élaborer le plan de salle et le plan de table ;	Amagne/Dr. Meshi	30/4/2026	
• Accueillir et guider les invités avant, durant et après la cérémonie ;	Hôtesse	30/4/2026	
• Location sonorisation	• Dr. Edimo	30/4/2026	•
• Confection banderole + fil	• Dr. Meshi	30/4/2026	•
• Montage des banderoles	• Mr. Eyango	30/4/2026	•
<b>IV - SECURITE</b>		30/4/2026	
• Assurer la sécurité des biens et des personnes ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
• Mettre sur pieds une équipe de sécurité autour des différents sites de l'événement ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
• Matérialiser un espace externe pour tenir lieu de parking ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
• Veiller au parking ;	Mr. Eyango	30/4/2026	
		30/4/2026	
<b>V - COMMUNICATION</b>		30/4/2026	
<b>.Concevoir le plan media (Journalistes à inviter)</b>	Mme Ahoupe/Bissou	30/4/2026	
<b>.Produire un dossier de presse</b>	Mme Ahoupe/Bissou	30/4/2026	
• Confectionner les chevalets de table,	Dr. Meshi/Amagne	30/4/2026	
• Designer un modérateur	Pr. Madiba	30/4/2026	
• Concevoir le programme de la cérémonie ;	Dr. Ngome/Mme Abega	30/4/2026	
Confectionner le programme/Infographie	Jules Mballa	30/4/2026	
• Identifier un photographe et un cameraman ;	Mme Abega	30/4/2026	
• Concevoir le plan photos pour chaque articulation de la cérémonie ;	Mme Tchankoue	30/4/2026	
• Créer un groupe WhatsApp pour la coordination des actions du comité d'organisation;	M. Bissou	30/4/2026	
• distribuer les T-shirts	Dr. Edimo/Dr. Meshi	30/4/2026	
<b>VI - BOISSONS</b>		30/4/2026	
• Assurer l'achat des boissons + eau à distribuer aux panelistes et	Amagne/Dr. Meshi	30/4/2026	

3 | Page

invites d'honneur ;			
<b>V11 - HYGIENE ET SALUBRITE</b>		30/4/2026	
• Mettre à jour les différents sites de l'événement ;	Dr Edimo/ Mr. Eyango	30/4/2026	
• Veiller au nettoyage des différents sites avant, pendant et après l'événement ;	Dr Edimo/ Mr. Eyango	30/4/2026	
• Veiller à la propreté des toilettes pendant et après l'événement	Dr Edimo/ Mr. Eyango	30/4/2026	



Dr. Blasius Ngome Ph.D.



May 18, 2026



11 a.m.–1 p.m.



University of Douala

### FORMAL CEREMONY

- 10:30 a.m.: Arrival of the students
- Arrival of EITI Committee Members
- Arrival of the teaching staff
- Arrival of LACOCOM Members
- Arrival of the facilitators of the conference-debate
- Arrival of Representatives from MINMIDT and MINFI
- Arrival of the head of the communications department
- Arrival of the Dean of the Faculty of Arts and Humanities
- 11:00 a.m.: Singing of the National Anthem
- Welcome Address from the Dean of the Faculty of Arts and Humanities University of Douala or his representative
- Message from the representative of the MiFI
- Suspension of the session
- Family photo

### WORKS

- Presentation on Organizational Communication by Professor Thomas Atenga
- The EITI through the lens of corporate social responsibility by Dr. Blasius Ngome.
- Contribution of the EITI to the Cameroonian economy by the Director of (MINMIDT), Mr. Aristide Mimbang
- Question and Answer Session

☎ 677 33 33 77



# CONFERENCE-DEBAT

## THEME

« L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO). »



---


**18 Mai 2026**


**11H-13H**


**Université de douala**

---

**PARTIE PROTOCOLAIRE**

- 10h30 : Arrivée des étudiants
- Arrivée des membres du comité ITIE
- Arrivée du corps Enseignant
- Arrivée des Membres de LACOCOM
- Arrivée des Animateurs de la conférence-débat
- Arrivée des Représentants du MINMIDT et MINFI
- Arrivée du chef de département communication
- Arrivée du doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines
- 11h00 : Exécution de l'hymne national
- Mot de Bienvenue du Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines l'Université de Douala ou de son représentant
- Mot du représentant du MINFI
- Suspension de la séance
- Photo de famille

**TRAVAUX**

- Exposé sur la Communication des organisations par professeur Thomas Atenga.
- L'ITIE sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations par Dr, Blasius Ngome.
- Contribution de L'ITIE a l'économie du Cameroun par le directeur des mines au MINMIDT, Monsieur Aristide Mimbang
- Séance des questions réponses

 **677 33 33 77**





Tee-Shirt model 1



CAMEROUN  
**EITI**  
CAMEROON

Conférence  
**Débat sur le  
Thème :**

“L'Initiative pour  
la Transparence dans  
les Industries Extractives  
(ITIE) sous le prisme  
de la RSO”

Mai  
**2026**



CAMEROUN  
**EITI**  
CAMEROON

Round Table  
**Conference  
Theme :**

“Extractive Industries  
Transparency  
Initiative (EITI)  
under the prism  
of CSR”

Mai  
**2026**



# CONFÉRENCE-DÉBAT

**THÈME: INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE  
DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES SOUS LE  
PRISME DE LA RSE**

**Date: 18 mai 2026**

**Lieu: Université de Douala**

**ENSET ,AMPHI 300**

**Heure:11h00 à 13h00**

# Jour J-7





**CAMEROUN  
EITI  
CAMEROON**



**LACOCOM**

Laboratoire d'Analyse des  
Comportements de Communication



<b>CAMEROUN EITI CAMEROUN</b>	<b>Conférence Débat sur le Thème :</b>	<b>“L’Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) sous le prisme de la RSO”</b>	<b>12 Mai 2026 Université de Douala</b>	
<b>CAMEROUN EITI CAMEROUN</b>	<b>Round Table Conference Theme :</b>	<b>“Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) under the prism of CSR”</b>	<b>Ma 12 2026 The University of Douala</b>	

## 1. Processus de collecte et de publication des données ITIE

Au cours des années écoulées, la mise en œuvre de l'ITIE a permis d'atteindre les résultats et impacts suivants :

- La publication régulière d'une information de qualité (fiable et pertinente) sur le secteur extractif ;
- L'implication de la Chambre des Comptes dans le processus de fiabilisation des données ITIE ;
- La désagrégation des données ITIE qui permet de connaître la contribution de chaque entreprise extractive tant au niveau local que national ;
- L'intégration de la mine solide puis de l'artisanat minier dans les Rapports ITIE ;
- La prise en compte des bénéficiaires effectifs dans les Rapports ITIE.

## 2. Parties prenantes à la mise en œuvre de l'ITIE

Le rôle des parties prenantes au processus ITIE s'est étoffé avec le temps, ce qui a permis d'observer les évolutions suivantes :

- Le renforcement de la redevabilité des entités déclarantes ;
- Le renforcement des capacités de la société civile pour un meilleur suivi de la gouvernance du secteur extractif ;
- Le renforcement de l'efficacité des administrations chargées de la gestion du secteur extractif.

## 3. Débat public autour de la gouvernance du secteur extractif

L'accès à l'information pétrolière, gazière et minière a :

- libéré la parole des citoyens par rapport aux questions concernant l'exploration, l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles ;
- permis que les données ITIE soient de plus en plus utilisées par la société civile ;
- encouragé un nombre sans cesse croissant d'étudiants à faire des mémoires et des thèses sur l'ITIE.

## 4. Réformes du secteur extractif

Les recommandations des Rapports ITIE ont :

- mis en évidence la problématique des transferts infranationaux qui fait désormais l'objet d'une attention

particulière de la part de la société civile et des régies financières ; ce sujet a toute sa place dans un contexte de décentralisation ;

- contribué à l'optimisation de la fiscalité minière dans le cadre des lois des finances et du code minier ;
- mis l'accent sur la problématique de la divulgation des contrats extractifs qui est désormais prise en compte dans la loi N° 2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun (cf. article 6) ;
- contribué à la modernisation et à la mise en ligne du cadastre minier ;
- permis une nette évolution du Cameroun sur le chantier de la divulgation des bénéficiaires effectifs à travers la prise de la Décision n°00000723 MINFI/DGI du 21 octobre 2022 ainsi que la production d'un guide du bénéficiaire effectif. Ces efforts visent à accompagner le pays à l'examen par les pairs du Forum Mondial pour la transparence et l'échange en matière de renseignements à des fins fiscales en vue de renforcer la lutte contre les flux financiers illicites ;
- mis en évidence la faible contribution de la mine solide à l'économie nationale en dépit du fort potentiel du pays ; la création de la Société Nationale des Mines (SONAMINES) devrait contribuer à remédier à cette situation ;
- permis la prise d'une instruction ministérielle visant la comptabilisation et la répartition du stock d'or matière collecté auprès du Cadre d'Appui et de Promotion de l'Artisanat Minier (CAPAM) au titre de divers impôts et taxes.
- à la prise des mesures par le MINMIDT pour assurer la traçabilité de l'or.

## Contacts

BP : 11065 Yaoundé  
Siège : Nouvelle route Bastos, à côté de la Banque Mondiale



## C'est quoi l'ITIE ?

Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)

Site internet : [www.eticameroun.org](http://www.eticameroun.org)



## 1. L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)

L'ITIE est un standard international qui promeut une gestion ouverte et responsable des ressources pétrolières, gazières et minières. Plus d'une cinquantaine de pays répartis sur quatre (4) continents (Afrique, Europe, Amérique et Asie) mettent en œuvre l'ITIE. Les ressources naturelles telles que le pétrole, le gaz et les mines solides appartiennent aux citoyens. Pour s'assurer que lesdites ressources profitent à tous, la Norme ITIE fait le suivi de la chaîne de valeurs des industries extractives.

La supervision de la mise en œuvre de l'ITIE est assurée par un conseil d'administration et un secrétariat international qui en est la cheville ouvrière. Le siège de l'ITIE est à Oslo (Norvège).



[Version d'avril 2026]

## II. La Norme ITIE

La mise en œuvre de cette initiative est régie par la Norme ITIE qui comprend notamment les Principes de l'ITIE, les Exigences, un aperçu de la Validation et le Protocole relatif à la participation de la société civile. Elle consiste essentiellement à collecter et à fiabiliser des informations relatives à l'exploration, l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles, à publier lesdites informations de manière détaillée et sur une base annuelle, à les diffuser le plus largement possible afin de nourrir le débat public sur la gouvernance du secteur extractif. Adoptée en 2013, la Norme ITIE a déjà été révisée en 2016, en 2019 et 2023.



## III. L'ITIE au Cameroun

1. Dates clés de la mise en œuvre de l'ITIE Juin 2005 : Adhésion, sur les Très Hautes Instructions du Président de la République
- Mise en place des premières structures de mise en œuvre de l'ITIE par décret n°2005/2176/PM du 16 Juin 2005
- Novembre 2007 : Obtention du statut de pays candidat
- Octobre 2013 : Obtention du statut de pays conforme
- Janvier 2021 : Décision du conseil d'administration de l'ITIE suite à la dernière Validation du Cameroun
- Juin 2023 : Adoption d'une nouvelle édition de la Norme ITIE
- Janvier 2024 : Prise du décret ITIE de janvier 2024 portant création, organisation et fonctionnement du Comité de suivi de la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

## 2. Structures de mise en œuvre de l'ITIE

En application du décret ITIE de Janvier 2024, le suivi de la mise en œuvre de l'ITIE incombe au Comité ITIE ; pour l'accomplissement de ses missions, il dispose d'un Secrétariat Permanent.

### - Le Comité ITIE

C'est un groupe multipartite (gouvernement, entreprises extractives privées et société civile) qui est chargé de définir la politique de mise en œuvre de l'ITIE au Cameroun et de suivre son exécution. Il est présidé par le Ministre chargé des finances ; le Ministre chargé des mines en est le Vice-président.

### - Le Secrétariat Permanent

C'est la cheville ouvrière du Comité ITIE ; cette structure est placée sous la direction d'un Secrétaire Permanent nommé par arrêté du Ministre chargé des finances.

## IV. Objectifs de l'ITIE au Cameroun

Le décret de janvier 2024 dispose que : « le Comité ITIE est un organe qui vise à promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité dans la gestion des ressources naturelles au bénéfice de tous les citoyens. A cet effet, il supervise la mise en œuvre au Cameroun de la Norme ITIE dans le respect des lois et règlements en vigueur ». Pour ce faire, le Comité ITIE adopte annuellement et exécute un Plan de travail qui doit prendre en compte les priorités nationales.

## V. Principaux axes de la mise en œuvre de l'ITIE

### 1. Collecte des données ITIE

Le Comité ITIE doit assurer la collecte et la fiabilisation des informations relatives à l'exploration, l'exploitation et à l'exportation des ressources naturelles, y compris les informations contextuelles. Les informations ainsi collectées font l'objet de la publication du Rapport ITIE sur une base annuelle.

### 2. Publication des Rapports ITIE

Le Cameroun a publié quinze (15) Rapports ITIE au titre des exercices 2001/2004, 2005, 2006/2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023.

## 3. Communication

Le Comité ITIE doit s'assurer que les divulgations du gouvernement et des entreprises extractives privées sont compréhensibles, activement promues, accessibles au public et contribuent au débat public. Le gouvernement, les parlementaires, la société civile, les entreprises extractives privées, les étudiants, les médias et les populations riveraines des zones d'activité extractive constituent les principaux publics cibles.



## 3. Suivi-évaluation de la mise en œuvre de l'ITIE

Le Comité ITIE assure l'évaluation de la mise en œuvre de l'Initiative sur une base annuelle. A cet effet, il documente les résultats et impacts obtenus dans le Rapport Annuel d'Avancement.

En outre, le conseil d'administration de l'ITIE assure l'évaluation de l'efficacité du processus à travers la Validation qui est un mécanisme d'assurance-qualité visant le respect de la Norme ITIE dans son intégralité.

En novembre 2024, le conseil d'administration de l'ITIE a révisé la grille d'évaluation des pays avec l'introduction d'une évaluation à mi-parcours. Au terme de la VALIDATION, chaque pays mettant en œuvre l'ITIE reçoit un score global qui est une moyenne des scores des trois composantes afférentes aux résultats et à l'impact, à l'engagement des parties prenantes et à la transparence.

## VI-Résultats et impact de l'ITIE au Cameroun

L'impact de l'ITIE au Cameroun est perceptible à plusieurs niveaux ; sur le processus de collecte et de publication des données ITIE, sur les parties prenantes à la mise en œuvre de l'ITIE, sur le débat public autour de la gouvernance du secteur extractif et sur les réformes dudit secteur.



# **COVERTURE MEDIATIQUE**

# Transparence dans les industries extractives : l'ITIE Cameroun interpelle les futurs communicants à l'Université de Douala

*C'est dans un Amphithéâtre 300 comble que s'est tenue lundi 18 mai 2026 à l'Enset, campus 2 de l'Université de Douala, une conférence-débat sur un sujet qui touche directement aux fondements de l'économie camerounaise : la transparence dans les industries extractives. Organisé sous le thème : "L'ITIE sous le prisme de la RSE".*



L'événement a réuni étudiants en communication, enseignants-chercheurs et praticiens du secteur, autour d'une question centrale — comment mieux informer, former et mobiliser sur la gouvernance des ressources naturelles ? Le ton a d'emblée été donné par le Pr **Thomas**

**Atenga**, chef du Département de Communication de la **Faculté des lettres et sciences humaines** (FISH) de l'Université de Douala. En développant le concept d'extractivisme, il a souligné une tendance lourde : celle des organisations, notamment extractives, à « *silencier* » leurs pratiques dommageables. Un constat qui place la communication — et les futurs journalistes et communicants présents dans la salle — au cœur des enjeux de gouvernance économique. À l'heure de l'intelligence artificielle, les défis de la communication organisationnelle autour de ces industries n'en sont que plus aigus.

C'est le Dr **Blasius Ngome**, représentant de l'**Union des Journalistes du Cameroun** à l'**ITIE**, qui a livré l'exposé le plus attendu. Après avoir défini les contours de l'**ITIE**, de la RSE et de la RSO, il a partagé un résultat de vox-pop révélateur : l'**ITIE** reste « *peu connue* » du grand public, et la RSE se confond souvent avec la RSO dans les esprits. Un déficit de notoriété qui contraste avec le rôle pourtant décisif de l'initiative. Rappel des faits : le Cameroun adhère à l'**ITIE** en 2005, engagement pris directement par le chef de l'État pour rendre le secteur extractif transparent. Mais en 2024, malgré un score de 53 %, le pays a été suspendu de l'initiative — un signal d'alarme que les intervenants n'ont pas esquivé.

L'**ITIE** collecte, fiabilise et publie les données relatives à l'exploitation des ressources naturelles — pétrole, gaz, mines. Quinze rapports ont déjà été publiés, couvrant les exercices de 2001 à 2021. Des données qui, selon Dr **Ngome**, pourraient alimenter des recherches académiques de master et de doctorat, avec un possible financement de l'**ITIE** à la clé — une perspective visiblement bien accueillie par l'amphithéâtre.

### **La RSE sur le terrain : le cas Cotco**

**Jules Wack Mballa**, directeur des relations publiques de **Cotco**, a illustré concrètement ce que signifie la responsabilité sociale dans le secteur extractif camerounais. S'appuyant sur les données du rapport **ITIE** 2023, il a décrit les actions menées par la compagnie pétrolière le long du pipeline Tchad-Cameroun : éducation, accès à l'eau potable via des forages solaires, amélioration agricole, soutien à des événements culturels et sportifs... **Cotco** interagit ainsi avec 228 villages riverains du pipeline, auxquels s'ajoutent 18 villages côtiers à Kribi, tous considérés comme « *partenaires* ». Une approche qui illustre, selon lui, que chaque entreprise du secteur développe sa propre stratégie RSE — avec des résultats variables.

La dimension politique et sécuritaire a aussi été posée sans détour. « *Tout ce qui se passe à l'Est de la RDC — des pillages, des formes d'extraction qui ne tiennent pas compte des communautés locales — peut être source de déstabilisation si rien n'est fait* », a averti le Pr **Atenga**, intervenant à la conférence-débat, appelant les médias à s'emparer de ces questions. Une mise en garde qui résonne dans un contexte régional tendu.

Du côté institutionnel, Dr **Blasius Ngome** a tenu à souligner l'engagement de l'État : « *Le rôle de l'État est que les citoyens profitent largement de leurs ressources naturelles.* » La conférence elle-même n'aurait pas vu le jour sans l'implication du ministre camerounais des Finances **Louis-Paul Motazé** et du ministre des Mines, de l'Industrie et du développement technologique par intérim, Pr **Fuh Calistus Gentry**, a-t-il précisé.

Une séance d'échanges nourris avec les étudiants a clôturé la séance — signe que la nouvelle génération de communicants camerounais entend bien s'approprier les enjeux communicationnels sur les industries extractives.

## University of Douala: Students Drilled on Extractive Industries' Potentials



The University of Douala on Monday, May 18, 2026, hosted a high-level roundtable conference for students and professionals in the communication department. Held under the theme “The Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) through the Prism of CSR (Corporate Social Responsibility),” the three-hour deliberation brought together seasoned communication experts and was chaired by Dr. Ngome Blasius. In his keynote presentation, Prof. Thomas Atenga enlightened participants on why the government of Cameroon must jealously safeguard its extractive industry. Professor Atenga traced the critical framework of “extractivism,” noting it was popularized by researchers in South America to analyze the systematic exploitation of natural resources by Global North corporations. Today, however, the concept is vital for local populations to understand resistance, community impact, and post-extractivist alternatives. “When we talk about capitalism and resource management, we are talking about a process of value production that drives market extraction,” Atenga explained. “Today, this often manifests as resource predation, which severely disrupts the livelihoods of local populations affected by these activities.” He challenged the audience to look inward, noting that extractivism is no longer just driven by Western companies, but also by local actors participating in these processes. He urged future communicators to analyze how resource extraction alters the socio-economic organization of territories, communication ecosystems, and local cultures. In addition, Prof. Atenga highlighted that companies in the extractive sector often operate in a complex political and liberal space, sometimes deploying communication strategies to obscure harmful practices or deflect public discredit. To counter this, he outlined three pillars of communication required to tackle the extractivism crisis: Re-evaluating how companies engage ethically with the public. Ensuring robust, objective journalistic coverage. Ensuring local communities are actively participating in decisions, rather than being sidelined. “The first challenge is awareness and information. The second is community participation,” Atenga emphasized, pointing to the ongoing resource-driven

conflicts in the eastern Democratic Republic of Congo as a warning sign. “If local communities who bear the brunt of environmental damage—are not educated and included, resource extraction becomes a recipe for national destabilization. The media has a fundamental duty to inform, educate, and raise awareness.” Taking the floor, Dr. Blasius Ngome shed light on the mechanics of the extractive sector and its macroeconomic importance to Cameroon. He reminded the audience that Cameroon’s adherence to the EITI framework represents a top-down state commitment to fighting corruption and ensuring resource transparency.



Responding to questions about how citizens directly benefit from oil, gas, and mining revenues, Dr. Ngome clarified the mechanisms of state wealth redistribution. “It is logistically impossible to distribute cash from the extractive sector to every Cameroonian individually,” Dr. Ngome stated. “Instead, the state injects these revenues directly into the national community through the annual state budget. This is how citizens benefit through the construction of public infrastructure like roads, schools, and hospitals.” Nevertheless, Dr. Ngome emphasized that the conference’s ultimate goal was to demystify the extractive sector and Corporate Social Responsibility for the university community. He challenged the undergraduate and postgraduate students to take ownership of these contemporary issues through rigorous academic research. “We would be deeply fulfilled if students took it upon themselves to conduct Master’s and PhD research on the EITI framework,” Dr. Ngome remarked. “In fact, we have already registered our first student who is willing to carry out their thesis research on the EITI. This is a massive win, as their scholarly work will help educate the wider Cameroonian public on how this vital sector operates and how they can benefit from it.” The roundtable conference concluded with high engagement, drawing a massive crowd of both student

communicators and practicing media professionals eager to bridge the gap between communication theory and natural resource governance.

**By Henry Wana**

# POLCRÉ VISION L'œil de socrate MAGAZINE

## Transparence dans les industries extractives : Des étudiants de l'Université de Douala encouragés à embrasser la filière



L'amphi 300 de l'Ecole nationale supérieure de l'enseignement technique de l'Université de Douala a servi de cadre à une conférence-débat sur un domaine sensible de l'économie camerounaise : la transparence dans les industries extractives. Conférence-débat organisée sous le thème : "L'ITIE sous le prisme de la RSE".

L'événement a réuni étudiants en communication, enseignants-chercheurs et praticiens du secteur extractif autour d'une question centrale : comment informer, former et

mobiliser sur la gouvernance des ressources naturelles ? Le ton a été donné par le Pr Thomas Atenga, chef du Département de Communication de la Faculté des lettres et sciences humaines (Flsh) de l'Université de Douala. En développant le concept de l'« extractivisme », le Professeur a souligné une tendance lourde : celle des entreprises extractives, à dénoncer leurs pratiques dommageables. Un constat qui place le traitement de l'actualité liée aux industries extractives au cœur des enjeux de la nouvelle gouvernance économique prônée par le ministre des finances, Louis Paul Motaze. Pour le Pr Atenga, le premier enjeu d'abord l'information autour de l'activité, la sensibilisation des communautés concernées par les problèmes d'extractivisme, ensuite amener à une participation plus active des dites communautés locales autour des industries extractives dans la mesure où ce sont les premières personnes par les dommages environnementaux que cause l'activité. Et les rôles des médias justement est de dénoncer les manquements qui peuvent les autorités à prendre un certain nombre de mesures.

Au pupitre de l'amphi, Dr Blasius Ngome, représentant de l'Union des Journalistes du Cameroun à l'**ITIE**, qui a livré l'exposé le plus attendu à savoir les contours de l'ITIE, de la Responsabilité sociale des entreprises ainsi que celle des organisations autour de l'activité, il a parlé d'un secteur « **peu connue du grand public** ». Un déficit de notoriété qui contraste avec le rôle pourtant décisif de l'initiative. A titre d'information, le Cameroun adhère à l'ITIE en 2005, engagement pris directement par le chef de l'État pour rendre le secteur transparent. D'après le Dr Blasius Ngome, le rôle de l'Etat c'est de veiller à ce qu'il n'y ait de corruption dans le domaine ; l'Etat voudrait que les citoyens profitent de leurs ressources naturelles que sont le pétrole, le gaz, les mines, et c'est la raison d'être de cette conférence-débat autour de la transparence, une initiative voulue par le ministre des finances, qui vise à impliquer les étudiants et les journalistes à s'intéresser davantage à ce secteur.

Le rôle de l'**ITIE** c'est de collecter, fiabiliser et publier les données relatives à l'exploitation des ressources naturelles : pétrole, gaz, mines. Et jusqu'ici 15 rapports ont déjà été rendus publics, couvrant les exercices de 2001 à 2021. Des données qui, selon Dr Ngome, pourraient alimenter des recherches académiques de master et de doctorat, avec un possible financement de l'ITIE à la recherche académique et professionnelle.

### **L'exemple de la Cotco**

Jules Wack Mballa, directeur des relations publiques de Cotco, a illustré concrètement ce que signifie la responsabilité sociale dans le secteur extractif camerounais. S'appuyant sur les données du rapport ITIE 2023, il a décrit les actions menées par la compagnie pétrolière le long du pipeline Tchad-Cameroun : éducation, accès à l'eau potable via des forages solaires, amélioration agricole, soutien à des événements culturels et sportifs. Bon à savoir, Cotco interagit ainsi avec 228 villages riverains du pipeline, auxquels s'ajoutent 18 villages côtiers à Kribi, tous considérés comme « *partenaires* ». Une approche qui illustre selon l'expert, que chaque entreprise du secteur peut développer sa propre stratégie RSE, avec des résultats variables, et c'est d'ailleurs le cas pour bon nombre d'entre elles.

La dimension politique et sécuritaire a aussi été posée sans détour. « **Tout ce qui se passe à l'Est de la RDC, des pillages, des formes d'extraction qui ne tiennent pas compte des communautés locales – peut être source de déstabilisation si rien n'est fait** », a averti le Pr Thomas Atenga, intervenant à la conférence-débat, appelant les médias à s'emparer de ces questions. Une mise en garde qui résonne dans un contexte régional tendu.

Du côté institutionnel, « **Le rôle de l'État est que les citoyens profitent largement de leurs ressources naturelles** », affirme Dr Blasius Ngome. La conférence elle-même n'aurait pas vu le jour sans l'implication du ministre camerounais des Finances Louis-Paul Motazé et celui des Mines, de l'Industrie et du développement technologique par intérim, Pr Fuh Calistus Gentry, confie-t-il aux médias. Une séance d'échanges nourris avec les étudiants a clôturé la séance, signe que la nouvelle génération de communicants camerounais entend bien s'approprier les enjeux communicationnels sur les industries extractives.

**Rodrigue TCHOKOUAHA**

Douala:

# EITI engages students on transparency in extractive industries

By Elizabeth BanyjTabi

Students of the University of Douala have been encouraged to take greater interest in Cameroon's extractive industries sector and pursue academic and professional careers linked to transparency, governance and corporate accountability.

The call was made during a conference-debate organised by the Extractive Industries Transparency Initiative, EITI Cameroon, which took place on Monday, May 18, at Lecture Hall 300 of the National Higher School of Technical Education, ENSET, Campus II of the University of Douala.

Held under the theme: "The EITI Through the Lens of Corporate Social Responsibility, CSR", the event brought together communication students, lecturers, researchers, journalists and actors of the extractive sector to reflect on the role of transparency, communication and public accountability in the management of Cameroon's natural resources.

Organisers disclosed that the conference-debate falls within Requirement 7.1 of the EITI Standard 2023 relating to public debate and citizen engagement.

They said the event was organised under the supervision of the President of the EITI Committee, Minister of Finance, Louis Paul Motaze, with the Interim Minister of Mines, Industry and Technological Development, Prof Fuh Calistus Gentry, serving as Vice President of the initiative.

The organisers did not fail to

acknowledged the support of both ministers in facilitating the conference and promoting transparency in the sector.

Speaking at the opening of the conference, Prof Thomas Atenga, Head of the Department of Communication at the Faculty of Arts and Humanities of the University of Douala, stressed the need for the media and communication professionals to play a central role in exposing harmful practices linked to extractive activities.

Developing the concept of "extractivism", Prof Atenga noted that many companies in the sector increasingly attempt to silence or minimise the negative consequences of their activities on communities and the environment.

According to him, communication on extractive governance is now a major challenge in modern economic governance, especially in the era of artificial intelligence and digital information.

"The first challenge is to inform the public, educate communities affected by extractive activities and encourage citizen participation in the management of natural resources," he stated.

Prof Atenga warned that if issues surrounding extractive industries are poorly managed, they could become sources of instability, citing the situation in the eastern Democratic Republic of Congo where illegal and unregulated exploitation of minerals continues to fuel insecurity and conflict.

He urged future journalists

and communication experts to use the media as a tool to denounce shortcomings and stimulate government action in favour of affected communities.

## EITI still little known to public

One of the major presentations of the conference was delivered by Dr Blasius Ngome, representative of Cameroon Union of Journalists, CUJ, to EITI. Dr Ngome regretted that despite the importance of the initiative, EITI remains largely unknown to the general public in Cameroon.

He explained that Cameroon joined the EITI in 2005 following a commitment by President Paul Biya to improve transparency in the extractive sector. According to Dr Ngome, the initiative seeks to ensure that citizens effectively benefit from revenues generated from natural resources such as oil, gas and mining.

"The role of the State is to ensure there is no corruption in this sector and that citizens fully benefit from their natural resources," he said.

He explained that the EITI collects, validates and publishes data related to the exploitation of oil, gas and mineral resources. To date, he disclosed, 15 reports covering the period from 2001 to 2021 have already been published.

Dr Ngome further indicated that the data contained in EITI reports can serve as valuable material for academic research at Masters and PhD levels, adding



Organisers, participants immortalise conference in group picture



Convener, Dr Blasius Ngome, speaking to the press

that the initiative may support certain research projects financially.

The conference also highlighted the educational importance of the EITI 2023 Report, which, according to organisers, should be transformed into a working tool for scientific research, public debate and policy analysis.

The report indicates that the extractive sector contributed 21.95 percent of government revenues, 4.15 percent of Gross Domestic Product, GDP, 32.04 percent of exports and 0.62 percent of formal employment in Cameroon in 2023.

Speakers, however, encouraged students to critically analyse public data, pointing to discrepancies identified within some sections of the report itself as proof that research and verification remain essential.

## COTCO presents CSR actions

The Corporate Social Responsibility, CSR, dimension of extractive activities was illustrated by the Director of Public Relations at the Cameroon Oil Transportation Company, COTCO, Jules Wack Mballa.

Drawing from the 2023 EITI Report, he presented several social projects carried out by the company along the Chad-Cameroon pipeline.

The projects include support to education, provision of solar-powered boreholes for access to drinking water, agricultural support programmes as well as sponsorship of cultural and sporting activities.

He revealed that COTCO currently collaborates with 228 villages situated along the pipeline corridor and 18 coastal communities in Kribi, all considered development partners. According to him, each company in the extractive sector develops its own CSR strategy depending on its priorities and operational realities.

Industries extractives

## L'Université de Douala dissèque de la transparence et de la Rse

**Durant la conférence débat organisée à l'amphi 300 de l'Enset le 18 mai 2026 enseignants chercheurs et étudiants ont discuté sur la transparence dans les industries extractives et leur impact sur leur environnement.**

Comment expliquer que le Cameroun, riche en ressources pétrolières, gazières et minières, peine encore à transformer cette manne en véritable moteur de développement inclusif ?

C'est autour de cette problématique que chercheurs, étudiants et professionnels se sont réunis le 18 mai 2026 à l'amphi 300 de l'Enset de l'Université de Douala, à l'occasion d'une conférence consacrée à « l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations (Rso) ». Portée par le Laboratoire de communication (Lacocom) sous la coordination du Pr Thomas Atenga, la rencontre a permis de confronter les approches théoriques, institutionnelles et industrielles autour d'un même constat : le fossé demeure immense entre les mécanismes de transparence et leur appropriation par les populations.

### Une transparence encore méconnue des citoyens

Le premier signal d'alarme est venu du Dr Blasius Ngome. À travers les résultats d'un micro-trottoir réalisé en amont de la conférence, le chercheur a révélé qu'environ 70 % des citoyens interrogés ignorent totalement l'existence de l'Itie, tandis qu'à peine 10 % disent en avoir une connaissance approximative. Un paradoxe pour un pays engagé dans cette initiative internationale depuis juin 2005. Malgré les efforts du dispositif national piloté par le ministre des Finances Louis Paul Motaze, la suspension temporaire du Cameroun en février 2024 a rappelé les fragilités persistantes du système de gouvernance extractive.

Pour le Dr Ngome, la solution passe désormais par une articulation plus forte entre l'Itie, centrée sur la transparence financière, et la Rso inspirée de la norme ISO 26000. L'objectif est d'imposer une logique d'équilibre entre rentabilité économique, justice sociale et préservation environnementale à travers le principe « People, Planet, Profit ».

Le chercheur a notamment insisté sur plusieurs priorités :



Impact des industries extractives sur l'environnement

une meilleure fiscalité minière, la traçabilité de l'or artisanal ainsi que la lutte contre les flux financiers illicites qui privent les États africains d'importantes recettes.

### Le poids des héritages coloniaux dans l'extractivisme

Dans une approche plus critique, le Pr Thomas Atenga a déconstruit le concept même d'extractivisme. Revenant sur les origines sud-américaines du terme, il a soutenu que les modèles actuels d'exploitation des ressources naturelles prolongent souvent des logiques héritées de la colonisation. Selon lui, les multinationales continuent d'extraire massivement les richesses du sous-sol africain tout en laissant des retombées locales limitées. Le chercheur a

également dénoncé les « silences » et ambiguïtés de certaines entreprises qui utilisent parfois la communication institutionnelle comme un instrument de légitimation.

À l'heure des réseaux sociaux et de l'intelligence artificielle, a-t-il prévenu, la communication ne peut plus relever du simple affichage cosmétique. Les entreprises extractives sont désormais contraintes d'aligner leurs discours sur des pratiques réellement transparentes afin d'éviter les accusations de greenwashing.

### Cotco défend son modèle social de proximité

Face à ces critiques académiques, le secteur industriel a tenu à présenter des actions concrètes. Représentant la Cameroon Oil Transportation

Company, Jules Wack Mballa, directeur des relations publiques de l'entreprise, a détaillé le bilan social 2023 du pipeline Tchad-Cameroun. Présente dans 228 villages riverains du projet, l'entreprise met en avant une politique de responsabilité sociale axée sur les besoins communautaires. Parmi les réalisations évoquées figurent la rénovation du Centre médical d'arrondissement de Mvengue, la construction de forages solaires à Nkoteng et Bipindi ainsi que l'édification de salles de classe au CES de Dompla. Sur le plan environnemental, Cotco affirme également soutenir, via la Fedec, plusieurs programmes de lutte contre le braconnage dans les parcs nationaux de Campo Ma'an et du Mbam-et-Djerem, avec un accent particulier sur les communautés autochtones Bagyeli, Bakola et Mbororo.

### Vers un réveil scientifique durable ?

Au-delà des échanges académiques, cette rencontre organisée sous le parrainage des autorités publiques entend ouvrir un débat de fond sur la gouvernance des ressources naturelles au Cameroun. Entre exigences de transparence, impératifs de rentabilité économique et attentes sociales des populations, le défi reste immense. L'enjeu, pour les participants, consiste désormais à transformer les mécanismes de contrôle et les engagements de responsabilité sociale en véritables leviers de développement inclusif, capables de faire des richesses du sous-sol camerounais un moteur concret de progrès social.

**Hervé Villard Njile**

Transparence dans les industries extractives

## Des étudiants de l'Université de Douala encouragés à embrasser la filière

L'Amphi 300 de l'École nationale supérieure de l'enseignement technique (Enset) de l'Université de Douala a servi de cadre à une conférence-débat placée sous le thème : « l'Itie sous le prisme de la Rse », à l'initiative du Comité Itie Cameroun.

L'initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) est la norme mondiale de gestion ouverte et responsable des ressources pétrolières, gazières et minières. L'initiative est pilotée au Cameroun par un Comité dont le ministre des finances est président et le Minmidit assure la vice-présidence. A l'Université de Douala, la conférence scientifique sur le sujet a réuni étudiants en communication, enseignants-chercheurs et praticiens du secteur extractif autour d'une question centrale : comment informer, former et mobiliser sur la gouvernance des ressources naturelles ? Le ton a été donné par le Pr Thomas Atenga, chef du Département de Communication de la Faculté des lettres et sciences humaines (Flsh) de l'Université de Douala. En développant le concept de l'« *Extractivisme* », un néologisme créé de sa part, le Professeur a souligné une responsabilité lourde : celle des entreprises extractives et du gouvernement, à dénoncer les pratiques dommageables.

Un constat qui place le traitement de l'actualité liée aux industries extractives au cœur des enjeux de la « *Nouvelle gouvernance économique* » prônée par le ministre des finances, Louis Paul Motaze. Pour le Pr Atenga, le premier enjeu est d'abord l'information autour de la question, la sensibilisation des communautés riveraines, ensuite les amener à une participation plus active autour de l'activité dans la mesure où ce sont les premières personnes affectées par les dommages sociaux et environnementaux créés par ces activités. Et le rôle des médias devient alors primordiale, celui de dénoncer les manquements qui peuvent survenir, et aux



autorités à prendre un certain nombre de mesures pour y remédier.

**Un secteur peu connu du grand public**  
Deuxième personnalité au pupitre de l'amphi, Dr Blasius Ngome, représentant de l'Union des Journalistes du Cameroun à l'Itie. Dr Ngome a livré l'exposé le plus attendu à savoir les contours de l'Itie, de la Responsabilité sociale des entreprises ainsi que celle des organisations autour de l'activité ; il a qualifié les industries extractives de « *secteur peu connu du grand public* ». Un déficit de notoriété qui contraste avec le rôle pourtant décisif de l'initiative dans l'amélioration de la gouvernance. A titre d'information, le Cameroun adhère à l'Itie en 2005, engagement pris directement par le chef de l'Etat pour rendre le secteur transparent.

D'après le Dr Blasius Ngome, le rôle de l'Etat c'est de veiller à ce qu'il n'y ait moins de corruption dans le secteur ; « *l'Etat souhaite que les citoyens profitent des ressources naturelles que sont le pétrole, le gaz, les mines, et c'est la raison d'être de cette conférence-débat autour de la transparence* », une initiative voulue par le ministre des finances, qui vise à impliquer les étudiants et les journalistes à s'intéresser davantage à ce sec-

teur, ajoute l'universitaire. Le rôle de l'Itie c'est de collecter, fiabiliser et publier les données relatives à l'exploitation des ressources naturelles : pétrole, gaz, mines. Et jusqu'ici 15 rapports ont déjà été rendus publics, couvrant les exercices de 2001 à 2023. Des données qui, selon Dr Ngome, pourraient alimenter des recherches académiques de master et de doctorat, avec une possibilité de financement de la recherche par l'Itie.

### L'exemple de la Cotco

Jules Wack Mballa, directeur des relations publiques de Cotco, a illustré concrètement ce que signifie la responsabilité sociale dans le secteur extractif camerounais. S'appuyant sur les données du rapport Itie 2023, il a décrit les actions menées par la compagnie pétrolière le long du pipeline Tchad-Cameroun : « *éducation, accès à l'eau potable via des forages solaires, amélioration agricole, soutien à des événements culturels et sportifs* ». Bon à savoir, Cotco interagit ainsi avec 228 villages riverains du pipeline, auxquels s'ajoutent 18 villages côtiers à Kribi, tous considérés comme des « *partenaires* ». Une approche qui illustre selon l'expert, que chaque entreprise du secteur peut développer sa propre stratégie RSE, avec

des résultats variables, et c'est d'ailleurs le cas pour bon nombre d'entre elles, affirme-t-il. La dimension politique et sécuritaire a aussi été posée : « *Tout ce qui se passe à l'Est de la Rdc, des pillages, des formes d'extraction qui ne tiennent pas compte des communautés locales, peut être source de déstabilisation si rien n'est fait* », a averti le Pr Thomas Atenga, intervenant à la conférence-débat, appelant les médias à s'emparer de ces questions. Une mise en garde qui résonne dans un contexte régional tendu.

Du côté institutionnel, « *La mission de l'Etat c'est que les citoyens profitent largement de leurs ressources naturelles* », déclare Dr Blasius Ngome. La conférence elle-même n'aurait pas vu le jour sans l'implication personnelle du ministre camerounais des Finances Louis-Paul Motazé et celui des Mines, de l'Industrie et du développement technologique par intérim, Pr Fuh Calistus Gentry, confié-t-il aux médias. Une séance d'échanges nourris avec les étudiants a clôturé la séance, signe que la nouvelle génération de communicants camerounais entend bien s'approprier les enjeux communicationnels sur les industries extractives.

Rodrigue TCHOKOUAHA



Cédric Ketchanga, Pdg de KC Trade International  
**“Guerre en Iran, choc pétrolier et rivalité sino-américaine : combien de temps le Cameroun peut-il encore tenir ?”**

Page 10

Directeur de la publication : Victor NDOKI - Réc. n° 203/RDD/JC19/BAPP - n° 274 du 21 mai 2026 - Prix : 400 FCFA

# LES NOUVELLES

## DU PAYS

Informer pour apporter des solutions



MINISTRE DES SPORTS ET DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE

Félicitations

AU CHAMPION  
**FRANCIS NGANNOU**

pour son éclatante victoire par K.O. ce vendredi, lors des WGP MMA à Los Angeles, contre la légende Philippe Lim.

Une victoire de plus qui honore grandement le mouvement sportif camerounais !

## Université de Douala

### L'ITIE et la responsabilité sociale au coeur d'un débat académique

Nouvelle victoire  
 Pr Narcisse Mouelle Kombi salue l'exploit de Francis Ngannou

Page 2



L'amphi 300 de l'École normale supérieure de l'enseignement technique (Enset) de l'Université de Douala a servi de cadre, le 18 mai 2026, à une conférence-débat consacrée à «L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations (RSO)». Animée par le Pr Thomas Etenga, Pr Georges Madiba, Dr Blasius Ngome, Dr Jean Camille Tonje et Jules Wack Mballa, la rencontre a permis de mettre en lumière les enjeux de transparence, de gouvernance et de responsabilité sociale dans la gestion des ressources naturelles au Cameroun.

Pages 5-8



Rénovation de l'aéroport de Douala par ADC  
 Dr Fritz Ntone Ntone rassure sur la viabilité financière du projet

Page 9

## Liaison maritime entre Kribi et Douala

### Le projet Gulfcam bloqué par les multinationales



Depuis plusieurs semaines, un cargo polyvalent demeure immobilisé en rade du port de Kribi. A première vue, l'image peut sembler anodine : un navire à quai, sans cargaison apparente, dans l'attente d'un départ. Pourtant, derrière cette immobilisation se joue un projet stratégique à fort potentiel économique porté par la société Gulfcam, qui se heurte à un marché dominé par les multinationales.

Page 3

## Industries extractives

# L'itie expliquée aux étudiants de l'Université de Douala

Ils ont été sensibilisés sur cette Initiative, ainsi que sur les avantages qu'ils auront à s'y intéresser.



Par Blaise Djoukep

**E**n développant le concept de l'« extractivisme », le Pr Thomas Atenga, chef du département de communication de l'Université de Douala, a souligné une tendance lourde : celle des entreprises extractives, à dénoncer leurs pratiques dommageables. Le constat fait au cours de la conférence organisée par l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie) à l'amphi 300 de l'Enset sous le thème "Itie sous le prisme de la Rse" place le traitement de l'actualité liée aux industries extractives au cœur des enjeux de la nouvelle gouvernance économique prônée par le ministre des Finances (Minfi), Louis Paul Motaze.

Pour le Pr Atenga, le premier enjeu est celui de l'information autour de l'activité, notamment la sensibilisation des communautés concernées par les problèmes d'extractivisme. Il est également question d'amener les communautés locales à une participation plus active autour des industries extractives, dans la mesure où ce sont les premières personnes touchées par les dommages environnementaux causés par l'activité. Et les médias n'ont pas un rôle moins important. Le rôle des médias est de dénoncer les manquements observés par les sociétés extractives, afin de pousser les autorités à prendre des mesures visant à protéger et favoriser les communautés locales. S'exprimant sur « les contours de l'Itie, de la responsabilité sociale des entreprises ainsi que



Sources de productions académiques et professionnelles !

celle des organisations autour de l'activité », le Dr Blasius Ngome, représentant des journalistes à l'Itie, a regretté que le secteur soit très peu connu du grand public. Un déficit de notoriété qui contraste avec le rôle pourtant décisif de l'initiative. L'Itie est un standard international qui promeut une gestion ouverte et responsable des ressources pétrolières, gazières et minières.

Le Cameroun adhère à l'Itie en juin 2005, date à laquelle le chef de l'État s'engage à rendre le secteur transparent. « Le rôle de l'État c'est de veiller à ce qu'il n'y ait pas de corruption dans le domaine. L'État voudrait que les citoyens profitent de leurs ressources naturelles que sont le pétrole, le gaz, les mines. Et c'est la raison d'être de cette conférence-

débat autour de la transparence, une initiative voulue par le ministre des Finances, qui vise à impliquer les étudiants et les journalistes à s'intéresser davantage à ce secteur », renseigne Dr Blasius Ngome.

Le rôle de l'Itie c'est de collecter, fiabiliser et publier les données relatives à l'exploitation des ressources naturelles : pétrole, gaz, mines. Et jusqu'ici, 15 rapports ont déjà été rendus publics, couvrant les exercices de 2001 à 2021. Des données qui, selon Dr Ngome, pourraient alimenter des recherches académiques de master et de doctorat, avec un possible financement de l'Itie à la recherche académique et professionnelle.

L'importance de la transparence est d'autant plus importante que la mauvaise gestion des ressources du sous-sol peut être source de déstabilisation. « Tout ce qui se passe à l'Est de la RDC, des pillages, des formes d'extraction qui ne tiennent pas compte des communautés locales, peut être source de déstabilisation si rien n'est fait », avertit le Pr Thomas Atenga.

Du côté institutionnel, « Le rôle de l'État est de veiller à ce que les citoyens profitent largement de leurs ressources naturelles », affirme Dr Blasius Ngome. Au cours des échanges, les étudiants ont été éduqués sur l'Itie. Par ailleurs, ils se sont appropriés les enjeux communicationnels sur les industries extractives.

## Douala Varsity: Comms Students Discuss Social Responsibility In Extractive Sector

Story, Henry Wana

Communication students of the University of Douala has discussed the Cooperate Social Responsibility, CSR, of extractive industries. This was the focus of a conference organised yesterday themed: "The Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) through the Prism of CSR (Corporate Social Responsibility)".

Dr. Ngome Blasius chaired the discussions. In a keynote presentation, Prof. Thomas Atenga enlightened participants on why the government must jealously safeguard its extractive industry.

Prof Atenga traced the critical framework of "extractivism," noting it was popularized by researchers in South America to analyze the systematic exploitation of natural resources by Global North corporations.

He said today, the concept is vital for local populations to understand resistance, community impact, and post-extractivist alternatives. "When we talk about capitalism and resource management, we are talking about a process of value production that drives market extraction," Prof Atenga explained, adding that: "Today, this often manifests as resource predation, which severely disrupts the livelihoods of local populations affected by these activities."

Extractivism, he noted, is no longer just driven by Western companies, but also by local actors participating in these processes. He urged future communicators to analyze how resource extraction alters the socio-economic organization of territories, communication ecosystems, and local cultures.

Prof. Atenga highlighted that companies in the extractive sector often operate in a complex political and liberal space, sometimes deploying communication strategies to obscure harmful practices or deflect public discredit.

To counter this, he outlined three pillars of communication required to tackle the extractivism crisis:

He underscored the need to re-evaluate how companies engage ethically with the public to ensure robust, objective journalistic coverage. The scholar also said



there is need to ensure local communities are actively participating in decisions, rather than being sidelined.

"The first challenge is awareness and information. The second is community participation," Atenga emphasized, pointing to the ongoing resource-driven conflicts in the eastern Democratic Republic of Congo as a warning sign

"If local communities who bear the brunt of environmental damage—are not educated and included, resource extraction becomes a recipe for national destabilization. The media has a fundamental duty to inform, educate, and raise awareness."

Taking the floor, Dr. Blasius Ngome shed light on the mechanics of the extractive sector and its macro-economic importance to Cameroon. He reminded the audience that Cameroon's adherence to the EITI framework represents a top-down state commitment to fighting corruption and ensuring resource transparency.

Responding to questions about how citizens directly benefit from oil, gas, and mining revenues, Dr. Ngome clarified the mechanisms of state wealth redistribution. "It is logistically impossible to distribute cash from

the extractive sector to every Cameroonian individually," Dr. Ngome stated, proposing that: "Instead, the State injects these revenues directly into the national community through the annual state budget. This is how citizens benefit through the construction of public infrastructure like roads, schools, and hospitals."

Dr. Ngome emphasized that the conference's ultimate goal was to demystify the extractive sector and Corporate Social Responsibility for the university community.

He challenged the undergraduate and postgraduate students to take ownership of contemporary issues through rigorous academic research.

"We would be deeply fulfilled if students take it upon themselves to conduct Master's and PhD research on the EITI framework," Dr. Ngome said, adding that: "In fact, we have already registered our first student who is willing to carry out their thesis research on the EITI. This is a massive win, as their scholarly work will help educate the wider Cameroonian public on how this vital sector operates and how they can benefit from it".

## Limbe: Hon. Etombi Offers Support To Bikers, Fishmongers

Story, Ngake Nguemgni Amourette

Member of Parliament, MP, Hon. Etombi Gladys has offered support to women fishmongers and commercial bike riders at Down Beach, Limbe, Fako Division of the South West Region.

The support was handed Monday, May 18. The MP said the activity is part of her 2026 "Parliamentary Outreach". The event brought together members of the MITOVN Assembly, women traders, riders, and community stakeholders.

Speaking during the gathering, Hon. Etombi emphasized the importance of unity, resilience, and faith in overcoming life's challenges. She encouraged participants to remain united despite the economic and social difficulties confronting many families.

"Unity is strength. We will work together, and God will bless every effort we put in," she stated, while urging community members not to allow challenges to overpower them.

As part of the outreach, the parliamentarian donated several items to support the activities of fishmongers and commercial bike riders. The donations included basins, bags, umbrellas for riders, and protective helmets aimed at improving safety and easing their daily economic activities.

Hon. Etombi also highlighted some of her humanitarian contributions to the health sector, notably her support to the Mother and Child Centre at the Regional Hospital, where she assisted in renovation works and donated items for the care of premature babies.

Describing herself as "a living testimony" of God's grace, she encouraged participants to trust in



God despite their difficulties.

Delivering a vote of thanks on behalf of the fishmongers, one of the women leaders praised the parliamentarian for understanding the plight of women and vulnerable groups in society.

She noted that Hon. Etombi's support had transformed many lives "from grass to grace," while calling for continued peace, unity, and mutual support within the community.

## ■ Conférence-débat à l'Université de Douala Jules Wack Mballa présente les réalisations sociales des entreprises extractives

À l'occasion de la conférence-débat organisée le 18 mai 2026 à l'amphi 300 de l'École nationale de l'enseignement technique de l'Université de Douala, autour du thème «*L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations (RSO)*», Jules Wack Mballa, Directeur des Relations publiques et de l'Interface avec l'Administration de la société COTCO, a présenté les réalisations sociales des entreprises extractives inscrites dans le périmètre des déclarations ITIE en 2023. Il intervenait comme troisième panéliste de cette rencontre académique et citoyenne.

Face à un auditoire composé d'universitaires, d'étudiants, de professionnels et d'acteurs de la gouvernance extractive, le responsable de COTCO a d'abord rappelé la définition retenue par le comité ITIE concernant les dépenses sociales des entreprises extractives. Selon lui, celles-ci se répartissent en deux catégories : les dépenses sociales obligatoires, imposées par la réglementation ou les conventions minières et pétrolières, et les dépenses sociales volontaires, engagées dans le cadre des politiques de responsabilité sociétale des entreprises.

Prenant l'exemple de COTCO, Jules Wack Mballa a souligné que chaque entreprise extractive développe sa propre stratégie de responsabilité sociétale, avec des approches et des résultats qui peuvent varier d'un acteur à l'autre. Il a ainsi présenté la vision de son entreprise, fondée sur la volonté d'être «*une entreprise citoyenne*», attachée au respect des normes éthiques, des lois et des cultures locales, tout en garantissant des opérations sûres, fiables et respectueuses de l'environnement.

Dans cette logique, COTCO oriente sa stratégie RSE vers l'obtention de résultats de développement positifs au profit des communautés riveraines de ses activités. Une politique qui se traduit par des projets de renforcement des capacités, des investissements socio-économiques et des initiatives de développement communautaire financées directement par l'entreprise ou en partenariat avec d'autres bailleurs.

Le conférencier a révélé que COTCO entretient des relations avec 228 villages situés le long du pipeline Tchad-Cameroun, auxquels s'ajoutent 18 villages côtiers à Kribi,



tous considérés comme des «*partenaires*» de l'entreprise. Une présence territoriale qui, selon lui, impose un engagement constant en faveur des populations locales.

Illustrant concrètement cette politique, Jules Wack Mballa a détaillé plusieurs réalisations sociales enregistrées en 2023. Dans le domaine de la santé communautaire, l'en-

treprise a procédé à la rénovation et à l'équipement du Centre médical d'arrondissement de Mvengue. Concernant l'accès à l'eau potable, des forages alimentés à l'énergie solaire ont été construits à Nkoteng et à Bipindi avant leur rétrocession aux municipalités concernées en 2024.

Le secteur de l'éducation a également bénéficié d'un accompagnement important. Parmi les actions évoquées figurent la rétrocession d'un bâtiment de trois salles de classe au CES de Dompla ainsi que la remise de primes d'excellence scolaire à 456 élèves des établissements publics de l'arrondissement de Djohong.

Sur le plan environnemental, l'entreprise soutient depuis plusieurs années la Fondation pour l'Environnement et le Développement Économique du Cameroun (FEDEC). Ce partenariat permet notamment de financer des actions de lutte anti-braconnage dans les

parcs de Campo Ma'an et de Mbam et Djerem, tout en accompagnant les populations autochtones Bagyeli, Bakola et Mbororo à travers des projets éducatifs, sanitaires et agricoles.

Le soutien à l'économie locale figure également parmi les axes majeurs de cette stratégie sociétale. À ce titre, Jules Wack Mballa a cité la mise en production du projet apicole «*Miel des Pics du Mayo-Rey*» dans les villages de Yandea et Bakari, ainsi que les travaux de désherbage de l'emprise du pipeline confiés aux comités de développement des villages riverains.

La promotion culturelle et sportive n'a pas été en reste. COTCO a notamment accompagné l'organisation du festival culturel Nguma Mabi à Kribi et du Ngondo à Douala, deux événements emblématiques du patrimoine culturel camerounais.

En guise de perspectives, le troisième intervenant de cette conférence-débat a formulé plusieurs recommandations visant à renforcer l'impact des politiques RSE dans le secteur extractif. Il a notamment plaidé pour la publication régulière de rapports RSE annuels fondés sur des indicateurs de performance vérifiables, ainsi que pour un meilleur suivi de la durabilité des projets réalisés et de leur appropriation par les communautés bénéficiaires.

À travers cette intervention, Jules Wack Mballa a voulu démontrer que la responsabilité sociétale constitue désormais un levier essentiel de gouvernance pour les entreprises extractives, appelées à conjuguer performance économique, transparence et développement communautaire durable.

**Victor NDOKI**



## ■ Conférence-débat à l'Université de Douala ITIE et RSE : le Pr Thomas Étenga décrypte les enjeux communicationnels de l'extractivisme

À l'amphi 300 de l'Université de Douala, la réflexion sur la gouvernance des ressources extractives s'est enrichie d'un regard résolument communicationnel. Lors de la conférence-débat consacrée au thème « *Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) et Responsabilité sociale des entreprises : enjeux communicationnels* », le Pr Thomas Étenga, l'un des trois intervenants invités, a livré une analyse approfondie des mécanismes de l'extractivisme et des défis contemporains liés à la communication des organisations.

Face à un auditoire composé d'enseignants, d'étudiants et de professionnels, l'universitaire a d'abord clarifié les contours du concept d'extractivisme. Revenant sur ses origines intellectuelles en Amérique du Sud, il a expliqué que cette notion a été développée par des chercheurs et militants pour analyser de manière critique l'exploitation des ressources naturelles par des acteurs majoritairement installés dans les pays du Nord. Selon lui, cette approche permet également de comprendre les résistances sociales suscitées par ces modèles économiques ainsi que les alternatives dites « *post-extractivistes* ».

### Une logique économique héritée de l'histoire coloniale

Le Pr Thomas Étenga a replacé cette dynamique dans une perspective historique plus large, en soulignant que les processus extractifs s'inscrivent dans la continuité des politiques de développement postcoloniales et de l'expansion du capitalisme mondial. Exploitation minière, industrie pétrolière ou agriculture industrielle participent, a-t-il rappelé, à une logique de production de valeur souvent accompagnée d'un épuisement progressif des ressources naturelles et d'impacts durables sur les populations locales.

Mais au-delà de l'exploitation des matières premières, le conférencier a insisté sur l'évolution contemporaine du concept. Désormais, l'extractivisme renvoie aussi à des formes plus larges de prédation et d'appropriation touchant la nature, le travail, le savoir ou encore la culture. Une réalité qui, selon lui, impose une lecture plus globale des rap-



ports de pouvoir entre centres et périphéries, tant à l'échelle internationale que locale.

### Les silences et ambiguïtés de la communication organisationnelle

Au cœur de son intervention, le spécialiste des sciences de l'information et de la communication a surtout mis en lumière la manière dont les organisations communiquent autour des activités extractives. Il a interrogé les pratiques souvent passées sous silence : manipulation, ambiguïtés discursives, dissimulation, conflits larvés ou encore stratégies de légitimation. Pour lui, ces mécanismes révèlent des

tensions profondes entre discours institutionnels et réalités opérationnelles.

Le Pr Thomas Étenga a également insisté sur l'ambivalence des pratiques communicationnelles dans les secteurs extractifs. Entre dialogue et conflit, transparence et discrédit, la communication devient à la fois un outil de gestion et un espace de confrontation symbolique. « *La communication n'est pas seulement présente dans l'organisation ; elle participe à la construction même des processus organisationnels* », a-t-il expliqué en substance.

### La communication, pilier stratégique des

organisations modernes

création de contenu et les stratégies de ciblage. Pour le conférencier, l'enjeu consiste à automatiser certains processus sans perdre la dimension humaine des échanges.

### Transparence, réputation et quête de crédibilité

Autre défi évoqué : l'exigence croissante de transparence de la part des collaborateurs et des parties prenantes. Les salariés attendent davantage de cohérence entre les discours officiels et les pratiques réelles des entreprises. Une situation qui oblige les organisations à redonner du sens à leurs actions afin de renforcer l'adhésion interne.

Le Pr Thomas Étenga a aussi attiré l'attention sur la fragilité des réputations à l'ère des réseaux sociaux. La circulation instantanée de l'information impose aux entreprises d'anticiper les crises et de réagir avec rapidité et crédibilité. Enfin, il a insisté sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE), devenue incontournable dans les secteurs extractifs. Selon lui, les engagements environnementaux et éthiques doivent désormais être démontrés par des actes concrets afin d'éviter toute accusation de greenwashing.

Par la richesse de son analyse, le Pr Thomas Étenga a offert aux participants une lecture critique des enjeux communicationnels liés aux industries extractives. Une contribution qui a nourri les échanges de cette conférence-débat, aux côtés des deux autres intervenants, autour des exigences de transparence, de responsabilité sociale et de gouvernance dans les secteurs stratégiques des ressources naturelles.

Dans ce contexte, plusieurs défis majeurs se posent aux organisations. Le premier concerne la transformation digitale et l'essor de l'intelligence artificielle, qui bouleversent la



## ■ Université de Douala

# L'ITIE et la responsabilité sociale au cœur d'un débat académique

Le débat sur la gouvernance des ressources naturelles gagne progressivement du terrain dans les milieux universitaires camerounais. À Douala, cette réflexion a trouvé un nouvel écho le 18 mai 2026, à l'amphi 300 de l'École nationale supérieure de l'enseignement technique de l'Université de Douala, à l'occasion d'une conférence-débat consacrée au thème : «L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations (RSO)».

Réunissant enseignants, étudiants, chercheurs et professionnels des médias, la rencontre s'est imposée comme un espace d'échanges interdisciplinaires autour des enjeux de transparence, de gouvernance et de responsabilité sociale dans la gestion des ressources extractives au

Cameroun. À travers cette initiative, les organisateurs ont voulu rapprocher le monde académique des problématiques concrètes liées à l'exploitation des ressources naturelles, dans un contexte marqué par une exigence croissante de redevabilité publique et de gouvernance responsable.

Placée sous la modération du Professeur Georges Madiba, cette conférence-débat a mobilisé plusieurs intervenants issus des sphères universitaire, institutionnelle et professionnelle. Parmi eux figuraient le Pr Thomas Atenga, Professeur des universités et président du Laboratoire de communication (LACOCOM) de l'Université de Douala, le Dr Blasius Ngome, expert en communication des organisations et porteur de ce projet au plan national, Dr Jean Camille Tonje, Sous-directeur

du Cadastre minier, ainsi que Jules Wack Mballa, Directeur des relations publiques de la Cameroon Oil Transportation Company (COTCO).

Au niveau national, cette initiative est portée par l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), présidée par le ministre des Finances, Louis Paul Motaze, avec comme vice-président le ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique, le Pr Fuh Calistus Gentry. À l'échelle de l'Université de Douala, le projet est conduit par le LACOCOM, sous l'impulsion du Pr Thomas Atenga, dans une dynamique visant à renforcer la réflexion scientifique sur les mécanismes de gouvernance des industries extractives.

Au-delà des échanges académiques et institutionnels, cette rencontre ambitionnait égale-

ment de susciter un intérêt scientifique durable autour des questions de gouvernance extractive au sein de l'université. Les organisateurs espèrent ainsi encourager la production de mémoires, de thèses et de travaux de recherche consacrés à l'impact de l'ITIE dans le contexte camerounais, ainsi qu'aux défis liés à la responsabilité sociale des organisations engagées dans le secteur extractif.

Dans un pays où les ressources minières, pétrolières et gazières occupent une place stratégique dans l'économie nationale, cette conférence-débat apparaît comme une contribution significative à la promotion d'une culture de transparence, de responsabilité et de participation citoyenne autour de la gestion des ressources naturelles.

**Dossier réalisé par  
Victor NDOKI**



## ITIE Cameroun mise sur la communication pour une meilleure transparence

**Industries extractives.** Une conférence-débat s'est tenue le lundi 18 mai à Douala sous le thème « ITIE sous le prisme de la responsabilité des organisations »

La communication dans le domaine des industries extractives était au cœur d'une conférence-débat à l'amphithéâtre 300 de l'École nationale supérieure de l'enseignement technique de l'université de Douala. Elle a réuni, étudiants, enseignants, chercheurs, société civile, entre autres. Organisée par le Comité de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) Cameroun, la rencontre d'échange scientifique s'est articulée autour d'une thématique centrale, à savoir : « ITIE sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations ». La conférence-débat interactive, tenue le lundi 18 mai 2026 en milieu universitaire, n'a pas été choisie au hasard. En effet, elle vise à inciter les étudiants en communication et les futurs journalistes de la nouvelle génération des communicants à s'intéresser à des concepts des industries extractives pour mieux diffuser des bonnes pratiques dans ce domaine. La notion d'extractivisme, développée par le Pr Thomas Atenga a permis aux participants de se froter à ce type de concepts



Douala, le 18 mai 2026. Conférence-débat à l'Initiative du Comité ITIE Cameroun.

pour mieux appréhender la communication dans le domaine des industries extractives. « Il faut former la nouvelle génération de communicants sur la manière de prendre en charge ces problématiques qui sont essentielles pour la survie et la stabilité de nos jeunes pays. Nous avons le cas de la RD

Congo ou des entreprises qui se livrent à des formes de pillages d'extraction sans tenir compte des préoccupations des communautés locales », a indiqué le Pr Thomas Atenga, chef de département de la communication de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'université de Douala.

### 200 opérateurs illégaux

Dans un contexte marqué par l'exploitation illégale de l'or au Cameroun, l'État du Cameroun, à travers le ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique a décidé de faire la transparence sur la gestion de cette ressource minière.

C'est ainsi que 200 opérateurs illégaux, dont plus de 95% sont des sociétés étrangères. Le Pr Fuh Callistus Genty, ministre des mines et du développement technologique a demandé à tous les opérateurs non détenteurs des titres miniers d'arrêter sans délai l'exploitation des sites miniers. « L'engagement exprimé par l'État, c'est de rendre le secteur extractif transparent. C'est ce qui explique l'adhésion du Cameroun à l'ITIE en 2005. C'est ce qui explique la mise en place du Comité ITIE dont le rôle est le suivi », a fait savoir le Dr Blasius Ngome, représentant de l'Union des journalistes du Cameroun au sein du Comité de l'ITIE Cameroun. Pour lui, le rôle de l'État consiste à ce qu'il n'y ait pas de corruption dans ce domaine. Le Dr Blasius souligne que l'État prend en compte les intérêts des populations afin que ces dernières puissent profiter largement des ressources naturelles qui sont le pétrole, le gaz, les mines.

Moustapha Oumarou Djidjouda

## Sotrabus en pole pour équiper l'armée

**Production locale de véhicules.** Le ministère camerounais de la Défense a engagé, de manière discrète, des discussions avec la Société de transformation de bus (Sotrabus), entreprise spécialisée dans la construction et le montage de bus interurbains.



Selon des sources autorisées, ces échanges portent sur la possibilité de s'appuyer sur cette société locale, déjà fournisseur de plusieurs opérateurs du transport interurbain, pour développer au Cameroun une production de véhicules à usage militaire, mais aussi de certains équipements individuels, notamment des casques et des gilets.

Cette initiative conforte les ambitions affichées par l'État autour de Sotrabus. Dans le Rapport d'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de dé-

veloppement 2020-2030 (SND30), récemment publié par le ministère de l'Économie, cette entreprise figure parmi les cinq sociétés à capitaux nationaux appelées à devenir des « champions nationaux ». L'objectif poursuivi est de soutenir la transformation structurelle de l'économie à travers l'émergence d'un tissu industriel robuste et compétitif, conformément aux orientations de la SND30.

Le rapprochement en cours entre le ministère de la Défense et Sotrabus s'inscrit

aussi dans une dynamique plus large : celle de l'implication croissante de l'armée camerounaise dans le processus d'industrialisation du pays. Début 2022, le ministre délégué à la Présidence chargé de la Défense, Joseph Beti Assomo, avait mis sur pied un groupe de travail présidé par le chef d'État-Major des armées, le général René Claude Meke. Cette instance avait pour mission de réfléchir au développement des capacités militaro-industrielles de l'armée camerounaise.

C.K

## Le Cameroun rembourse 58,7 milliards de FCFA

**Emprunt obligataire 2022-202.** L'État du Cameroun procédera, le 27 mai 2026, au remboursement de la 46<sup>e</sup> tranche de son emprunt obligataire 2022-2029, selon un communiqué publié le 18 mai 2026 par Louis Banga Ntolo, le directeur général de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (Bvmac), basée à Douala au Cameroun.



Le remboursement porte sur un montant total de 58,75 milliards de FCFA, dont 11,75 milliards de FCFA d'intérêts et 47 milliards de FCFA au titre du principal, précise le communiqué du marché financier unifié des pays de la Cemac - Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad et RCA.

Les opérations d'encaissement débuteront le 28 mai 2026 auprès des guichets des sociétés de bourse et des banques teneurs de comptes. Les investisseurs détenteurs de titres émis lors de cet appel public à l'épargne recevront 2500 FCFA par obligation, dont 500 FCFA au titre des intérêts et 2000 FCFA correspondant au principal, indique la Bvmac. Assorti d'un taux d'intérêt de 6,5% pour une maturité de 7 ans, l'emprunt obligataire 2022-2029 de l'État du Cameroun avait permis de mobiliser une enveloppe de finance-

ments de 235 milliards de FCFA. Selon le ministère des Finances, Louis Paul Molzack, les investisseurs avait fait à l'État du Cameroun une offre globale de 239 milliards de FCFA pour une demande initiale de 200 milliards de FCFA. L'engagement ainsi manifesté par les investisseurs avait amené l'État du Cameroun à solliciter puis obtenu du régulateur du marché une autorisation de surallocation. Laquelle avait permis de compléter l'enveloppe à 235 milliards de FCFA.

À en croire les détails contenus dans la note d'information élaborée par le gouvernement dans le cadre de cette opération de levée de fonds, les financements obtenus devaient servir à la réalisation de projets d'infrastructures routières, énergétiques, d'adduction d'eau potable et d'aménagement urbain.

Xavier Tassoux

## ■ Conférence-débat à l'Université de Douala

# Dr Blasius Ngome met en lumière la convergence entre ITIE et RSO

L'amphi 300 de l'École normale supérieure de l'enseignement technique (Enset) de l'Université de Douala a servi de cadre, le 18 mai 2026, à une conférence-débat consacrée à «*L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) sous le prisme de la responsabilité sociale des organisations (RSO)*». Animée par l'un des intervenants, le Dr Blasius Ngome, la rencontre a permis de mettre en lumière les enjeux de transparence, de gouvernance et de responsabilité sociale dans la gestion des ressources naturelles au Cameroun.

Dès l'entame de son exposé, le conférencier a dressé un constat préoccupant : l'ITIE demeure largement méconnue du grand public camerounais. S'appuyant sur un vox pop réalisé en amont, il a indiqué que près de 70 % des personnes interrogées ne connaissent pas l'initiative, tandis que 20 % en ont simplement entendu parler. Moins de 10 % des répondants affirment en avoir une compréhension approximative. Une situation qui, selon lui, traduit une faible appropriation citoyenne d'un mécanisme pourtant conçu pour servir l'intérêt public.

### Vulgariser l'ITIE pour renforcer la gouvernance citoyenne

Face à cette réalité, le Dr Blasius Ngome a expliqué que l'objectif principal de la conférence était de «partir de l'ignorance vers la connaissance», afin de promouvoir une gouvernance plus responsable et plus utile aux citoyens. Pour y parvenir, son intervention s'est articulée autour de trois axes : expliquer ce qu'est l'ITIE et son rôle, présenter les fondements de la responsabilité sociale des organisations, puis établir le lien entre transparence extractive et responsabilité sociale.

Le conférencier a rappelé que l'ITIE constitue un standard international visant à promouvoir une gestion ouverte et responsable des ressources pétrolières, gazières et minières. Présente dans plus de cinquante pays répartis sur quatre continents, l'initiative repose sur un principe fondamental : les ressources naturelles appartiennent aux ci-



toyens. Son ambition est donc de suivre toute la chaîne de valeur du secteur extractif afin de garantir que les revenus générés profitent effectivement aux populations.

### Le Cameroun face aux défis de la transparence extractive

Dans cette logique, l'ITIE exige la collecte, la vérification et la publication régulière d'informations relatives à l'exploration, à l'exploitation et à l'exportation des ressources naturelles. Ces données doivent ensuite être largement diffusées afin d'alimenter le débat public sur la gouvernance du secteur extractif.

Revenant sur le cas du Cameroun, le Dr Blasius Ngome a rappelé que le pays a adhéré à l'ITIE en juin 2005. Il a également évoqué les principales étapes de son évolution, notamment l'adoption successive des différentes versions de la norme internationale en 2013, 2016, 2019 et 2023. Toutefois, il a souligné qu'en février 2024, le Cameroun avait été suspendu malgré un score de 53 sur 100 obtenu lors du processus de va-

lidation.

Le spécialiste a par ailleurs détaillé le fonctionnement du dispositif national de mise en œuvre de l'ITIE, piloté par un comité multipartite regroupant l'État, les entreprises extractives et la société civile. Ce mécanisme, présidé par le ministre des Finances avec pour vice-président le ministre chargé des Mines, poursuit plusieurs objectifs : renforcer la transparence, améliorer la redevabilité et promouvoir une meilleure gouvernance des ressources naturelles.

### Des axes prioritaires au service d'une meilleure redevabilité

Au fil de sa présentation, le conférencier a insisté sur les axes prioritaires actuels de l'ITIE au Cameroun. Parmi eux figurent les transferts infranationaux, la fiscalité minière, la divulgation des contrats extractifs, la modernisation du cadastre minier, l'identification des bénéficiaires effectifs dans le cadre de la lutte contre les flux financiers illicites, ainsi que la traçabilité de l'or et le rôle stratégique de la Sonamines.

L'autre temps fort de cette conférence-débat a porté sur

la responsabilité sociale des organisations. Le Dr Blasius Ngome a expliqué que la RSE et la RSO traduisent la responsabilité des entreprises, des institutions et des organisations vis-à-vis des impacts sociaux, économiques et environnementaux de leurs activités. Il s'est notamment appuyé sur les principes défendus par la Commission européenne, la norme ISO 26000 ou encore les travaux d'Edward Freeman sur les parties prenantes.

À travers le triptyque «*People, Planet, Profits*», il a mis en évidence les dimensions humaines, environnementales et économiques de la responsabilité sociale. Sécurité au travail, dialogue social, protection de l'environnement, lutte contre la corruption, transparence financière ou encore création de valeur durable constituent, selon lui, les piliers d'une gouvernance moderne et responsable.

Le rapprochement entre ITIE et RSO a occupé une place centrale dans son analyse. Pour le chercheur, les deux approches convergent autour d'une même exigence : agir dans l'intérêt des populations et rendre compte de l'impact

des politiques publiques et des activités économiques. Il a rappelé que depuis les premières réflexions engagées à la fin des années 1990 sous l'impulsion de l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, la transparence dans les industries extractives s'est progressivement imposée comme un instrument de gouvernance responsable.

Selon lui, toutes les activités prévues par la norme ITIE 2023 — supervision multipartite, suivi de la production, collecte et redistribution des revenus, publication des contrats ou encore évaluation des impacts — relèvent directement des principes de la responsabilité sociale des organisations.

### Stimuler la recherche scientifique sur la gouvernance extractive

En conclusion, le Dr Blasius Ngome a estimé qu'il existe une véritable convergence entre l'ITIE et la RSO, tant au niveau des pratiques que des acteurs impliqués. Les États, a-t-il soutenu, demeurent les principaux garants de cette dynamique, avec pour responsabilité de veiller au bien-être des citoyens à travers une gestion saine, transparente et équitable des ressources naturelles.

Au-delà de la sensibilisation, cette conférence-débat visait également à susciter un véritable intérêt scientifique autour des questions de gouvernance extractive au sein de l'Université de Douala. Les organisateurs espèrent ainsi encourager davantage de travaux de recherche, de mémoires et de thèses sur l'impact de l'ITIE dans le contexte camerounais.

## **QUELQUES PHOTOS DE L'ÉVÉNEMENT**























**LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS**

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	MOSSALEMILIANNE	M1	698822404	
2	YIAGNIGNI NSANGUI M.	M2	695628752	
3	KISSOB MBANGA ARIANE	M2	698317307	
4	TEMPACK JOYCE BINA	com L1	693722787	
5	HAPPI TIAKO NESLINEV.	com L1	658746588	
6	MEN GUE LIHANE	L2	655453960	
7	FRANCK Bernard	L2	655177971	
7				
8				
9				
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	MANTHO SHESLEY VANEILE	BFL	683710067	
2	KATLEKEU KENPACK	ISA2	692592048	
3	NGANKEUTHOUANE MIRIAM	COM (L1)	674066599	
4	MEWHEM DANIEL FRANK	COM (L1)	674.081057	
5	DSIOKENGI KENPACK K.D	COM L1	671028257	
6	KOTCHAP SIDOU JOSEPHINE L.	COM L1	657991473	
7	NTCHAM NZOLO EVANA	COM L1	698145500	
7	LONOSI CHRISTIANE JULIA	COM L1	693586580	
8	EDIMA LONOSI JULIA	COM L1	658386593	
9	KENONE DUVAL DUVAL	COM L1	671392623	
10	JUMKWA MARK FAVOUR	COM 2	693985629	
11	TCHAFU TEUYO ANGE NEEL	COM 1	672688527	
12	MAGNE YANIE ANGE BELWA	COM 1	656689184	
13	TAMAYEU TAMAYEU STEEVE	COM 2	681293538	
14	NGANDJO GEUSSEU BLANDE	COM 1	680185398	
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	NGAM MANNI STEPHEN	I	682241762	
2	CHRISTINE DJACHETCHI		698046687	
3	ATTIA AWIA DANIELLE	I	678.82.53	
4	NGWE GNI FOU DJOU EYNTHA	I	673501325	
5	MANDOUNSANGOLI BOUREDA	II	698933113	
6	WONWE TADJELI DURELLE	II	698046687	
7	MANBOUNE DOTSOMERLENE	II	686261467	
7	HASSANATOU PASIMATOU DIMAROU	II	693035134	
8	MOUNEKE ROKO ANNE FLORE	II	659349036	
9	BADAWLE DJAILON JONAS	COM II	686278128	
10	ADAGE MBATAMMA	COM II	688258788	
11	KWIKITAN SERAPHINE H	COM II	674549780	
12	GRITTE WIEB		657021041	
13	FANSI RAPHAEL	ISA	69558837	
14				
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	BILLONG Emma CHRISTINE	COM II	686373967	
2	BIEKA INES	COM I	671854097	
3	ABDULOU ABA'A ANAËL	COM I	683853581	
4	NJOCK SOLANGE GRACE	COM I	682 73 82 89	
5	HANDOU FORTUNE CANDERA	COM I	688 64 3397	
6	MOLIKAM NESTOR HERMAN	COM I	676 38 66 67	
7	NGWE TOMBE ELISABETH	COM I	650362676	
7	KENNE TAKEM	COM I	698530479	
8	BITEE ROLIE LOIS	COM IV	638262155	
9	TOUKAM MARIE BLANCHE	COM I	695526248	
10	KUETE HANGA MIRANDA	COM I	683181803	
11	NGATANGUI JONAN	COM I	640334958	
12	DESIMANE MAHAMAT ADAM	COM I	657 00 45 14	
13				
14				
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	HEMEBOW KALA DANIELLE SAMIRA	I Com	691787541	
2	FINDJI TIENICHEU YRIS .C	I	640587983	
3	TEMGOUA TSEFAK BELVINE .C	I	692487374	
4	MBAMBA MICHELLE GAELLE	Com LI	655288613	
5	MKOGOUA MARGUWA BENERICE	Com LI	677176519	
6	ANGABADO JOSEPHINE	I	688864060	
7	ASSIDI APATINI	I	692766275	
7	NKOTO TOMMY RICHNELLE	Com I	699722908	
8	NGNDDJOM NIRENNE	Com I	676384239	
9	KAMDEM JOSUE	Com I	654266833	
10				
11				
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	MAHOJI TCHAKOUMBE AMVE.M	2	697396536	
2	NGANMEME NOUBRESSE DORVILLE	L2	672859169	
3	NGOM BOUSS CAGANDRA	L3	691099216	
4	ENGUETSIGUE FANLIADRIKINE	L1	688286269	
5	NEZA NGJELKOU GUY LE A	L2	694257703	
6	TCHOKOM Engoue Maeva H.H	L1	686198300	
7	THEZANOU TCHOUA BRAYAN	HEB2	667867686	
7	NGANI DJENKOU FRANSICA	L4	682498336	
8	NGANBIO GEUSSEU SLOMBO	L1	2568243	
9	DBESSUAL BonBara	L3	22165671301	
10	FOKOUA THEODORE MARIUS	L1	25609130	
11	TANGHA MBLINETCH	L3	672286750	
12	ITOP NAÛSSE	L3	687102876	
13	MAKATE LAFORTUNE	L3	697421545	
14	NOZENGUE NABIE ARIELLE	Com2	685261172	
15	NOUSSO CHARNEL DE LOR	COM3	652597365	
16	MBAYA MBANGA LUCIE	COM2	678308693	
17	AKONDO SAUREL	COML	654582874	
18	KENTMOGHE PRISCA	Com1	697410286	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	NZIE NJEFON CHAMSIATOU	L3 <sup>COM</sup>	656155705	
2	LAYA BAYE ALIPA	M1 <sup>COM</sup>	656941884	
3	NOURIGANI BENDU ISMAEL	COM2	650769603	
4	IKAMFANG KAMDEM FABIOA	COM2	692684016	
5	MAREMAYE ARMAND	MII	698147859	
6	MOUNSDONGUE MBANSA Rebecca Thérèse	COM2	658308984	
7	NGUEA NDMBA LISETTE	COM2	691715270	
7	MANIAMA NAUDINA M.	MASII	695024588	
8	MANICHOUANG GHESSI A.S	COM2	658224664	
9	DAYE TEGAMBUE DEHLE	COM2	655524844	
10	NKONDOK HELENE S	COM2	697058129	
11	WONDJE JEANNETE PAFFENCE	M II	658747019	
12	TONDI GALLAND LISETTE	M2	694907576	
13	NGOBA MBDBA ELODIE	COM2	690157564	
14	ESSENGUE LIAM BERTRAND	COM2	691530414	
15	BARLEKOH BARCEL J.F	COM2	689562964	
16	ZANGA ZANGA Diane C.	COM1	693093900	
17	TCHAKAN LOUISE BELVA	COM1	691928180	
18	ZOUACK LOIC	COM1	686550696	

3

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	TSASSE TALLA CHRIST	I	682827416	
2	ONDJA YVAN LOIC	EIT1	692-68-730	
3	BESSOMERICAL BUMAL	BT.1	696.737818	
4	TERKULA RAHIM OBI	COM2	691083232	
5	BERBISSI GRACE	COM2	671104239	
6	DIJINAREM - CHRISTIAN	COM3	692-549494	
7	MATEN KIMENE PAULE.E	COM3	655586609	
7	IYA KOUNBA.F.FRANCOIS	COM3	655-12-31-12	
8	AMINA IDRISS	COM3	686090919	
9	SALL BOUCOUR SANJA.L	COM3	687740363	
10	NKOO AMBI FRANCK DANIEL	COM3	620-129744	
11	POYAM TCHANETSE AUBIN BIBIL	MEB1	686457684	
12	BELA JOSEPH	MEB1	674694546	
13	MVATE Jeanne Lauren	M2.	677-14-38-27	
14	NONKI GIORIA JECILL Y.	M2	674343247	
15	DIDJATOU DJOUAI GARZA	COM2	658-251163	
16	LADIKOUA SIMPLICE	COM2	683685542	
17	WOUAGUEU ALIDA Blaise	COM2		
18	TIOGOUO TCHINDA JOELLE	COM4	659 1503 21	

GEM I

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	ABILA ONDOBO A.Y.C	L1	657-09-1869	
2	NGO MBELECK J.	COM L1	680.56.962	
3	NGONO JULIENNE	COM L1	659495756	
4	NEMBOP .EDEN	COM L1	670765287	
5	NABOUANG MAEVA FABELLE	COM L1	657853481	
6	ADJITEM TONFO REINE.F	COM L1	659 10 52 70	
7	SOP A GDE MARTHE.S	COM L2	6988429M	
7	MAFONKOU TAKOUTETOU REINE	COM L2	655 35 12 29	
8	STEMBESSI LIENDU GRACE.L	COM L2	671 1042 39	
9	PIBODSI BIAS Pa Fleure	COM L2	659-51-70-47	
10	AMINATOU SHALANYOU	COM L3	680597050	
11	TONGMAM NGONGANG OUBEL	COM L3 MASTERS II	658-0875-44	
12	MBANGO MBELA CHARNELLE	COM L2	672755792	
13	ABONO NUTACHA	COM L2	6410731996	
14	LAOHOLA MALACHIE	COM L2	693,51,8564	
15	MAFFO ETONDE ELISABETH	COM L2	698217230	
16	MASSOHO FANI B Gloria	COM L1	6718901645	
17	KUATE JIMGUE Merveilles G.	COM L2	679547961	
18	HAISSOU SOUMLINA ALEXIS	COM L3 MASTERS	696393654	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	TCHOUQUIN ELBA	L1	654740150	
2	ZANGA ALPHONSINE KARLA	L1	65251135	
3	MPONO INDONG MICHEL	L1	658214510	
4	Hysta Gabrielle Tiadam	L1	695588483	
5	MBOM MBOM BOLIVARD	L1	695420805	
6	DJAMENI TACHOUTI BOU B A	L3	682101106	
7	TAMMENI TACHOUTI BOU L. A	L3	652491710	
7	BAPPA JACQUES ANTOINE	L1	693769198	
8	KOUMOUH MOHAMMED SAMAN	L1	697313062	
9	MBOUÏ ELA MOCHRIH	L1	689454426	
10	ABONDO JULCHERIE GLADYS	L2	692895254	
11	DJOUHENG ASSONDI FRANCOIS	L3	678936473	
12	BELAN YVONNE SANDR.	L2	658029252	
13	MBOM ALFREDA SEREXIA	L1	25L09201	
14	ZOUA MIMBAÏA NOËLLE N	L2	24L99774	
15	MOUDOUÏE WILFRIED ERWIN	L2	23289753	
16	NGOSSALA DELANGA ANNIE	L1	25L09265	
17	NTHOUKITO DJOUKOU ANILTE	L3 COM	696554784	
18	NOUBISSIE MONTE BEYANNE LUCRES	L1 COM	657164958	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	EBBDMBA MARIE ARCHIDE	L2	679998889	
2	LEUMAGA N JOELLE SEBOLENE	L2	672722603	
3	NGATCHA ESSOMBA Cyprien	L2	695188940	
4	OILSMANE MAHAMAT ADAM	L1com	626796925	
5	ADOU M ADOUM CHERIF	L1com	6409273708	
6	SALEH MAHAMAT NOUR	L1com	694762295	
7	DJENAISSSEM STEPHANE MOISE	com2	693610079	
7	DJIBYNE ADOUM KAYA	L1com	622222822	
8	KOUALAO ERNEST	L2com	692.91.1609	
9	NISSOM JEANNE LAURE	COML2	659669072	
10	Abela Marie Genevieve Verena	COM12	695194108	
11	NGISO ALIBUENA MARIE VERONIQUE	COM12	24195020	
12	Olivier Mahamat Ngargam	Com3	23189874	
13	AWIA SAVALAM ESPRIT	COM1	25209054	
14	TCHAGUIE NJOH SAMUELIA	COM1	25209327	
15	MBANA NGOIA WRAINE	COM1	25209196	
16	NKOUAGNANG ROLAND	MEB1	657.593485	
17	OBELOU BOYONG SUZY M	Com2	693879124	
18	MEGBO ANTOINETTE BATAFLA	com2	656482135	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	KWEDI MAKANG BENERICK OTHNIEL	L1	656031991	
2	MANDENG MA NJEMB. ETIENNE	L1	693359996	
3	SOPPT NGOUME LARISSA	L3 com	692131240	
4	KONGO Andy Williams	Com L3	688389830	
5	BLACK JERRY ANDERSON	L3 com	655069572	
6	EBEDI MOUSSALA GEORGINA	L3 com	697391665	
7	KELTCHATCHOUDJI DAHLAN	L3 Com	650511956	
7	MENGUE ODILE. R	L3 com	695503871	
8	NYANO ELISABETH MARIE	L3 com	690652566	
9	KOVAYEP YONKOO RONALD	L3 com	688171370	
10	PATOU PATOU DAHIRDU	COM L3	692069871	
11	NGUEA NOMBA LISETTE	COM L2	691715270	
12	PENDA HELENE SANDRA	COM L1	691312695	
13	BILLONG MARIE LOUISE PATRI	L1	640947186	
14	OMBASSOBEN M. YVANGA	COM L3	692397997	
15	MOUNGUELI MANGWA	COM L1	640254605	
16	ISUCHA BATELOO DANIELA F	COM L2	692662292	
17	LONA KONGDI EVARISTE	COM L2	656407565	
18	KOUSSOCKMACK DELANGUE AM	COM L2	659612965	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	BALME TEMAR TRESSOR	L2	640 89 61 80	
2	SABANA YAYA TCHONGOUNA	COM 2.2	686 40 67 07	
3	KAMDEM KAMTE WILFRIED	TIC 1	653 11 99 87	
4	CHEMEGNE NKOUE MICHEL A.	II 1	682 40 23 20	
5	EGDIT FORTUNE ALCHENGA	COM media 3	650 84 56 47	
6	NTSAMA ENDEZ DIANE LORY	COM 2	698 90 22 67	
7	KENNE TAMELI MORINA F.	COM 3 Medias	676 19 73 05	
7	BASSOMBE YVAN STIVE	COM 3 ORGA	699 45 02 64	
8	GABASSIA AZINA BENJAMIN	COM 3 medias	689 73 60 55	
9	BELLE ROCKSIA FELICIE	COM 1	695 55 80 96	
10	ESTRONNING DOSTIANNOU LOBAIN	TIC 1	659 79 61 01	
11	NDEME JULIE HORNEIA	TIC 1	694 56 85 40	
12	ESSOMBE EPANDA LAUREL	COM 1	685 88 35 02	
13	NKOUENAN ASTHIDE	COM 1	690 80 26 28	
14	ABOBAKO SANDRINE	COM 1	650 02 60 56	
15	BOTAMB SOLEDAD	COM 1	657 90 13 41	
16	KOALNE HAMSSI PATRICIA P.	COM 1	640 93 29 21	
17	EBANE WISOUL CARELLE	COM 1	650 69 91 93	
18	EMOCK JEAN J	ET 1	656 61 75 17	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	NGO MONGO MARIE Sidie	COM L1	640652162	Smd
2	NBARFANI DANIEL	COM 3	69633668	
3	FOTIE JAHVY	ISA 1	675571201	
4	NZEUKOU SILO	GIT 1	659070369	
5	NZEUNGA WANDSI	ISA 2	67797208	
6	FANSI RAPHAEL URIEL	ISA 1	678811316	
7	BENGIONO GRESILADE	COM L1	695822147	
7	MANJA ANGE NADINE	COM L1	691992597	
8	MONNYEKWA OSCAR H.	ET 1	673493398	
9	OUMAROU	MINI MIST	657919727	
10	ABONHA FRANCE GAËLLE	COM L1	679385794	
11	Ndianang Engal Marie R.	COM M2	680775250	
12	MBIANC ALLIANCE ENZO TRESSOR	COM L1	697397751	
13	KHADAFI ABDOULAYE MAHSY	COM L2	69511558	
14	Abakar Abdraman Adoum	COM 2	658542378	
15	ABDELKERIM MAHAMAT TAHER	COM 2	689938954	
16	SENGUE EBELLE ORIANE	COM 21	694294698	
17	MASSOH ABIGUAL LAURENCE	COM 2	888 35 53 82	
18	A'ISSATOU BOLKAR	COM 1 M2	690-49-76-54	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	ZANG ZANG AMBROISE ROMEO	L1	697884408	
2	MEYEMANI VOFO MAËLLE	L1	694573974	
3	MATIKE MISSANGO DANIELLE R	L1	659815820	
4	NYATIBI TCHOFFOU SALOMON GIBRICE	L1	678208073	
5	ONGBETDIBOTEB ENGAL J	L2	674153784	
6	LOGA NGUINDJEL STEPHANE	L2	699320265	
7	Suibis Vianji	L2	693243644	
7	Tchambou mendo Oceane	L2	656329523	
8	NGO NJEWEL ESTHER IVANA	L1	677480389	
9	ITIMA SIMHANI FAUSTIN	L1	650950210	
10	NDAM MBOUANDI AROUNA M.	L2 COM	656-368-040	
11	NKOCK PENDA Virginie F	L3 COM	659655739	
12	NDJINDENE SIDOTHE Triphose	L3 COM	695308194	
13	ALYO MBATOUSSI ESTELLA M	COM L2	657514940	
14	DALOU MI MASSO D	COM M2	659975792	
15	FERI MAXIME	COM M2	693534281	
16	PEHUIE ELEGANT	COM2	690335907	
17	NGO TEMBOUS jacqueline	COM1	694033572	
18	NKAMIWA MBIKOP fortune	COM1	692370536	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	BADAXIE-DJAMON-JONAS	L2	686278128	
2	AIDAYE MBAÏAMMA	L2	689258788	
3	KWINIAN SERAPHINE M.	L2	674549782	
4	NDJE BAYI OK A'A .B	L1	688709371	
5	INMAGDOU LARISSA	L1	65923211-28	
6	DJOURISE TSINA KAMELA	L1	656825371	
7	Etienne Onana Séverinus E.	L2	690464819	
7	RIM LARISA PAULINE	L2	656587708	
8	CHARRE MVLH JUNIOR	L1	690172608	
9	FAYO FOTCHINGUE Urode Nodia	L1	657720668	
10	NGAH BARBARA GLADYS	L1	695033033	
11	NGUEMAPI FANNY	L1	652535869	
12	Mairiamou saï'dou charlote	L1	683580107	
13	KAMFAING KAMDEM FABICA	L2	692684016	
14	HELI MBIH RODRIGUE	L2	686225346	
15	BACOKOK FRANK BAHÉL	L2	620521959	
16	MALINGO PAMELA	L2	698073305	
17	TCHANTCHOU LEBTICIA	L2	692530156	
18	NADIYA SAIDOU	L1	650281776	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	MBELLA BISSWA FABIEN	L2	688089513	
2	NZOUATOM FUMBA MELISSA B	L1	688063904	
3	Mossy Nadine	COM1	687055927	
4	NONO DIMITRI RONVAL	COM2	682262816	
5	NOZANATNANA AXEL ABIS	COM1	657-81-11-36	
6	HASSAN BOUHAL	COM2	688216094	
7	Nguze Romanus	MEB1	678283247	
7	AHOUNZEM GUETSA STEPH	TIG	652462956	
8	AKOA CEDRIC	MEB1	692797167	
9	NGO MBODUS MARIPO	COM1	698-518466	
10	NOUCHA ALEX DIVINE	COM1	678627502	
11	TCHAMAJE ALPHONSE	ET1	686888302	
12	MAWINGABEYE KARO SUCCES	COM4	695919293	
13	MBANGUE LANDRY	COM1	695089644	
14	EDIBIYIIE VIRGINIE PRISC	COM1	694550768	
15	NGO TONYE ODILE M.F.	COM1	695423051	
16	SOH MBANG- BLONDELLE	TIC1	686447738	
17	KASSI EXODE B.	COM2	659004108	
18	KAMI MBONDA MICHEL T.	COM2	654086656	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	DJENKOUA MIANLELLAP	I	658 64 2527	
2	AYIAGNIGNI N Joupou Jeanine	I	6 89 964865	
3	EYONO ENYAMA GERTRUDE	I com	690989766	
4	NGONGANGO LUCIENNE-A	com I	690393637	
5	NLOME BOGOL BRUNETTE L.	Com I	6 97 22 1571	
6	JEANNE LEMTEUKI	Adm		
7	A CHRISTIAN BOUENYE	MEMORANT	67771307	
7	EGODI FORTUNE NCHEWA	com media	650845649	
8	AKANELE -CHI ESTHER	L3	654916500	
9	KAMGA DIB ERIKA	L3	621848360	
10	NJEMBELLE DOOH	L3	694 05 1918	
11	NTSAMA ENDEZ DIANE LORY	com 2	698902267	
12	MBITA FOTSO JERROUD	Niveau I EF	658519008	
13	KIANGUE CATHERINE	com 1	695470288	
14	Epre Ndome Joyce	L1	671666444	
15	NKAMZOK SANDRA PATIENCE	L1 com	688527316	
16	DZANGUE SAPI BRINDA	L2 com	688783637	
17	GUELDIOXI LE ROI	L1 com	686551794	
18	MAT SINGOUM NDASHI YVANA	L2 com	686 61 41 39	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	PAGIBE BAMBAL JEAN CLAUDE	Com1	659637015	
2	BABAKA MANIBEN LAURENT	COM 1	655424744	
3	MADINA	COM 1	698531968	
4	NGOH MBANG JUNIOR	COM1	696812253	
5	EDENE NBDONGO LILIANE	COM2	679374976	
6	FOUSSONGI KUETE ELISA	COM1	689754312	
7	ESSONO RHANAUD	COM1	677090352	
7	ALLARAKOULA DANIEL FIM	COM1	640622198	
8	Mtjez Nlep XADON	COM3	658825731	
9	DIEUDONNE BELFORT DOUKSI	COM3	693038537	
10	NDONGOULLA RACHEL	COM3	659615820	
11	ISSINA MEMECHOSSE TEBRINE	COM1	692272951	
12	DRANGBALLI MOISE ANDRE	COM2	687856922	
13	LIKOSSIDI JUSTINE DASSIDI	M4.COM	651639109	
14	NGO NDONG ESTHER LARBIINE	COM1	694545156	
15	TEGOMO ZEBAZE ALVINE DAPHN	COM1	6561162702	
16	N'OMBOCK KEY ASAPH	COM3	690659674	
17	LARMEN AUDREY FOKO	COM1	679216571	
18	FOUDA GLADICE	COM1	656269561	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	TIOKIA MAXIME GEDFON	2	657726922	
2	TOUSSI TCHAMBA EL-IDATA	1	654123575	
3	MEZATIO.NGUIMAYA.KANOLA	5	675839289	
4	DJUIKOM KOUETE EL	3	680929273	
5	KALLA NAM JUNIOR	1	692861295	
6	PENDA YVETTE HILARY	1	657043194	
7	NANHO JESSY	1	686626950	
7	ABOU NTANGAN MYRI'S	1	690.31.83.75	
8	NDUMBE KIBES E.	1	681584067	
9	ATOUAPO JESSIE BROWN	1	677057054	
10	NKEACK LEITITIA	1	699965150	
11	ALLADUM MBAIKALE HYACUTE	V	689861665	
12	MEJLASSEM ABORAIM	V	698340214	
13	PA'ALON MBA ROBINSON	MIT	698275314	
14	HASSAN DARDAOU KALIA	I	688647628	
15	MIBAG DANIEL JADEL	III-COM	696985718	
16	PESSI LAMTOUING JONATHAN	COM3	653 082860	
17	PENDA MPRESSA Richard	COM3	691 461873	
18	NGO NANSENG BRIGITTE C.	COM3	69783912	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	NTIECHE SALOMON P.	L1	691 630141	
2	DJEUDJAM PERINE	L1	659 099950	
3	ABDoul BAGUI ADAMOU	L1	695 625 808	
4	HAIENOA JEANNE CASINE	L1	65 548 18 22	
5	JABEA DIKONGUE MYRIAM	L1	656 393 682	
6	NJOUPOUO NDAM AMINATOU	L2	699 233 248	
7	TCHOKONTÉ NOUKAN GENA . M	L3	657 57 69 80	
7	MOUSSA ABANKA	L1	658 1684 26	
8	TEUKE BOLA YVES	L1	699 176 986	
9	NDOUNIO OUKOUO STEVE	L1	679 487 955	
10	LOGRO LOUIS ULRICH	L3	695 23 36 45	
11	PAGNIN ROXANE	L3	6 51 37 32 42	
12	BIEKI A BESSING MONIE M.	L2	676 06 53 96	
13	NEROLEE LETICIA	L2	658 99 60 28	
14	MDOUKWELEM ELIANE	L2 com		
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	INACH GENY GLOIRASSIA	L2	689824091	IGB
2	NGOUPAYOU MEGNE BABY	L2	688646946	
3	Tchameni Cheumeni	L3	698206847	
4	TCHUAYO LESJIOK LILIA Brenda	L2 <sup>Com</sup>	657866693	
5	NYA MAIANGA ELIANNE	L3	691507805	
6	TEDDY FOUELEFAK	M1	698608799	
7	ITOP NARCISSE	COM 2	687102876	
7	MPIKI SANDRINE NADIA	COM 2	679413371	
8	BISSAI FANI ALEXANDRA	COM 3	696527535	
9	ENOUMEDI CHRISTINE IVOIRE	COM 4	698047160	
10	NDOTI NDOL C.	COM 1	6901310783	
11	MALEGUEL ANNE DANETTE	COM 1	694834404	
12				
13				
14				
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	ADOLPH MATHIEU	III	099526018	
2	DAOUDA BENI SILAS	II	6 87970574	
3	ASSALA MONANGA MARIU.V.	II	6 74 65 7704	
4	ADAMA SYLVIE	II Com	622299745	
5	DEUMANI NGALEU BRINDA	LI Com	697055834	
6	JOBO MARGUERITE	LI Com	692-61-83-28	
7	BOHINGA TOM NADIA ESTIA	II Com	632 446169	
7	MEDON ISEM MARIE	LI Com	695403882	
8	NDJILLOACHOU GAFFED	LI Com	678 981722	
9	MANSYAGOUA PAULETTE.V.	I	696-70521	
10	KAMENI AMANDINE ISERE	I	693481400	
11	GUILIGNAT IDOUNE ADJALA	III	69688811	
12	MANDE DJE ASUANIG ESTASE	Comite	692 55 70 06	
13				
14				
15				
16				
17				
18				

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	TIMBA ISSOUKOU FLORENCE	Mater	656611597	
2	MBILI ESSOMBA ODILE	L1 Com	683379909	
3	AZANGUE DONGHO ANGE V	Licence 2	656 99 08 12 51	
4	MALET MISS MAËVA	Com L2	6 9 3 7 1 5 9 0 1	
5	MANIKENG SILATSA ARCELLE B	Com L2	691-46-04-11	
6	ALLADOU M AYAMUS	L1	696033663	
7	Mbome Claude Jeanne	Com L2	68840152	
7	MAFFO MAMTO STELLA	Com L2	691964251	
8	KIONANG TCHINDA DABELLE	Com L2	698 28 34 64	
9	NGAH MANI STELLA	Com L1	682 24 17 62	
10	NGO BALET ANGELENE GLADYS	Com L2	698465862	
11	BALOKOK FRANCK	Com 2	6924106139	
12	NGA N SEANNE F	Com 1	689-203480	
13	AZAPACIS STEVINA	Com 1	655351282	
14	MOINDE MONSIEUR P MARELLE	Com 1	655092527	
15	NSANGOU CHINTOU ELISE F	Com 1	655512077	
16	HANIMEN NELLE CABRELE	Com 2	696407790	
17	MAFOK GRACE FORTUNE	Com 2	689767192	
18	NGO MABONG STINETTE	Com 2	671136376	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	DEMENI LIENZI GUILLAUME	ComL3	699 82 1095	
2	KFONKA NGOUcheme	ComL3	696 020125	
3	Mey Ali Jardel	ComL3	690315141	
4	TENE MANGAN Jean-m	ComL2	693278214	
5	NOUMSI-TUEKA charnel-Deba	ComL3	652 597365	
6	NGASSA TCHATIBA	ComL3	680455005	
7	MANDANA MESSINA	ComL3	640327191	
7	NGO BETJICK	ComL3	659801095	
8	MAGHOUA KAMTA ELIZAB	ComL3	657364393	
9	BE MENYE MANYE	ComL3	697498065	
10	EMALEU TCHAPI LINDA	ComL2	691110931	
11	Mbomo shalom	ComL3	697649180	
12	NTSAM NZOUÉ J. PATRICIA	Com <sup>org</sup> 3	637 39 3253	
13	PIOH FELIX	Master II	656237162	
14	MAGNE TADIE ANGE BELVA	ComL1	656689184	
15	BOUTIE NGANDEU CECILE	Com <sup>org</sup> 12	678-92-85-61	
16	NONO Oriane	Com <sup>org</sup> 12	675465339	
17	ETAMANE LEA	ComL1	640612783	
18	BRAHIM DJIBRINE SALEH	Com <sup>org</sup> 12	692822026	

Douala, le 18 mai 2026

CONFERENCE-DEBAT SUR LE THEME: L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE) SOUS LE PRISME DE LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ORGANISATIONS (RSO) A L'UNIVERSITE DE DOUALA LE 18 MAI 2026

## LISTE DE PRESENCE DES ETUDIANTS

	NOMS ET PRENOMS	NIVEAU	TELEPHONE	SIGNATURE
1	NGUIDJOL BILIM ETIENNE DE ANGELE	COM L2	691-18-39-56	
2	ESSALA ESSALA GILBERT	COM L2	69735280	
3	MAGALA OWOUDI EKEDJONG	COM L2	687-13 57 26	
4	NGAH ALIX	COM L2	691935521	
5	PEKA XIMITRI	COM L2	635422338	
6	NGO BILLONG RUTH	COM L1	689-76 21 22	
7	KOMBOU MANYAKA NICASE	COM L1	699644073	
7	TOM JULIENNE	COM L3	657 24 62	
8	NIHEUGHE STOURA ARLENE	COM L3	696 55 47 81	
9	NDAMA UM DANIEL PRINCE	COM L3	655 63 96 92	
10	NLEDE BIATOLA TONY F	COM L3	680-70-6375	
11	MOTIE FOTIE FERDINE	COM L3	678878515	
12	ATANEFO DIFO BRUNELE	COM L1	680682481	
13	KABANTANG BOSSO CIPIANILLE N.	COM L2	687839060	
14	MEBANDA NDOUO H N	COM L2	691663389	
15	NDOUTOU NGINA PUTH	COM L2	698 63 24 64	
16	TINI JVES HYPPOLITE HENRI	COM L2	691302237	
17	NGO EHA ANNE. M	COM L2	656534519	
18	NKABA FRANCESCA DANIELA	COM L1	6963041065	

## **REMERCIEMENTS**

**Nous venons par la présente témoigner notre gratitude à tous ceux et celles ayant contribué à la réussite de la conférence-débat ITIE du 18 mai 2026 tenue à l'université de Douala, sous le thème: Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) sous Prisme de la RSE: Enjeux Communicationnels.**

**Vos déploiements multiformes ont permis une organisation sans faille de cet important événement de taille pour la vie de L'ITIE.**

**Ensemble nous avons impulsé une nouvelle dynamique gagnante de L'ITIE dans le milieu universitaire et au-delà.**

**A vous la gloire!**

**Dr. Blasius Ngome**

**Tel: 677 33 33 77 / 659 58 13 13**